

RELATIONS INTERNATIONALES

Internet et ses noms de domaine sous le coup d'une attaque inédite

23 février 2019

L'internet mondial est actuellement visé par une vague d'attaques informatiques d'une ampleur inédite, qui consistent à modifier les adresses des sites internet pour les pirater, a alerté vendredi l'organisme international qui attribue les adresses internet (ICANN).

Selon des experts extérieurs à l'ICANN interrogés par l'AFP, les pirates ciblent aussi bien des gouvernements que des services de renseignements ou de police, des compagnies aériennes ou l'industrie pétrolière et ce, au Moyen-Orient ou en Europe.

L'un d'entre eux estime en outre que ces attaques ont pour origine l'Iran.

"Il y a déjà eu des attaques ciblées mais jamais comme ça", a indiqué vendredi à l'AFP David Conrad, un des responsables de l'ICANN.

Les attaques informatiques, de toute ampleur et de toute nature, se multiplient à une vitesse exponentielle ces dernières années. Selon les experts, les pirates appartiennent le plus souvent à deux catégories principales : des individus ou des groupes de "hackers" qui veulent gagner de l'argent ou bien des Etats, qui souhaitent espionner d'autres pays et/ou y semer des dissensions.

Selon experts et autorités de nombreux pays (en particulier les Etats-Unis), la Chine, la Russie, l'Iran ou la Corée du Nord sont particulièrement actifs en matière de piratage, ce que démentent les intéressés.

Source : AFP

Australie : Parlement et partis victimes d'un piratage informatique par un "agent étatique"

18 février 2019

L'Australie a accusé lundi un "agent étatique sophistiqué" d'être responsable d'un piratage du système informatique du Parlement qui a également visé plusieurs partis politiques, à quelques mois d'élections nationales.

Certains médias avaient avancé une potentielle implication de la Chine, bien qu'aucune source officielle n'ait à ce stade pointé le doigt vers Pékin. Les experts en informatique relèvent qu'il faut beaucoup de temps et de travail pour déterminer les responsables d'un piratage informatique.

Fergus Hanson, expert en cybersécurité à l'Institut australien de politique stratégique, a dit qu'il placerait Pékin "au premier rang" de la liste des suspects possibles, mais qu'il "n'exclurait pas" une implication potentielle de la Russie.

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Geng Shuang a jugé "irresponsable" ce genre de spéculation, dénonçant une tentative pour "salir" la Chine.

"On ne peut pas se contenter de jouer au devin", a-t-il dit.

La Chine et l'Australie ont de nombreux contentieux en ce qui concerne notamment l'accès aux ressources naturelles, des sujets de souveraineté maritime ou encore le recours à des entreprises technologiques soutenues par le gouvernement chinois.

Les relations bilatérales se sont récemment dégradées du fait de la décision australienne d'exclure le groupe Huawei du déploiement de la 5G dans l'immense île-continent ou encore de l'expulsion du milliardaire chinois Huang Xiangmo, qui avait arrosé les partis australiens de millions de dollars australiens de dons.

Les Australiens voteront d'ici mai pour renouveler leur Parlement, ce qui fait craindre que des pirates informatiques ne tentent d'influencer les débats, si ce n'est le scrutin.

La Chine comme la Russie ont été par le passé accusées de chercher à influencer au travers d'opérations informatiques les élections dans des pays étrangers.

L'Australie appartient aux "Five Eyes" - regroupant également les services de renseignement des Etats-Unis, du Canada, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni -, ce qui en fait potentiellement une cible intéressante pour les attaques informatiques.

Source : AFP

Poutine menace de déployer ses nouveaux missiles contre les Occidentaux ; bilan morose en Russie

20 février 2019

En chute dans les sondages, Vladimir Poutine a assuré mercredi vouloir améliorer la qualité de vie de ses compatriotes mais aussi menacé de déployer les nouvelles armes de la Russie contre les pays occidentaux.

Moins d'un an après avoir été réélu pour un quatrième mandat avec un score sans précédent en près de 20 ans de pouvoir, le président russe voit sa cote de confiance dégringoler à ses plus bas niveaux depuis l'annexion de la Crimée en 2014, sous l'effet de la chute continue du niveau de vie depuis cinq ans, du relèvement de l'âge de la retraite et de la hausse de la TVA.

Après avoir assuré au début de son discours annuel au Parlement vouloir se concentrer sur la situation sociale, il s'est lancé, comme l'an dernier, dans une tirade très menaçante envers les Etats-Unis, leur reprochant le déploiement de nouveaux systèmes d'armement en Europe.

"S'ils sont déployés et livrés sur le continent européen, cela envenimera gravement la situation et créera de graves menaces pour la Russie", a déclaré le président russe, relevant que certains de ces engins pouvaient atteindre "Moscou en 10-12 minutes".

"Je vais le dire clairement et ouvertement : la Russie sera contrainte de déployer des armements qui pourront être utilisés non seulement contre les territoires d'où peut provenir une menace directe, mais aussi contre les territoires où se trouvent les centres de décision d'usage de missiles nous menaçant", a-t-il poursuivi.

L'Otan a qualifié d'"inacceptables" ces menaces de déployer de nouveaux missiles en mesure de frapper les territoires des Alliés, accusant le président russe de "tentative flagrante de détourner l'attention de sa violation du traité INF".

Washington a suspendu sa participation à ce traité de la Guerre froide interdisant les missiles sol-sol d'une portée de 500 à 5.500 km, accusant la Russie d'enfreindre les dispositions de ce document signé en 1987. En retour, Moscou a fait de même et, sauf coup de théâtre, le traité deviendra caduc en août.

En Russie, malgré la reprise économique, le pouvoir d'achat de la population, déjà très faible, reste orienté à la baisse, d'où la colère qui a suivi l'annonce de la réforme des retraites et le passage de la TVA de 18% à 20%.

"La pauvreté écrase littéralement les gens (...) 19 millions de personnes vivent aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté. C'est trop", a lâché Vladimir Poutine. "Il ne faut pas attendre mais améliorer la situation dès maintenant".

Il s'est longuement attardé sur la situation des familles, "ossature morale" de la Russie, qui peine à sortir de la crise démographique dans laquelle elle s'est enfoncée après l'effondrement de l'URSS. "Plus d'enfants, moins d'impôts", a résumé le président, promettant notamment des aides pour la naissance d'un troisième enfant, mais aussi pour les retraités les plus démunis.

Pour soutenir l'activité économique, le gouvernement a dévoilé début février son plan de plus de 340 milliards d'euros avec de grands projets d'infrastructures, mais la croissance économique devrait ralentir cette année.

M. Poutine a fixé comme objectif plus de 3% de hausse du PIB en 2021, contre 2,3% en 2018.

S'exprimant quelques jours après l'arrestation du fondateur américain du fonds d'investissement Baring Vostok, qui a créé un choc dans les milieux d'affaires, il a par ailleurs appelé les forces de l'ordre au respect de la "liberté d'entreprendre". "Les entreprises honnêtes ne doivent pas se sentir constamment menacées, constamment risquer des sanctions pénales ou administratives".

Source : AFP

Nouvel ultimatum du Gafi à l'Iran et au Pakistan

22 février 2019

Le Groupe d'action financière (Gafi) a donné vendredi à l'Iran jusqu'à juin pour renforcer sa législation contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, conformément aux engagements pris par Téhéran.

Le Gafi, organisme intergouvernemental créé en 1989 pour assainir le système financier international, reproche d'autre part au Pakistan des progrès insuffisants dans ces domaines.

En octobre dernier, il avait donné à l'Iran jusqu'à février pour prendre des mesures contre le blanchiment et le financement du terrorisme sans prendre pour autant de sanction.

Lors d'une réunion cette semaine, il a décidé de maintenir la suspension de ces sanctions mais revient à la charge. "Si d'ici juin 2019 l'Iran n'achève pas de mettre en œuvre une législation conforme aux normes du Gafi, le Gafi demandera un renforcement de la surveillance des établissements et filiales d'institutions financières basés en Iran".

Le Gafi reproche par ailleurs au Pakistan de ne pas montrer, malgré ses engagements en la matière, une "claire compréhension des risques posés en matière de financement du terrorisme" par des groupes comme l'Etat islamique ou al Qaïda, ou les personnes affiliées aux taliban.

"Le Pakistan doit continuer à mettre en œuvre son plan d'action pour remédier à ses défaillances stratégiques" dans ce domaine.

Le Gafi compte actuellement 38 membres - 36 pays et territoires et deux organisations régionales, le Conseil de coopération du Golfe et la Commission européenne.

Source : Reuters

USA : Pence presse les Européens sur l'Iran et le Nordstream

16 février 2019

Le vice-président américain Mike Pence a dit samedi à la chancelière allemande Angela Merkel qu'il souhaitait que l'Europe et les Etats-Unis aient une position commune sur l'accord régissant le programme nucléaire de l'Iran.

L'administration Trump souhaite que les Européens qui ont approuvé l'accord conclu en juillet 2015 à Vienne imitent les Etats-Unis et se retirent de ce protocole encadrant les activités nucléaires de la république islamique.

Donald Trump plaide pour que des sanctions économiques soient rétablies par ses partenaires afin d'obliger l'Iran à négocier un nouvel accord.

Mike Pence a estimé que les dirigeants de la république islamique "se faisaient les avocats de l'Holocauste et qu'ils cherchaient les moyens pour y parvenir".

L'autre sujet de préoccupation abordé par Pence avec Angela Merkel concerne la construction sous la mer Baltique du gazoduc Nordstream 2 destiné à approvisionner l'Allemagne en gaz russe.

Washington voit ce projet d'un mauvais œil car les Etats-Unis souhaitent vendre leur gaz à l'Allemagne et exhortent Berlin à prendre ses distances avec Moscou quant à ses achats énergétiques.

"Nous ne pouvons pas renforcer l'Occident en devenant dépendant de l'Est", a-t-il affirmé.

Dans son allocution devant les délégués présents à la conférence, Angela Merkel a fermement défendu la stratégie commerciale de son pays et les liens qu'il entretient avec la Russie.

La dirigeante allemande a trouvé un soutien apporté par la Chine.

(La Chine et la Russie sont alliées).

Source : Reuters

Iran : le récent attentat suicide commis par un Pakistanais, selon Téhéran

19 février 2019

L'attentat suicide ayant tué 27 membres des Gardiens de la révolution la semaine dernière a été commis par un Pakistanais, a affirmé mardi cette armée d'élite iranienne.

L'attaque à la voiture piégée a visé le 13 février un bus des Gardiens de la Révolution (Pasdaran), dans la province du Sistan-Balouchistan (sud-est), frontalière du Pakistan.

Elle est l'une des plus meurtrières contre cette armée idéologique créée en 1979 dans le but de protéger la Révolution islamique des menaces étrangères et intérieures.

Le ministre des Affaires étrangères pakistanais, Shah Mehmood Qureshi, a réagi mardi soir, affirmant que son pays "était déjà en contact" avec l'Iran avec qui il "coopérera complètement".

"Nous partageons une frontière et il est nécessaire pour les deux pays que celle-ci soit stable et en paix, nous avons coopéré par le passé et nous sommes toujours en contact en cas d'incidents similaires". L'attentat a été revendiqué par le groupe jihadiste Jaïch al-Adel (Armée de la Justice).

Il a été formé en 2012 par d'ex-membres d'une organisation sunnite extrémiste ayant mené une rébellion au Sistan-Baloutchistan jusqu'en 2010 et considéré comme "terroriste" par Téhéran. Le général de division Mohammad Ali Jafari, chef des Gardiens de la Révolution, avait accusé samedi l'armée et les renseignements pakistanais de soutenir ce groupe.

Source : AFP

L'Iran somme le Pakistan d'agir contre les activistes armés

16 février 2019

L'Iran a réclamé samedi du Pakistan voisin des actions fermes contre les auteurs d'un attentat qui a coûté la vie à 27 gardiens de la Révolution mercredi près de sa frontière, sous peine de voir la République islamique prendre elle-même des mesures pour "punir les terroristes".

"Pourquoi l'armée et les services de sécurité du Pakistan donnent refuge à ces groupes antirévolutionnaires ? Il ne fait aucun doute que le Pakistan va en payer le prix fort", a poursuivi le commandant des gardiens de la Révolution, Mohammad Ali Jafari. "Au cours de l'année écoulée, 6 ou 7 attentats ont été déjoués mais ils ont été capables de mener celui-ci à bien".

L'attentat de mercredi a été revendiqué par le groupe sunnite séparatiste Jaish al Adl, qui défend la minorité baloutche. L'Iran accuse le Pakistan de servir de base arrière à ce groupe armé.

Il a aussi accusé par le passé l'Arabie saoudite, son grand rival régional, de soutenir des groupes armés sunnites, une accusation rejetée par Ryad.

"Les gouvernements perfides saoudien et des Emirats arabes unis doivent savoir que l'Iran a perdu patience et qu'il n'acceptera pas plus longtemps leur soutien clandestin à ces criminels anti-islamiques. Le Pakistan a été également mis en cause cette semaine par l'Inde en raison d'un attentat commis au Cachemire indien, dans lequel 44 paramilitaires ont été tués.

Source : Reuters

Le Pakistan honore l'Arabie, qui plaide pour la désescalade avec l'Inde

18 février 2019

L'Arabie saoudite a appelé lundi à la désescalade entre Inde et Pakistan sur la question du Cachemire, au moment où le prince héritier Mohammed ben Salmane s'apprête à se rendre d'Islamabad à New Delhi dans le cadre d'une tournée asiatique en quête d'alliés et de contrats.

Le prince héritier Mohammed ben Salmane, dit "MBS", doit s'envoler plus tard dans la journée pour l'Inde, où il rencontrera le Premier ministre Narendra Modi, et est attendu en Chine jeudi et vendredi.

Cette tournée intervient dans un contexte régional très tendu, marqué par des frictions avec l'Inde et l'Iran voisins, qui accusent tous deux le Pakistan de soutien à des groupes insurgés impliqués dans deux sanglants attentats-suicides commis la semaine dernière sur leurs territoires.

Le premier a coûté la vie à 27 membres des Gardiens de la Révolution le 13 février dans le Sistan-Baloutchistan, dans le sud-est de l'Iran. Téhéran a accusé "les forces de sécurité du Pakistan" de soutenir le groupe armé qui l'a commis.

Le second, revendiqué par un groupe islamiste basé au Pakistan, a tué 41 paramilitaires au Cachemire indien jeudi dernier. Lundi, au moins 7 personnes ont par ailleurs péri au Cachemire indien dans une opération militaire en riposte à l'attentat.

L'Inde accuse de longue date le Pakistan de soutenir en sous-main les infiltrations et la rébellion armée, ce qu'Islamabad a toujours démenti.

Signe de tensions croissantes, Islamabad a annoncé lundi le rappel de son ambassadeur en Inde "pour consultations". L'Inde en avait pris une mesure similaire il y a quelques jours.

Le ministre d'Etat saoudien aux Affaires étrangères Adel al-Jubeir, qui accompagne MBS dans son voyage, a plaidé lundi matin pour la désescalade entre les deux capitales rivales.

Il a par ailleurs pris la défense du Pakistan face aux mises en cause de l'Iran, l'accusant d'être lui-même le "principal sponsor mondial du terrorisme".

MBS pour sa part doit recevoir lundi des mains du président pakistanais Arif Alvi le Nishan-e-Pakistan (Ordre du Pakistan), la plus haute décoration civile du pays. Ceci alors que l'image internationale du prince a été fortement ternie par le scandale provoqué par l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi en octobre dans l'enceinte du consulat saoudien à Istanbul.

Par ailleurs, plusieurs protocoles d'accord ont été signés entre Pakistan et Arabie Saoudite dans différents secteurs pour une valeur totale estimée à 20 milliards de dollars. Le Pakistan fait face à une grave crise de sa balance des paiements et compte beaucoup sur son vieil allié saoudien pour l'aider à sortir de l'ornière.

Pour les analystes, la tournée asiatique du prince, sa plus importante sortie sur la scène internationale depuis sa participation au sommet du G20 en Argentine en décembre, vise à assurer à l'Arabie une bonne position sur un marché régional en pleine croissance, ainsi qu'à démontrer à l'Occident qu'il a encore des alliés en dépit de l'affaire Kashoggi.

MBS a par ailleurs ordonné la "libération immédiate de 2.107 prisonniers pakistanais détenus dans les prisons saoudiennes", a indiqué le ministre de l'Information pakistanais Fawad Chaudhry sur Twitter.

Source : AFP

Arrivé en Chine, le prince saoudien défend l'utilisation de camps d'internement pour les Ouïghours

22 février 2019

Suite aux critiques occidentales sur l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, l'Arabie Saoudite forme de nouvelles alliances, notamment en Asie.

Le prince saoudien MBS est arrivé en Chine, pays également accusé d'autoritarisme.

« Donnant-donnant », comme aime à le répéter la diplomatie chinoise : d'un côté un contrat de 10 milliards de dollars signé avec la compagnie pétrolière d'Etat Saudi Aramco pour la construction d'un complexe de raffinage en Chine.

De l'autre, le géant chinois des télécoms Huawei promet d'investir 20 millions de dollars par an en Arabie saoudite, notamment dans des centres de recherche, avec 10 000 emplois à la clé. Il s'agit de renforcer les échanges commerciaux avec le premier partenaire commercial du royaume, mais aussi les liens culturels et scientifiques.

Et pas une critique ni côté chinois au sujet de Khashoggi, ni côté saoudien au sujet du Xinjiang. MBS sembla défendre l'utilisation de camps de rééducation pour la population musulmane du Xinjiang, en évoquant la lutte contre le terrorisme.

La Chine détient environ un million de Ouïghours dans des camps.

La communauté ouïghoure espérait de MBS qu'il exerce une pression sur la Chine à l'occasion de sa visite.

Mais la politique étrangère de l'Arabie Saoudite est pragmatique.

Sources : Newsweek / Cristina Maza, RFI

Inde : Modi rompt avec le protocole pour accueillir lui-même Mohamed ben Salman

19 février 2019

Le Premier ministre indien Narendra Modi a fait mardi une entorse au protocole gouvernemental pour aller accueillir personnellement le prince Mohamed ben Salman, héritier du trône saoudien, à l'aéroport de New Delhi.

Narendra Modi doit s'entretenir avec le prince héritier, arrivé en provenance du Pakistan, où il a également été reçu avec fastes. Sa visite a pris une nouvelle dimension après la mort jeudi de 40 paramilitaires indiens dans un attentat commis au Cachemire. L'Inde accuse Islamabad d'être complice de cet acte revendiqué par les islamistes pakistanais de la Jaish-e-Mohammad (JeM).

L'Arabie saoudite est le principal fournisseur de pétrole brut de l'Inde, mais les échanges bilatéraux s'étendent à d'autres secteurs et leurs gouvernements sont convenus de nouer un partenariat stratégique.

Au cours de sa visite, le prince héritier devrait annoncer une série d'investissements, notamment pour accélérer la construction de ports et d'autoroutes.

Mohamed ben Salman se rendra ensuite en Chine, en Malaisie et en Indonésie. Il s'agit de sa première tournée asiatique depuis l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi.

Source : Reuters

Commerce : Trump optimiste, les négociations avec la Chine sont prolongées

22 février 2019

Donald Trump a fait montre d'optimisme vendredi sur un accord pour régler le conflit commercial avec la Chine et annoncé une rencontre prochaine en Floride avec son homologue chinois pour régler les points les plus épineux.

M. Trump n'a pas donné de détails concrets sur les points d'accord ou d'achoppement. Il a simplement affirmé qu'un accord avait été conclu "sur la monnaie" sans donner d'autres détails, mais les autorités américaines se plaignent de longue date du niveau du renminbi, qui selon eux donne un avantage aux exportations chinoises.

Le négociateur en chef américain, Robert Lighthizer a affirmé pour sa part que "d'importants progrès" avaient été réalisés sur l'épineuse question des transferts forcés de technologie pour les entreprises américaines travaillant en Chine.

Outre le transfert de technologie, les Etats-Unis reprochent à la Chine d'autres pratiques commerciales "déloyales" et réclament des réformes structurelles pour y mettre fin.

M. Trump veut aussi une réduction drastique de l'énorme déficit commercial de plus de 330 milliards de dollars avec la Chine.

Washington réclame également le respect des droits de propriété intellectuelle, la fin du piratage informatique et la levée de barrières non tarifaires, comme par exemple les subventions publiques.

Il reste une semaine avant l'expiration de la date butoir du 1^{er} mars et la mise en œuvre par Washington de nouveaux tarifs douaniers de 25% sur 200 milliards de dollars de produits chinois importés, actuellement taxés à 10%.

Mais M. Trump a une nouvelle fois laissé entendre qu'il pourrait néanmoins accorder un délai supplémentaire aux négociateurs.

Selon les experts, si la Chine peut s'engager facilement à acheter plus de produits américains, il est plus difficile pour Pékin de procéder aux autres réformes réclamées par les Etats-Unis.

Selon un tweet du ministre américain de l'agriculture, Sonny Perdue, les Chinois se sont engagés dans le Bureau Oval à acheter 10 millions de tonnes de soja supplémentaire. Il veut y voir "un geste de bonne volonté" des négociateurs Chinois.

Les marchés boursiers et les milieux d'affaires ne sont pas les seuls à suivre les négociations de très près. La directrice générale du FMI Christine Lagarde --dont l'institution a souligné à de nombreuses reprises l'effet délétère de la guerre commerciale entre les deux premières puissances économiques mondiales-- surveille également les discussions.

Source : AFP

Sept points encore en suspens dans les négociations UE-Mercosur, déclare Hogan

23 février 2019

Sept points sont encore en suspens dans les négociations sur un accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur, a déclaré samedi à Reuters le commissaire européen à l'Agriculture Phil Hogan, qui en a imputé la responsabilité à la partie adverse.

"Il reste sept questions en suspens, sur lesquelles nous avons besoin que le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) fasse des concessions", a-t-il dit lors d'un entretien accordé en marge du Salon de l'agriculture à Paris.

Il s'agit des voitures, des pièces détachées des voitures, des règles d'origine, des marchés publics, de la question maritime, du lait et des appellations géographiques.

"Le Mercosur n'a pas répondu à nos attentes sur ces sujets et c'est la raison pour laquelle nous n'avons pas d'accord", a-t-il ajouté.

"Nous ne sommes pas plus proches (d'un accord qu'il y a un an-NDLR) parce que les pays du Mercosur ont fait machine arrière sur certains produits sur lesquels nous étions parvenus à un accord en 2017".

"Je regrette cela profondément mais il semble qu'il y ait des raisons politiques à cela dans les pays du Mercosur, donc attendons de voir".

"Le prochain round de négociations aura lieu en mars donc nous verrons si l'attitude des pays du Mercosur est de conclure un accord en 2019, s'ils sont sérieux ou non".

Entamées en 1999, les négociations commerciales entre le Mercosur et l'UE se déroulent par à-coups et se heurtent à des résistances des deux côtés. Elles sont censées faciliter les importations européennes de produits agricoles du Mercosur et les importations latino-américaines de biens manufacturiers européens.

Source : Reuters

Le Brésil veut une compensation pour les quotas d'importation de l'UE sur l'acier

19 février 2019

Le Brésil a demandé une compensation financière à l'Union européenne après que celle-ci a instauré au début du mois des quotas sur ses importations d'acier avec des limites spécifiques s'appliquant aux grands pays exportateurs, a annoncé lundi le gouvernement brésilien.

Le gouvernement précise avoir notifié l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qu'il pourrait instaurer des contre-mesures visant à "rééquilibrer" les échanges commerciaux avec l'UE.

Une source gouvernementale au fait de la question a dit à Reuters que le Brésil cherchait à obtenir une compensation de 180 millions d'euros. Si l'UE venait à refuser de dédommager le Brésil, cela pourrait entraîner l'instauration ou le relèvement de droits de douane sur des produits européens importés, a ajouté cette source sous couvert d'anonymat.

La Commission européenne a annoncé le 1^{er} février la fixation de quotas sur les importations de certains produits sidérurgiques en Europe en réponse aux droits de douane sur l'acier imposés par le président américain Donald Trump.

Ces quotas répondent aux inquiétudes des sidérurgiques européens qui craignent un afflux d'acier sur leur marché.

Les principaux exportateurs d'acier vers l'UE sont la Chine, l'Inde, la Russie, la Corée du Sud, la Turquie et l'Ukraine.

Source : Reuters

DROITS DE L'HOMME / FINANCE MONDIALE

Le pape compare les abus sexuels à des "sacrifices" païens, veut qu'ils ne soient plus "couverts"

24 février 2019

Le pape François a comparé les abus sexuels sur mineurs par le clergé à des "sacrifices des rites païens" et appelé à "ne plus jamais couvrir" de tels crimes. "Aucun abus ne doit jamais être couvert (comme ce fut le cas par le passé) et sous-évalué", a-t-il déclaré en clôturant quatre jours d'un sommet inédit de l'Eglise sur ce sujet qui mine la crédibilité de l'institution.

"Cela me rappelle la pratique religieuse cruelle, répandue par le passé dans certaines cultures, qui consistait à offrir des êtres humains ? spécialement des enfants - en sacrifice dans les rites païens", a lancé d'emblée le pape.

Le souverain pontife argentin a aussi beaucoup insisté sur les dérives de certains membres du clergé "devenant un instrument de Satan".

"Dans les abus, nous voyons la main du mal qui n'épargne même pas l'innocence des enfants", a-t-il martelé.

Concrètement, le chef de l'Eglise s'est limité à demander un renforcement des consignes que les conférences épiscopales mondiales sont appelées à mettre en place. Il a consacré un long développement aux statistiques disponibles sur les abus sexuels perpétrés dans le monde dans toutes les sphères de la société, notamment dans les familles, écoles et milieux sportifs.

"Nous sommes devant un problème universel et transversal qui existe presque partout", a-t-il insisté. Durant quatre jours le pape a voulu faire comprendre aux 190 participants de tous les continents leur "responsabilité" individuelle et collégiale face aux scandales, et prendre aussi par le bras des évêquats d'Asie et d'Afrique affirmant se sentir peu concernés.

Déjà minée par de nombreuses affaires d'abus dissimulés, la crédibilité de l'Eglise catholique a été sévèrement entachée en 2018 par de nouveaux scandales de grande ampleur, au Chili, aux Etats-Unis ou encore en Allemagne.

Aux présidents de 114 conférences épiscopales, chefs des Eglises catholiques orientales et supérieurs de congrégations religieuses, le pape avait réclamé "du concret" dès le lancement des débats jeudi en distribuant une feuille de route en 21 points.

Source : AFP

Un cardinal admet la destruction de dossiers sur des cas d'abus sexuels

23 février 2019

Un cardinal allemand, proche du pape, a admis samedi que l'Eglise avait parfois détruit des dossiers sur des ecclésiastiques pourtant coupables, à l'évidence, d'avoir agressé sexuellement des mineurs, appelant à une nouvelle culture de transparence pour répondre aux scandales.

"Des dossiers qui auraient pu documenter ces actes terribles et indiquer le nom des responsables ont été détruits ou n'ont pas même été constitués", a déploré le cardinal allemand Reinhard Marx dans un discours aux 190 participants d'un sommet du Vatican.

Le président de la conférence épiscopale allemande, connu pour ses prises de positions plutôt libérales et sans langue de bois, fait partie d'un conseil restreint de cardinaux ("C9") conseillant le pape François sur les réformes des institutions du Vatican. Une centaine de victimes d'abus sexuels du clergé ont organisé samedi une marche dans le centre de Rome.

Le cardinal Marx avait présenté à l'automne les excuses de l'Eglise catholique allemande en présentant un rapport révélant des abus sexuels sur plus de 3.600 mineurs pendant des décennies.

Il a préconisé une plus grande transparence sur les procès menés à huis clos par l'Eglise, une revendication importante des victimes d'abus sexuels.

"L'Eglise ne doit pas fonctionner avec des normes de qualité inférieures à celles de l'administration publique de la justice", a-t-il estimé.

Les présidents de 114 conférences épiscopales de tous les continents sont réunis jusqu'à dimanche au Vatican, avec de hauts prélats de la Curie, des chefs des Eglises catholiques orientales et des supérieurs de congrégations religieuses.

Pour tenter d'apaiser des victimes dubitatives et une opinion publique scandalisée, le pape François avait ouvert les travaux jeudi en demandant des mesures "concrètes". C'est lui qui en tirera les conclusions dimanche.

Source : AFP

Moins de 5% des besoins mondiaux pour la réinstallation de réfugiés satisfaits en 2018 (HCR)

19 février 2019

De nouvelles statistiques publiées par l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), indiquent que malgré un niveau sans précédent de déplacements forcés à travers le monde, seulement 4,7% des besoins mondiaux en matière de réinstallation de réfugiés ont été satisfaits en 2018.

Selon les statistiques publiées ce mois-ci sur les départs facilités par le HCR vers des pays de réinstallation et parmi 1,2 million de réfugiés qui en avaient besoin en 2018, seuls 55.692 d'entre eux ont été effectivement réinstallés.

La majorité des départs facilités par le HCR vers des pays de réinstallation se sont effectués depuis les principaux pays d'accueil de réfugiés, dont le Liban (9.800), la Turquie (9.000), la Jordanie (5.100) et l'Ouganda (4.000).

La majorité des réfugiés qui avaient besoin d'être réinstallés étaient originaires de Syrie, de République démocratique du Congo, d'Érythrée et d'Afghanistan.

La réinstallation des réfugiés n'est accessible qu'à une part limitée de la population réfugiée à travers le monde.

En règle générale, moins d'1 % est réinstallé parmi les 19,9 millions de réfugiés relevant de la compétence du HCR à travers le monde.

Selon le HCR, la réinstallation demeure un mécanisme vital qui permet d'assurer la protection aux personnes les plus exposées.

Selon les estimations pour 2019, 1,4 million de réfugiés actuellement hébergés dans 65 pays d'accueil à travers le monde auront besoin d'être réinstallés.

Parmi eux se trouvent des réfugiés syriens actuellement hébergés dans des pays du Moyen-Orient et en Turquie.

Source : ONU

Des dividendes mondiaux record versés aux actionnaires en 2018

18 février 2019

Les dividendes versés aux actionnaires dans le monde ont atteint un record de 1 370 milliards de dollars en 2018. C'est le résultat d'une étude de la société de gestion Janus Henderson Global Investors. L'augmentation de la rémunération des actions dépasse les 9%.

La tendance est globale : dans le monde, 9 entreprises sur 10 ont augmenté ou maintenu leurs dividendes. Mais, ils n'ont pas augmenté partout de la même manière. La hausse frôle les 17% dans les pays émergents, tandis qu'au Royaume-Uni, elle reste limitée à 4%.

Le cabinet Janus Henderson explique cette croissance par plusieurs facteurs : la réduction des impôts aux Etats-Unis n'y serait pas pour rien. Et puis, les secteurs bancaire, minier et pétrolier ont normalisé leurs paiements des dividendes après une période de vaches maigres sur fond de crise.

D'ailleurs au palmarès de ceux qui reversent le plus de dividendes, la Royal Dutch Shell, est en tête pour la troisième année. Sa concurrente Exxon Mobil figure en troisième position. Entre les deux, Apple, symbole d'une autre évolution.

Les grandes sociétés des technologies adoptent, elles, de plus en plus la culture du paiement de dividendes. La dynamique devrait se poursuivre. Janus Henderson anticipe une hausse de plus de 3% cette année. Cela porterait le total des sommes reversées à 1 400 milliards de dollars, autant que le PIB de l'Australie.

Source : RFI / Reuters

Pétrole : la barre des 100 millions de barils consommés par jour a été franchie

15 février 2019

Présent dans de très nombreux domaines, le pétrole est consommé en masse. La tendance n'est d'ailleurs pas à la baisse, puisque la barre des 100 millions de barils de pétrole par jour a été franchie en fin d'année 2018.

Ceci laisse perplexe concernant la sortie du pétrole, souvent évoquée et qui s'annonce comme une entreprise très compliquée.

Il faut savoir que la plupart des pays augmentent ou stabilisent leur consommation en pétrole, tandis que certains observent de légères baisses.

Quoi qu'il en soit, cette tendance ne correspond absolument pas aux attentes en matière de transition énergétique. Par ailleurs, les pays en voie de développement voient leur consommation exploser avec la hausse du pouvoir d'achat.

L'Agence internationale de l'Énergie (AIE) a estimé que la demande en pétrole va continuer d'augmenter à raison d'un million de barils par jour jusqu'en 2025, puis de 250 000 par jour jusqu'en 2040.

Or, ces estimations prennent déjà en compte le développement des véhicules électriques, le recours aux énergies renouvelables ainsi que l'optimisation des moteurs thermiques incarnant les "atténuateurs".

En revanche, les "contributeurs" font réellement office de poids lourds : pétrochimie, transport routier lourd, aviation et secteur maritime. Un point positif se remarque tout de même concernant le secteur énergétique, qui devrait réduire sa consommation de pétrole d'ici 2040.

Source : SciencePost / Yohan Demeure

ASIE

Cachemire : vague d'arrestations, nouvelle mise en garde de l'Inde au Pakistan

23 février 2019

Les autorités indiennes ont arrêté des dizaines de dirigeants musulmans et envoyé des milliers de paramilitaires en renfort samedi dans le Cachemire indien tandis que le Premier ministre Narendra Modi a renouvelé ses mises en garde au Pakistan concernant un attentat-suicide attribué à des insurgés basés dans ce pays.

Des habitants du Cachemire indien ont fait état samedi d'un renforcement des activités militaires dans la région. Quelque 10.000 paramilitaires ont commencé à arriver samedi dans le Cachemire, le lendemain d'une décision de New Delhi d'y envoyer des renforts.

Les tensions se sont aggravées entre les deux pays après un attentat-suicide à la voiture piégée au Cachemire indien dans lequel 41 paramilitaires indiens ont été tués le 14 février. L'attentat a été revendiqué par le groupe islamiste Jaish-e-Mohammed (JeM), établi au Pakistan.

L'Inde accuse le Pakistan de soutenir en sous-main les infiltrations de militants islamistes et la rébellion armée, ce qu'Islamabad a toujours démenti. L'attentat du 14 février a suscité une vague de colère en Inde et des appels demandant à M. Modi d'ordonner des représailles.

Lors d'un rassemblement dans l'Etat du Rajasthan, le Premier ministre indien a souligné que le pays était "en colère" après l'attentat. "Nous n'allons pas rester assis tranquillement après avoir subi cela. Nous savons comment écraser le terrorisme", a ajouté M. Modi. "Nous avons donné à l'armée toute liberté" d'agir, a-t-il souligné.

Par ailleurs, des chefs du Jamaat-e-Islami, l'organisation religieuse la plus importante de la région, et de la Conférence Hurriyat, une coalition de partis politiques locaux qui soutiennent les revendications des musulmans du Cachemire, ont été arrêtés.

"La police et d'autres agences ont lancé des opérations d'arrestations massives et mené des incursions dans de nombreuses maisons dans la vallée, arrêtant des dizaines de ... dirigeants" de ces organisations, a indiqué le Jamaat dans un communiqué. Il a précisé que parmi les personnes arrêtées figurait Abdul Hamid Fayaz, une des principales figures du mouvement.

Les commerces étaient fermés samedi dans le Cachemire, certains pour protester contre les arrestations, d'autres de crainte d'un conflit entre l'Inde et le Pakistan.

Le Premier ministre pakistanais Imran Khan a prévenu l'Inde que son pays riposterait s'il était attaqué.

Source : AFP

Cachemire : l'Inde menace le Pakistan d'une guerre des rivières

22 février 2019

L'Inde menace de priver le Pakistan d'une partie de son eau de rivière, en représailles à l'attentat-suicide qui a frappé le Cachemire le 14 février. La coexistence entre les frères ennemis du sous-continent, tous deux puissances nucléaires, continue d'être potentiellement explosive.

Une semaine après l'attentat-suicide au Cachemire, qui a coûté la vie à 40 paramilitaires, revendiqué par un groupe terroriste basé au Pakistan, le gouvernement indien cherche à punir et isoler son voisin.

Les eaux du bassin de l'Indus, qui naissent dans les montagnes himalayennes contrôlées par l'Inde, sont partagées entre les deux pays depuis un traité de 1960. Cette division n'a jamais été violée, même pendant les trois guerres que se sont menées l'Inde et le Pakistan depuis lors.

Selon les termes de l'accord, New Delhi reçoit les eaux des trois rivières orientales de ce bassin, et Islamabad celles des trois rivières occidentales.

Le ministre indien des Ressources aquatiques a menacé d'empêcher « toute eau de couler vers le Pakistan », ce qui reviendrait à couper les trois cours d'eau alimentant le Pakistan.

Cela serait catastrophique pour le Pakistan, qui reçoit les trois quarts de son eau par ces trois rivières.

Une telle décision pourrait en soi être la raison d'une nouvelle guerre entre les deux puissances nucléaires.

Source : RFI / Sébastien Farcis

Attentat au Cachemire indien : les Cachemiriens pourchassés

19 février 2019

En Inde, l'attentat suicide du 14 février qui a tué 40 paramilitaires a créé un choc au sein de la société indienne. Et au fur et à mesure que les corps des soldats sont renvoyés dans leurs régions d'origine, un sentiment de vengeance grandit au sein de la population. Celle-ci est dirigée maintenant contre toutes les personnes originaires du Cachemire accusées d'être des terroristes.

Le lendemain de l'attentat, dans l'Etat himalayen de l'Uttarakhand, 12 étudiants cachemiriens rentrent de la mosquée quand des militants hindouistes radicaux les tabassent.

Pour ces activistes, les Cachemiriens, qui sont musulmans, sont tous complices de l'attentat.

Ceci sous prétexte que l'attaque, revendiqué par une organisation pakistanaise, a été perpétrée par un Indien du Cachemire.

Depuis, c'est la contagion. Des centaines d'étudiants du Cachemire sont harcelés et deux universités forcées de s'engager à ne plus admettre d'étudiants du Cachemire.

A Calcutta, des commerçants cachemiriens sont également menacés et des résidents renvoyés de leur appartement par les propriétaires.

Des centaines se précipitent vers les aéroports pour rentrer dans leur région, ceux qui ne peuvent pas demandent à l'armée de les aider. Un mouvement de solidarité est toutefois né.

Source : RFI / Sébastien Farcis

Inde : des milliers de victimes de viols et leurs familles défilent à New Delhi

22 février 2019

Une Marche pour la Dignité a rassemblé vendredi à New Delhi quelque 5.000 personnes venues manifester, après avoir parcouru des milliers de kilomètres à travers toute l'Inde, pour dénoncer les viols dont elles-mêmes ou leurs proches ont été victimes et réclamer justice.

Teju Bai, dont la belle-fille a été violée l'année dernière, a marché pendant un mois pour rejoindre la manifestation. Elle-même, son fils et son épouse - la victime - ont dû quitter leur village dans l'Etat de Madhya Pradesh (centre) après que la jeune femme eut été accusée de provoquer les hommes en l'absence de son mari.

La jeune femme a été couverte d'opprobre alors que son agresseur est toujours libre, déplore-t-elle. "Les villageois nous ont ostracisés", raconte-t-elle. Selon le mari de la victime, Kanwar Lal, l'agresseur s'est introduit une nuit dans leur maison, a violé sa femme à plusieurs reprises et l'a sommée de ne rien dire à personne. "J'ai promis de me battre pour elle", confie-t-il à l'AFP.

Les viols sont devenus un thème central en Inde depuis le viol collectif et l'assassinat d'une étudiante à bord d'un autobus en 2012, une affaire qui avait fait la une des médias et suscité de nombreuses manifestations.

Des changements ont été promis par les responsables politiques, mais dans de nombreux cas la faute est rejetée sur les victimes. L'un des auteurs de l'attaque de 2012 a même accablé la victime, affirmant que les femmes qui sortent tard le soir attirent les hommes.

Près de 1,4 million de crimes commis contre des femmes ont été recensés ces cinq dernières années. Sur les 325.000 rapportés en 2016, 36.500 étaient des viols.

Mais selon les experts, les chiffres officiels ne représentent que la partie émergée de l'iceberg, car de nombreuses victimes, craignant d'être rejetées par leur entourage, préfèrent se taire.

Source : AFP

Inde : un prêtre catholique condamné à 20 ans de prison pour viol d'une mineure

17 février 2019

Un prêtre catholique, reconnu coupable par un tribunal de l'Etat du Kerala, dans le sud de l'Inde, d'avoir violé une jeune fille mineure, a été condamné à 20 ans de prison, une affaire qui a fait scandale après des cas similaires impliquant des membres du clergé local.

Robin Vadakkumchery a été reconnu coupable samedi d'avoir violé une collégienne, âgée de 16 ans au moment des faits, révélés après que la victime a donné naissance à un enfant en février 2017.

Invoquant un manque de preuves, le tribunal a acquitté quatre religieuses, un prêtre et un employé d'un orphelinat qui avaient été accusés d'avoir tenté d'étouffer l'affaire et de protéger le prêtre, un personnage influent dans la paroisse.

Au cours de l'instruction, la plupart des témoins ont fait obstruction, cherchant à couvrir le prêtre. Même le père de la victime a affirmé que c'était lui, et non le prêtre, qui avait violé la jeune fille, tandis que cette dernière a déclaré à la cour que ces relations étaient consenties et qu'elle était adulte au moment des faits.

D'autres cas similaires ont impliqué d'influents figures de l'Eglise dans l'Etat du Kerala, dont un évêque, Franco Mulakkal, accusé d'avoir violé une religieuse treize fois pendant deux ans. Le prélat rejette ces accusations.

Source : AFP

L'armée pakistanaise promet de riposter avec "tous ses moyens" à une agression indienne *22 février 2019*

L'armée pakistanaise ripostera avec tous ses moyens à une éventuelle agression indienne, a averti vendredi son porte-parole.

L'Inde a promis de réagir avec fermeté après l'attentat suicide qui a coûté la vie la semaine dernière à 40 paramilitaires, au Cachemire indien.

L'acte a été revendiqué par les islamistes pakistanais de la Jaish-e-Mohammad, mais les autorités indiennes affirment qu'ils ont bénéficié de la complicité du Pakistan.

Les deux puissances nucléaires d'Asie du Sud se disputent depuis sept décennies la région himalayenne du Cachemire.

L'Inde accuse de longue date le Pakistan de soutenir en sous-main les infiltrations et la rébellion armée au Cachemire, ce qu'Islamabad a toujours démenti.

Le Premier ministre indien Narendra Modi est sous pression de son opinion publique et des commentateurs pour procéder à une réplique musclée.

L'équation est délicate pour le dirigeant nationaliste hindou qui a cultivé une image d'homme fort et briguera un second mandat au printemps. Mais il est confronté au risque d'escalade autour de cette région, véritable poudrière, partagée entre l'Inde et le Pakistan, et revendiquée par les deux pays.

Le ministre pakistanais des Affaires étrangères Shah Mahmood Qureshi a appelé le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres à intervenir dans le conflit.

Prête à une médiation si les deux parties le réclament, l'ONU leur demande de son côté "un maximum de retenue et de prendre des mesures immédiates pour une désescalade".

Revendiqué par l'Inde et le Pakistan depuis la fin de la colonisation britannique en 1947, le Cachemire, région himalayenne à majorité musulmane, est divisé de facto entre ces frères ennemis.

Les forces indiennes dans la partie sous contrôle de New Delhi, peuplée en majorité de musulmans, sont estimées à un demi-million d'hommes, ce qui en fait l'une des zones les plus militarisées du monde.

En 2016, en représailles à l'attaque d'une base militaire au Cachemire par Jaish-e-Mohammed ("L'armée de Mahomet" en ourdou), Narendra Modi avait ordonné une série de raids commandos le long de la ligne de cessez-le-feu au Cachemire.

L'Inde n'est pas le seul pays à accuser le Pakistan de soutien au terrorisme. L'Iran, où un autre attentat-suicide a coûté la vie la semaine dernière à 27 membres des Gardiens de la Révolution, a accusé "les forces de sécurité du Pakistan" de soutenir le groupe armé qui l'a commis.

L'Afghanistan accuse aussi de longue date le Pakistan d'être la base-arrière des Taliban.

Sources : Reuters, AFP

Au Cachemire pakistanais, des habitants sur le qui-vive face à l'Inde

21 février 2019

A Chakothei, village du Cachemire pakistanais, écoles et bazars restaient ouverts jeudi mais les habitants, sur le qui-vive, retapaient leurs bunkers face à de possibles représailles indiennes sur fond de nouvelle crise diplomatique.

Ce village de quelque 3.000 habitants, situé à peine à trois kilomètres de la "Ligne de contrôle" qui sert de facto de frontière entre les deux parties du Cachemire contrôlées par l'Inde et le Pakistan, conservait son activité habituelle en dépit des échanges accusateurs entre les deux capitales cette semaine, a constaté un journaliste de l'AFP.

Ecoliers et collégiens se rendaient à leurs cours comme à l'accoutumée et les clients se pressaient sur les marchés et dans les échoppes du bazar.

Inde et Pakistan, tous deux dotés de l'arme nucléaire, se disputent de puis sept décennies la région himalayenne du Cachemire, aujourd'hui l'une des zones les plus militarisées du monde.

Les tensions sont montées en flèche ces derniers jours suite à un attentat au Cachemire indien qui a tué 41 paramilitaires indiens et été revendiqué par le groupe islamiste Jaish-e-Mohammed (JeM), établi au Pakistan.

De nombreux observateurs s'attendent à des représailles indiennes dans les prochains jours. Le Pakistan a promis de "riposter" s'il est attaqué.

Face à une telle situation, Shabbir Ahmed Pirzada, un habitant de Chakothei, s'est décidé à remettre en état un vieux bunker adjacent à sa maison.

Les autorités locales ont encouragé les habitants des zones proches de la Ligne de contrôle à prendre des précautions supplémentaires face au risque "d'actions malveillantes" de New Delhi. D'autres s'inquiètent aussi des conséquences de la crise en termes d'activité économique pour le village.

Un service de bus transfrontalier desservant les deux Cachemire depuis 2005, ainsi que de modestes opérations de troc mises en place en 2008 dans le cadre d'efforts de paix, ont été partiellement interrompus à l'initiative de New Delhi.

"Cela causera des pertes énormes aux marchands si (les échanges) sont interrompus à cause des tensions en cours. Les deux pays devraient trouver une solution politique à la question du Cachemire", déplore Jan Muhammad, un commerçant cachemiri.

Source : AFP

Au Pakistan, la routine de l'avortement, faute de contraception

18 février 2019

A 35 ans, Zameena a déjà eu cinq bébés. Et contrairement à son mari, elle n'en veut pas de sixième. Enceinte, elle a décidé d'avorter, comme plus de 2,2 millions de Pakistanaises chaque année, faute d'avoir pu utiliser un contraceptif.

"Il y a trois ans, quand ma fille est née, la doctoresse m'a dit que je devais arrêter d'avoir des enfants", raconte cette habitante de Peshawar, dans le nord-ouest du pays, qui se dit "faible" physiquement.

Également mère de quatre garçons, Zameena, un prénom d'emprunt, affirme avoir suggéré plusieurs fois à son mari de recourir au planning familial. Mais celui-ci, "religieux", a refusé, dit-elle, car "il veut une lignée de fils".

Zameena va donc interrompre sa grossesse en secret.

L'avortement est autorisé au Pakistan, pays musulman conservateur, si la santé de la mère est en péril. Nombre de médecins invoquent pourtant leur foi pour refuser de le pratiquer.

Malgré cela, les Pakistanaises avortent en très grand nombre, les autorités fermant les yeux. Seules, elles ingèrent généralement du Misoprostol, qu'elles achètent en pharmacie. Cette molécule, destinée au traitement des ulcères, provoque l'expulsion de l'embryon. Elle peut toutefois générer de graves complications, parfois mortelles.

Zameena a contacté une conseillère d'une association locale, Aware Girls ("Filles conscientes"), sur une ligne d'aide à l'avortement.

Ayeesha, à l'autre bout du fil, l'a longuement écoutée. "Ton problème sera résolu", a-t-elle répété. "Quand les femmes appellent, elles sont prêtes à faire n'importe quoi pour avorter".

"La plupart d'entre nous connaissons des femmes qui sont mortes d'avoir voulu avorter", renchérit Gulalai Ismail, cofondatrice d'Aware Girls. D'où le lancement en 2010 de "Sahailee" ("amie" en ourdou), une permanence téléphonique.

D'après Gulalai Ismail, elle "comble un énorme fossé" dans un pays où l'éducation sexuelle est inexistante et où les hommes tirent prestige de familles nombreuses.

Chaque mois, Ayeesha reçoit 350 appels. Ses interlocutrices "ne savent généralement rien de la contraception" féminine, explique-t-elle. "Elles connaissent les préservatifs, rien d'autre."

D'après des statistiques officielles, seules 35% des Pakistanaises utilisent un contraceptif.

Ceux-ci sont pourtant subventionnés et bon marché.

Greenstar, une ONG qui les promeut, affirme que 35.000 pharmacies en proposent.

Mais les utilisatrices ne suivent pas. Dans un pays jeune à l'histoire violente et mouvementée, la promotion de la contraception est souvent passée au second plan.

"Les autorités n'ont pas été capables de faire du planning familial une urgence pour le Pakistan", s'étrangle le Dr Haroon Ibrahim, de Greenstar.

Les premières campagnes ont été rejetées par les religieux et par ceux qui appellent à un Pakistan plus peuplé face au géant indien, son rival. Aujourd'hui encore, la contraception est dénigrée, accusée de provoquer l'infertilité, note Zeba Sathar, une démographe responsable de l'ONG Population council à Islamabad, qui dénonce un "échec systémique".

Le Premier ministre Imran Khan, en décembre, a reconnu ce manque de "volonté" politique, avant de promettre des campagnes pro-contraception "utilisant les médias, les téléphones portables, les écoles et les mosquées".

"Les mollahs ont un rôle clé à jouer", a-t-il insisté.

Mais la plus haute instance religieuse a répondu à l'AFP que les campagnes gouvernementales de contrôle des naissances "doivent être stoppées immédiatement".

Moins de la moitié des grossesses sont voulues au Pakistan, estime l'institut américain Guttmacher, dont les recherches sur la santé reproductive et la contraception font référence.

Un quart d'entre elles sont interrompues, ce qui s'est traduit par 2,25 millions d'avortements en 2012, selon la dernière étude de Guttmacher, qui place le Pakistan parmi les pays recourant le plus à l'IVG dans le monde.

"Nous avons laissé tomber les femmes dans ce pays", s'indigne Hassan Mohtashami, ancien responsable du Fonds des Nations Unies pour le Développement au Pakistan.

L'urgence n'est pas que sociale. Le Pakistan, sixième pays le plus peuplé au monde (207 millions d'habitants), pourrait franchir le cap des 300 millions d'âmes avant 2040, selon l'ONU.

Or le pays manque déjà cruellement d'eau.

La démographie pakistanaise est une "menace" pour "l'existence" du pays, s'est récemment alarmé Mian Nisar, ex-chef de la Cour suprême.

En Iran voisin et au Bangladesh, deux pays musulmans, le planning familial a été instauré avec succès dans les années 1980. Le Bangladesh, alors aussi peuplé que le Pakistan, compte aujourd'hui 40 millions d'habitants de moins.

Source : Challenges, avec AFP

La reprise des négociations américano-talibanes suscite espoir et craintes ; 2018 une année record pour les victimes civiles

24 février 2019

Les Etats-Unis et les talibans reprendront lundi au Qatar leurs négociations visant à mettre un terme à la guerre en Afghanistan, suscitant espoirs et craintes quant à la teneur d'un futur compromis et alors que se profile déjà une nouvelle saison de combats.

Peu de détails ont filtré à ce stade sur la durée ou l'ordre du jour de ce nouveau round de pourparlers qui mettra face-à-face l'envoyé américain Zalmay Khalilzad et une équipe de négociateurs talibans élargie, menée par Sher Mohammad Abbas Stanikzai, ex-vice-ministre des Affaires étrangères sous le régime taliban.

Fin janvier déjà, six jours consécutifs de discussions avaient été salués comme l'avancée la plus importante jamais réalisée depuis l'intervention américaine de 2001.

Les négociateurs américains sont sous la pression de leur président Donald Trump qui a promis de mettre un terme aux "guerres éternelles" des Etats-Unis.

La prochaine arrivée du printemps, synonyme de probable reprise des combats dans le pays, est aussi dans tous les esprits.

Après quarante ans de conflit depuis l'invasion soviétique en 1979, les attentes de paix sont immenses parmi la population afghane qui paie encore aujourd'hui un lourd tribut à la guerre.

Selon un rapport de l'ONU publié dimanche, l'année 2018 a été la plus meurtrière jamais enregistrée pour les civils avec 3.804 décès en grande majorité imputés aux groupes insurgés des talibans et de l'Etat islamique, soit une augmentation de 11% par rapport à 2017.

Encore récemment, des manifestations pour réclamer un arrêt des combats se sont tenues près des bastions insurgés tandis que les représentants talibans ont mené pour la première fois face caméra des discussions à Moscou avec des membres de l'opposition au gouvernement de Kaboul.

Une Jirga - un rassemblement de sages des tribus afghanes - doit se réunir mi-mars à Kaboul pour préparer l'équipe de négociation à discuter frontalement avec les talibans. Jusqu'ici, le groupe insurgé a toujours refusé de s'entretenir avec le gouvernement du président Ashraf Ghani, considéré comme un pantin des USA par les talibans.

De son côté, la société civile afghane, particulièrement les défenseurs des droits des femmes, craignent qu'un retrait rapide des troupes de la coalition internationale ou un accord conclu hâtivement avec les talibans n'ouvre la voie au retour de leur régime répressif ou à une guerre civile encore plus meurtrière.

La réunion au Qatar survient alors que la région est traversée de vives tensions, l'Iran et l'Inde accusant le Pakistan voisin de soutenir des groupes islamistes radicaux qui ont perpétré des attaques meurtrières sur leur sol ces dernières semaines.

Le Pakistan a rejeté ces accusations et laissé entendre que d'éventuelles représailles de l'Inde pourraient perturber les pourparlers de paix sur l'Afghanistan, dans lequel il joue un rôle important via ses liens avec les talibans.

Mais l'expert Rahimullah Yusufzai relativise ce risque, estimant qu'Islamabad semble avoir perdu sa capacité à influencer les insurgés.

"Les talibans et les Etats-Unis semblent plus déterminés que jamais à mener des pourparlers de paix", dit-il. "Je pense que le rôle du Pakistan ne sera plus aussi important désormais".

Graeme Smith, de l'International Crisis Group, estime que "les deux parties s'engagent dans ce processus avec un esprit ouvert et un sentiment d'urgence à mesure que le printemps approche et que la saison des combats se rapproche".

M. Yusufzai craint également que la fonte des neiges n'annonce une recrudescence d'actions des talibans afin d'exercer sur le champ de bataille un maximum de pression à la table des négociations.

"Je pense qu'ils maintiendront leur dynamique jusqu'à un cessez-le-feu", estime-t-il.

Source : AFP

Philippines : des ex-rebelles musulmans nommés à la tête d'une région autonome
22 février 2019

Les autorités ont remis vendredi les rênes d'une nouvelle région autonome dans le sud des Philippines à des leaders musulmans qui y ont mené une insurrection meurtrière pendant des décennies et sont désormais chargés d'y assurer la paix et la prospérité.

Le président Rodrigo Duterte a intronisé Murad Ebrahim, le dirigeant de la principale organisation musulmane de ce pays très majoritairement catholique, aux fonctions de chef du gouvernement local, à titre transitoire, au cours d'une cérémonie symbolique à Manille.

Les Philippines ont voté en janvier par référendum en faveur de la création de cette nouvelle région autonome nommée Bangsamoro. Des musulmans avaient pris les armes dans les années 1970 pour demander l'autonomie ou l'indépendance du sud des Philippines qu'ils considèrent comme leur terre ancestrale. Cette insurrection a fait 150.000 morts.

Le principal groupe rebelle, le Front Moro islamique de libération (Milf), avait signé en 2014 un accord de paix avec le gouvernement prévoyant d'octroyer l'autonomie à la minorité musulmane dans certaines parties de la grande île de Mindanao et des îles de l'extrême sud-ouest.

Le processus de paix, qui a débuté dans les années 1990, n'inclut pas toutes les organisations islamistes - dont celles qui ont prêté allégeance au groupe Etat islamique - encore très actives dans le sud des Philippines et que le Milf combat aux côtés des forces gouvernementales.

Rodrigo Duterte et Murad Ebrahim, le chef du Milf, ont tous deux dit espérer que l'accord permettrait de contrer la montée de l'islamisme.

A New York, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a félicité les parties concernées.

Murad Ebrahim et les membres de son gouvernement occuperont leurs fonctions jusqu'à l'élection d'un parlement régional en mai 2022. Le processus de paix prévoit aussi le désarmement progressif des quelque 10.000 combattants armés du Milf.

L'entité territoriale baptisée Bangsamoro remplace la région autonome actuelle, qui avait vu le jour à la faveur d'un accord signé en 1996. Elle est censée être plus grande et avoir davantage de prérogatives.

Source : AFP

Réfugiés rohingyas : l'ONU a besoin de 920 millions de dollars pour leur venir en aide

15 février 2019

Les agences humanitaires des Nations Unies et les ONG partenaires ont lancé vendredi à Genève un appel de fonds de 920 millions de dollars afin de répondre aux besoins humanitaires aux réfugiés rohingyas.

Le financement sollicité par l'ONU et ses partenaires doit permettre de poursuivre l'assistance apportée aux plus de 900.000 Rohingyas réfugiés au Bangladesh ainsi qu'aux 330.000 Bangladais des communautés d'accueil également en situation de vulnérabilité.

L'aide et les services essentiels, tels que la nourriture, l'eau, des installations d'assainissement et des abris, représentent plus de la moitié des besoins de financement pour l'année 2019.

D'autres secteurs clés de cet appel de fonds concernent la santé, la gestion de site, les activités de protection, l'éducation et la nutrition.

Depuis août 2017, plus de 745.000 Rohingyas ont fui l'État de Rakhine, au Myanmar, pour échapper aux violences et ont trouvé refuge au Bangladesh voisin. Dans la région de Cox's Bazar, frontalière du Myanmar, ils ont rejoint environ 200.000 Rohingyas déracinés lors de précédents cycles de violences.

En 2018, le Plan d'action humanitaire pour les réfugiés rohingyas a été financé à hauteur de 69% (655 millions de dollars sur les 950 millions demandés).

Au cours des 12 derniers mois, les agences humanitaires ont fourni une aide de première nécessité et amélioré les conditions de vie dans les camps.

Malgré les récentes améliorations de leurs conditions de vie, les Rohingyas vivent toujours dans une extrême précarité. Une situation qui selon l'ONU, rappelle la nécessité de leur fournir un appui durable.

Jusqu'à ce que les causes profondes des déplacements de population au Myanmar soient réglées et tant que les réfugiés ne sont pas en mesure de rentrer volontairement chez eux, en sécurité et dans la dignité, la communauté internationale doit continuer à répondre aux besoins des réfugiés.

Source : ONU

En Birmanie, des communautés décimées par les méthamphétamines

20 février 2019

En Birmanie, des minorités chrétiennes ont bien tenté de lutter contre l'emprise des méthamphétamines, qui déciment des communautés. Mais face aux menaces de mort, elles font désormais profil bas.

Dans cette région du nord de la Birmanie, l'Etat Shan, des milices civiles souvent liées à l'Eglise ont tenté de prendre en main la lutte contre la drogue, à défaut d'action des autorités.

Avec des méthodes parfois controversées, comme la mise à sac des cultures en toute illégalité, dans cette région où est traditionnellement cultivé l'opium, base de l'héroïne.

D'autres milices antidrogue revendiquent l'usage de la violence.

Mais depuis leur apparition dans les années 1990-2000, les laboratoires fabriquant en Birmanie des quantités astronomiques de méthamphétamines se sont développés de façon exponentielle, au point de devenir intouchables.

Les méthamphétamines coulent désormais à flot aussi sur le marché local, frappant de plein fouet les villages de nombreuses régions, dans ce pays de près de 35 millions d'habitants.

Avec la baisse du prix de la drogue, le nombre de drogués est monté en flèche ces dernières années.

La Birmanie, numéro deux de la production d'opium après l'Afghanistan, selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), est désormais aussi un des plus gros

producteurs au monde de méthamphétamines, si ce n'est le premier, devançant l'Amérique latine et fournissant aussi loin que Sydney ou Tokyo.

Dans les montagnes du nord du pays se cachent ainsi des laboratoires ultramodernes et une industrie générant des milliards d'euros par an. De fait, la Birmanie est idéalement placée : tout près des deux plus gros producteurs au monde de précurseurs (substances chimiques qui, détournées, sont utilisées à la production de drogues de synthèse), l'Inde et surtout la Chine.

L'essentiel de la drogue, en particulier l'"ice", forme la plus pure des méthamphétamines, part vers des marchés lointains où elle sera revendue à des prix bien plus élevés que localement. Les trafiquants ont aussi réussi à créer un vivier local de toxicomanes, pour écouler leurs méthamphétamines de basse qualité.

L'ONUDC met en garde contre "un désastre sanitaire" en Birmanie, notamment en Etat Shan, terrain idéal pour les trafiquants avec ses montagnes et zones de non-droit où se battent armée et rebelles, qui financent leurs luttes grâce au trafic.

De plus des milices rebelles pratiquent le recrutement forcé.

Pour le moment, la Birmanie a surtout une approche répressive de la lutte contre le trafic de drogue. Les prisons birmanes comptent un nombre très important de détenus pour consommation ou trafic de drogue.

Source : AFP

Fichage génétique en Chine : une entreprise américaine se retire

22 février 2019

On connaissait depuis deux ans son implication dans le fichage génétique à grande échelle des citoyens de la région chinoise du Xinjiang. Mais c'est seulement cette semaine, après la publication d'une enquête du New York Times, que la société US Thermo Fisher a annoncé y mettre fin, arguant d'« une décision cohérente avec [leurs] valeurs et [leur] code éthique ».

La campagne implacable de fichage à des fins de répression menée par le Parti communiste chinois dans sa lointaine province de l'Ouest, habitée par 10 millions de musulmans d'ethnie d'ouïghoure et kazakhe, est pourtant connue.

Dès 2017, l'ONG Human Rights Watch révélait, documents à l'appui, comment le pouvoir avait mis en place, depuis l'année précédente, un programme nommé « Des examens médicaux pour tous ».

Sous couvert de visite médicale obligatoire, Pékin a collecté des informations ultrasensibles (ADN, scan de l'iris, enregistrement de voix, scan du visage...) sur des millions de citoyens n'ayant aucun lien avec une entreprise criminelle ou terroriste, et sans que rien ne prouve que ces derniers aient donné leur accord, ce qui contrevient aux règles internationales.

D'après l'agence de presse Chine nouvelle (rattachée au gouvernement), 36 millions d'échantillons auraient été collectés entre 2016 et 2017, sans que l'on sache si la campagne a dépassé la seule région du Xinjiang, peuplée de 24 millions d'habitants, ou si des échantillons ont été collectés plusieurs fois.

La revue Nature avait confirmé en 2017 que le séquençage était réalisé, entre autres, grâce aux équipements scientifiques fournis par Thermo Fisher – géant du secteur, qui a réalisé 24,3 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2018.

Les moyens déployés pour la surveillance de cette province, sous couvert de lutte antiterroriste, tiendraient presque de la SF. Victor Gevers, expert en sécurité informatique de l'ONG néerlandaise GDI Foundation, a révélé qu'une entreprise chinoise, SenseNets, spécialisée dans la reconnaissance faciale, surveille les déplacements de 2,6 millions d'habitants.

On estime que 1 million de citoyens musulmans de la région du Xinjiang sont ou ont été détenus ces deux dernières années dans des camps de rééducation politique, dans des prisons présentées comme des « centres de formation professionnelle ».

Bien que de multiples indices démontrent l'intention des autorités chinoises de détruire la culture ouïghoure musulmane, la communauté internationale n'a toujours décidé d'aucune sanction envers Pékin.

Thermo Fisher n'est pas la seule entreprise américaine à avoir collaboré avec le pouvoir chinois : l'Américain Erik Prince, ancien patron de Blackwater, une boîte de mercenaires coupable d'exactions contre des civils en Irak, collabore avec les autorités chinoises au Xinjiang – il a même assuré à Reuters compter ouvrir un bureau dans cette zone riche en ressources.

Plus récemment, fin janvier, sa nouvelle société de sécurité, Frontier Services Group, a annoncé avoir passé un accord préliminaire pour gérer un « centre d'entraînement » dans la ville de Kashgar, seconde ville de la province du Xinjiang.

Source : Libération

Xi Jinping, l'appli-propagande qui fait chauffer les smartphones

21 février 2019

Apprendre la pensée du président Xi Jinping, dans l'espoir d'obtenir une promotion... voire une tablette tactile : une application mobile de propagande fait fureur en Chine -- sous la pression du Parti communiste.

Des millions de Chinois ont déjà téléchargé l'appli, qui calcule la durée passée par les internautes à réviser les citations de l'homme fort de Pékin, ou à visionner de courtes vidéos consacrées à ses discours et ses voyages.

Les utilisateurs gagnent des points en partageant des articles ou en répondant correctement à des questions. Ces crédits virtuels pourront ensuite être convertis en cadeaux, comme des friandises ou des tablettes tactiles.

Mais des utilisateurs disent s'être sentis obligés de télécharger l'appli, d'autres espèrent en tirer bénéfice pour leur carrière, alors que les responsables politiques en font une intense promotion. L'application a été téléchargée près de 44 millions de fois sur les smartphones Apple ou Android depuis son lancement en janvier, selon l'entreprise pékinoise de statistiques Qimai Technology.

"C'est un parfait exemple de propagande à l'ère Xi Jinping. C'est adapté à la Chine et à sa très forte population d'internautes", déclare Manya Koetse, rédactrice en chef de "What's on Weibo", un site de veille des réseaux sociaux chinois.

Xi Jinping peut potentiellement rester président à vie après l'abolition l'an passé par le Parlement de la limite de deux mandats présidentiels. Le culte autour de sa personne s'est renforcé depuis son arrivée au pouvoir fin 2012, au point que des parallèles sont désormais faits avec le fondateur de la Chine populaire, Mao Tsé-toung (1893-1976).

Les services de propagande du PCC rivalisent d'imagination ces dernières années pour gagner les cœurs. La nouvelle application donne accès à des milliers de livres, magazines, journaux, publications universitaires, séries télévisées et films. Pour y accéder, les utilisateurs doivent s'inscrire avec leur numéro de téléphone et le nom de leur employeur.

Une fonctionnaire raconte s'être sentie obligée d'utiliser l'application, même si ce n'est pas officiellement obligatoire pour les employés de l'Etat.

Des dizaines de collectivités locales ont organisé des réunions de promotion de l'appli ces dernières semaines.

"Mon employeur veut qu'on obtienne 35 points par jour", commente un utilisateur. "On n'a donc pas d'autre choix que de tenir nos enfants d'une main, nos téléphones de l'autre, et de courir après ces points sans avoir de vie."

Résultat : "Etudier Xi" était le mois dernier en Chine l'application la plus téléchargée de l'App Store d'Apple. Mais les utilisateurs lui ont attribué seulement... 2,4 étoiles sur 5. Commentaires et notes ont été désactivés la semaine dernière.

Source : AFP

Comment la Chine drague la jeunesse diplômée de Taïwan

21 février 2019

Pékin n'abandonne pas ses intimidations envers l'archipel, qu'il souhaiterait toujours annexer, mais innove en lançant des programmes pour séduire directement la jeunesse. Les menaces pour les uns, la main tendue pour les autres.

Dans le balancier diplomatique de la relation entre la Chine et Taïwan, Pékin a défini une stratégie plus subtile que sa diplomatie des « gros bras ». L'administration multiplie en effet les prises de position menaçantes à destination du pouvoir politique de Taipei... tout en ouvrant les bras aux habitants de Taïwan qu'elle considérait encore comme des séditionnaires il y a peu.

Et cela alors même que l'électorat taïwanais a élu en 2016 Tsai Ing-wen, une présidente hostile à Pékin.

Côté pile, le discours officiel reste martial, et s'est même durci en début d'année.

Dans son programme officiel pour 2019, l'Armée rouge s'est fixée un objectif : « Se préparer à la guerre ».

Xi Jinping a estimé de son côté en janvier que « la Chine doit être réunifiée », ajoutant « et elle le sera ».

Et le travail de sape diplomatique envers Taïwan continue : réduction du nombre de pays reconnaissant l'indépendance de l'île, pression imposée en 2018 aux compagnies aériennes pour qu'elles considèrent que le nom commercial de la destination soit « Taïwan, Chine ».

Côté face, Pékin ouvre les bras à la jeunesse diplômée taïwanaise, et a annoncé, début 2018, des dispositifs très attractifs pour les Taïwanais et Taïwanaises voulant s'installer sur le continent.

Difficile en effet pour ces jeunes de se faire une place sur le marché de l'emploi de leur île. Les salaires progressent lentement et un débutant ne peut guère espérer gagner plus de 30.000 dollars taïwanais (environ 860 euros) s'il ne sort pas de l'élite universitaire, alors que l'immobilier a bondi dans les grandes villes de l'île.

Tout cela alors que de l'autre côté du détroit de Formose, des entreprises sont prêtes à accueillir ces salariés et salariées avec la bénédiction des autorités dans des agglomérations plus peuplées que l'ensemble de l'île de Taïwan.

Conséquence : selon les derniers chiffres officiels de Taipei, 420.000 Taïwanais et Taïwanaises avaient déjà franchi le pas en 2015, un chiffre qui a probablement grimpé avec les nouveaux avantages offerts, même si les autorités de Taipei ne communiquent pas de données.

Les autorités taïwanaises sont inquiètes et communiquent auprès des étudiants sur les risques de débiter une carrière en Chine.

Un pays où, pour rappel, ces jeunes gens hyperconnectés n'auront accès ni à Google, ni à Facebook, et feront face à la censure du web chinois sur certaines recherches.

Mais la principale inquiétude repose surtout dans la crainte que Pékin ne fasse un travail de fond pour que des jeunes de 25 ans considèrent la Chine comme une terre d'opportunités et finissent par ne plus voir le pays.

Avec à terme l'épouvantail qui agite les couloirs du pouvoir à Taipei : se retrouver dans dix ou quinze ans avec des classes moyennes supérieures travaillant à Taïwan et favorables à la Chine continentale qui a lancé leur carrière. Quand il ne s'agit pas purement et simplement d'agents de Pékin occupant des postes stratégiques dans l'économie taïwanaise.

À Taïwan, le sujet revêt même une dimension angoissante tant les choses semblent s'accélérer : alors que la présidente Tsai Ing-wen a été élue largement en 2016, son parti a connu un revers cinglant lors des élections locales de 2018, avec d'excellents scores réalisés par les politiciens favorables au rapprochement avec Pékin.

Taïwan craint donc bien une menace qui ne viendrait pas des canons chinois à 180 kilomètres de ses côtes, mais d'une partie de ses jeunes, éduqués dans la liberté d'expression et la démocratie, mais qui pourraient faire fi de ces avantages contre la promesse d'une meilleure carrière professionnelle.

Source : Slate

[Le fondateur de Huawei dénonce l'arrestation "politiquement motivée" de sa fille](#)

19 février 2019

Ren Zhengfei, fondateur du géant chinois des équipements télécoms Huawei, estime lundi dans une interview à la BBC que l'arrestation au Canada de sa fille, et directrice financière du groupe, Meng Wanzhou était "politiquement motivée".

Sa fille a été arrêtée le 1^{er} décembre dans l'aéroport de Vancouver à la demande des Etats-Unis. Libérée sous caution avec obligation de rester au Canada, elle a été inculpée notamment pour fraude bancaire et électronique visant à contourner les sanctions contre l'Iran et fait l'objet d'une procédure d'extradition vers les Etats-Unis.

Sa prochaine comparution en justice est fixée au 6 mars.

"Les Etats-Unis ne pourront d'aucune manière nous écraser", poursuit le fondateur de Huawei dans cette interview, la première donnée à une télévision internationale depuis l'arrestation de sa fille, précise la BBC.

Source : Reuters

Des sosies de Trump et de Kim interpellés par la police à Hanoï

22 février 2019

Des sosies de Kim Jong Un et de Donald Trump ont été interpellés et interrogés par la police après avoir organisé vendredi une "rencontre" à Hanoï, où le président américain et le dirigeant nord-coréen doivent se rendre la semaine prochaine pour leur deuxième sommet.

Alors que les imitateurs mettaient en scène leur propre "sommet" dans le centre de la capitale vietnamienne, une dizaine de policiers se sont présentés dans une station de télévision locale où les deux hommes donnaient une interview, leur enjoignant de cesser leurs apparitions devant les médias sous peine d'être expulsés.

"Nous œuvrons à la paix. Par les négociations, par le dialogue, nous voulons bien sûr aider la Corée du Nord", a raconté Russell White, le sosie de Donald Trump, le visage exagérément bronzé et les cheveux gominés. Il a ajouté que ses discussions avec son "homologue" visaient à limiter les ambitions nucléaires de la Corée du Nord.

Avant l'avertissement de la police, les deux hommes comptaient se rendre dans un salon de massage, faire une partie de golf et goûter les spécialités culinaires de Hanoï. Mais les autorités locales, qui veulent éviter tout faux-pas lors de ce sommet très attendu, pourraient ne pas les autoriser à poursuivre leur show.

Les dirigeants de cet ancien pays communiste ne tolèrent pas les rassemblements publics spontanés, ce qui explique que les forces de police ont suivi de près leurs moindres mouvements.

Howard X avait déjà rencontré des problèmes en juin lors de son apparition à Singapour avant le premier sommet Trump-Kim : il avait été retenu lors de contrôles de sécurité à l'aéroport et on lui avait intimé de se tenir à l'écart des endroits où se déroulait le sommet. Il avait cependant été autorisé à entrer dans la ville-Etat.

Les deux imitateurs affirment par ailleurs être à la recherche de nouveaux sosies pour compléter leur bande de "tyrans". Ils recherchent notamment des compères capables de se glisser dans la peau du président russe Vladimir Poutine, du président chinois Xi Jinping ou encore du président brésilien Jair Bolsonaro.

Source : AFP

Pyongyang n'est pas l'ennemi" : les jeunes Sud-Coréens rejettent le service militaire

20 février 2019

Namgung Jin, étudiant sud-coréen de 19 ans, attend dans l'angoisse le début de son service militaire obligatoire. Il passera près de deux ans sous les drapeaux pour protéger la patrie de son voisin du Nord armé de la bombe nucléaire alors que les deux pays sont toujours techniquement en guerre.

"Si j'avais le choix, je n'aurais absolument pas envie de servir", dit M. Namgung. Le service va lui "gâcher sa jeunesse" et retarder son entrée dans une vie active ultra-concurrentielle. Quand il sera mobilisé le 5 mars, cinq jours après le second sommet prévu entre Washington et Pyongyang, il se pourrait que la fin de la guerre de Corée ait été déclarée officiellement.

Donald Trump rencontre Kim Jong Un à Hanoï dans l'espoir de progrès en matière de dénucléarisation, et d'un éventuel traité de paix. Si cette hypothèse se concrétise, l'avenir de la conscription en Corée du Sud, où les appelés gardent pendant des mois des sites souvent reculés le long de frontière militarisée qui divise la péninsule, sera mis en question.

Pas trop tôt, aux yeux de beaucoup de Sud-Coréens.

Les quasi-totalités des jeunes Sud-Coréens valides sont tenus de servir sous les drapeaux pendant 21 mois. La plupart des 599.000 soldats sud-coréens sont des conscrits.

Comme M. Namgung, Han Sang-kyu, 18 ans, ne ressent aucune hostilité envers Pyongyang.

"J'ai toujours considéré les Nord et les Sud-Coréens comme un même peuple, j'espère que les deux pays pourront s'unifier un jour". Depuis 1953, 60.000 soldats sud-coréens sont morts de causes variées, suicides, accidents impliquant des armes à feu et erreurs médicales, selon les estimations. Aucun n'est mort au champ de bataille.

Kim Dong-yup, analyste à l'Université Kyungnam, juge cependant que les débats sur l'abolition du système sont prématurés. Même si le rapprochement avec le Nord continue de progresser, il faudrait beaucoup du temps à la Corée du Sud pour professionnaliser l'armée.

"La Corée du Nord n'est pas la seule menace militaire sur la péninsule coréenne", dit-il aussi, évoquant d'autres voisins ainsi que la possibilité de crises environnementales.

Certains jeunes ont pris des mesures extrêmes pour se faire réformer.

Source : AFP

Questions sur le sort de la fille d'un transfuge nord-coréen

20 février 2019

L'Italie a confirmé mercredi avoir été informée que la fille d'un transfuge nord-coréen qui était en poste à Rome au moment de sa défection avait regagné Pyongyang mais n'a pas commenté les informations selon lesquelles elle a été enlevée dans la capitale italienne.

Le transfuge, Jo Song-gil, qui occupait les fonctions d'ambassadeur de Corée du Nord à Rome, a disparu en compagnie de son épouse en novembre. A en croire un autre transfuge, le diplomate et son épouse n'ont pas pu emmener leur fille dans leur fuite. "Les autorités nord-coréennes l'ont aussitôt rapatriée et elle est à présent sous leur garde à Pyongyang", a ajouté Thae Yong-ho.

Cet ex-diplomate, qui a fait défection au Sud en 2016, a précisé qu'il tenait ces informations de ses contacts dans la capitale nord-coréenne.

La note détaillée par le ministère italien précise que le couple a disparu de l'ambassade nord-coréenne à Rome le 10 novembre et que leur fille a été rapatriée le 14.

Manlio Di Stefano, sous-secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères, avait estimé que si les informations de Thae étaient exactes, "ce serait d'une gravité sans précédent". "Elle risque à présent d'être torturée par l'un des pires régimes au monde".

Source : Reuters

La Corée du Nord ne renoncera jamais à ses armes nucléaires, selon Thae Yong-ho

19 février 2019

La Corée du Nord pourrait accepter des mesures partielles de dénucléarisation, mais ne renoncera jamais véritablement à son arsenal nucléaire : c'est l'avertissement lancé depuis Séoul par Thae Yong-ho, un ancien diplomate nord-coréen qui a fui le régime et qui est passé en Corée du Sud en 2016.

Cet avertissement survient juste avant le début du sommet au Vietnam entre le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un et le président américain Donald Trump. Un sommet qui aura justement pour principal objectif le démantèlement nucléaire de Pyongyang.

« Ce que Kim Jong-un attend du sommet, c'est le début d'un allègement des sanctions. Il pourrait accepter en échange de renoncer à au moins quelques installations nucléaires anciennes [comme à Yongbyon et Pungye-ri]. C'est comme si elle revendait une très vieille voiture bonne à jeter et qui a juste été repeinte. »

Le régime pourrait aussi démanteler quelques missiles intercontinentaux tout en cachant d'autres, ajoute Thae Yong-ho. A Séoul, les partisans du dialogue avec Pyongyang lui rétorquent qu'un démantèlement même partiel vaut mieux que rien du tout, et qu'un accord peut permettre de maintenir sous contrôle la menace nucléaire nord-coréenne.

Source : RFI / Reuters

Les Nord-Coréens rendent hommage à Kim Jong Il dans un froid glacial

16 février 2019

Le Jour de l'étoile brillante, fête nationale marquée par un froid mordant de -8 degrés à Pyongyang, a été célébré samedi par des milliers de Nord-Coréens venus rendre hommage à leur ancien dirigeant Kim Jong Il, le jour de son anniversaire.

C'est une date importante pour cette Nation dont les enfants apprennent à révéler la "lignée de Paektu", autrement dit la dynastie communiste des Kim, qui règne d'une main de fer depuis trois générations sur la moitié de la péninsule coréenne.

Le Jour de l'étoile brillante est fêté par des démonstrations de patinage, des spectacles floraux et des hommages vibrants au défunt dans les médias d'Etat, perpétuant tous une légende solidement ancrée.

Les Nord-Coréens ordinaires expriment toujours un soutien sans réserve au régime et à sa politique quand ils sont interrogés par les médias étrangers.

Le jeune chef d'Etat Kim Jong Un doit retrouver le président américain Donald Trump fin février pour un sommet.

La Corée du Nord est sous le coup de sévères sanctions internationales en raison de ses programmes d'armement nucléaire et balistiques, que Washington l'exhorte d'abandonner. Elle a rejeté ces exigences d'un désarmement "unilatéral".

Source : AFP

Maldives : arrestation de l'ex-président Abdulla Yameen pour blanchiment d'argent

18 février 2019

Loin des plages et des hôtels de luxe, un coup de théâtre politique frappe les Maldives : l'arrestation de l'ancien homme fort du pays Abdulla Yameen qui a dirigé d'une main de fer l'archipel maldivien jusqu'à sa défaite aux élections législatives l'an dernier.

Lui qui a muselé l'opposition et réduit les libertés publiques vient d'être placé en détention. Il va rester en prison jusqu'à la fin de son procès pour blanchiment d'argent.

Pourquoi et comment Abdulla Yameen a-t-il perçu un million de dollars ? De quelle manière cette somme est-elle arrivée sur son compte bancaire ?

La justice s'inquiète surtout de l'origine des fonds, car le virement provient d'une société qui fait scandale, l'entreprise au cœur du plus gros schéma de corruption jamais connu aux Maldives, grâce à laquelle près de 90 millions de dollars ont été détournés des caisses de l'Etat pour atterrir dans la poche de plusieurs anciens députés ou membres de l'équipe présidentielle.

La police soupçonne Abdulla Yameen de détournement massif. Une partie de ses actifs ont été gelés, plus de 6 millions de dollars immobilisés. Et les autorités maldiviennes sont sur la trace de possibles ressources dissimulées à l'étranger.

Source : RFI

Japon : à Okinawa, un référendum sur une base américaine très controversée

23 février 2019

Les habitants d'Okinawa, dans le sud du Japon, doivent se prononcer ce dimanche 24 février sur la construction d'une nouvelle base américaine sur l'île. Un sujet qui crispe les populations locales depuis des années.

A en croire les sondages, les habitants d'Okinawa sont largement favorables au départ des militaires américains.

Mais ce n'est pas ce que proposent les autorités japonaises. L'objet du référendum de ce dimanche est la construction d'une nouvelle base en remplacement de l'actuelle.

La base de Futenma est depuis longtemps source de tensions. Les résidents se plaignent de nuisances sonores permanentes auxquelles s'ajoutent parfois des incidents, crimes ou délits provoqués par des soldats ou employés de la base.

Afin de résoudre ces tensions, le Japon a négocié en 1996 avec la partie américaine le déplacement de cette base vers la région littorale moins peuplée de Henoko.

Mais le projet est controversé. Le gouverneur de l'île, élu en septembre grâce à son opposition à ce déménagement, crie au scandale environnemental.

La construction d'une nouvelle base mettrait en péril la faune marine et les espèces protégées. Les habitants opposés à ce déménagement souhaitent que la base quitte totalement la région d'Okinawa, arguant qu'elle supporte une part disproportionnée du fardeau militaire américain.

L'île représente moins de 1 % de la superficie totale du Japon, mais héberge plus de la moitié des quelque 47 000 militaires américains stationnés dans le pays. Un triomphe du « non » est attendu, mais le référendum n'est qu'une consultation symbolique. Le Premier ministre japonais a déjà fait savoir qu'il ne tiendrait pas compte du résultat et que le déménagement aurait lieu.

Source : RFI / AFP

Tadjikistan : le président demande que l'on cesse de chanter ses louanges

21 février 2019

Les louanges sont devenues "excessives" : le président du Tadjikistan, Emomali Rakhmon, a demandé jeudi que cesse la multiplication des chansons en son honneur, a annoncé jeudi la télévision d'Etat de ce pays d'Asie centrale, où s'est développé un culte de la personnalité.

"Le président a donné des instructions aux responsables du Comité pour la télévision et la radio afin que soit davantage promu le labeur inlassable de la population, les importants accomplissements du pays et la nature unique de cette terre ancienne", a souligné la télévision.

Le culte de la personnalité est un point commun à presque toutes les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale. En Ouzbékistan voisin, les autorités ont également récemment mis en garde contre les chansons faisant l'éloge du président Chavkat Mirziïoïev, qui suit une stratégie d'ouverture depuis son arrivée au pouvoir.

Au Turkménistan, l'ancien dentiste Gurbangouly Berdymoukhamedov avait également d'abord demandé aux hauts fonctionnaires et aux médias de ne pas faire son éloge après son

arrivée à la présidence en 2006, pour se démarquer de son fantasque prédécesseur Saparmourat Niazov, mort cette année-là.

Au Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev, qui est à la tête de son pays depuis près de 30 ans, bénéficie d'une fête et de plusieurs musées en son honneur et a fait l'objet d'une trilogie de films contant sa jeunesse et son ascension au pouvoir.

Source : AFP

Kazakhstan : le président, déçu des résultats économiques, limoge son gouvernement

21 février 2019

Le président du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev, a limogé jeudi son gouvernement, insatisfait des performances économiques de ce pays d'Asie centrale qui souffre depuis plusieurs années de la faiblesse des prix du pétrole.

"Dans de nombreux secteurs de l'économie, malgré le vote de nombreuses lois et des décisions gouvernementales, des changements positifs n'ont jamais été atteints", a déclaré M. Nazarbaïev. "Les revenus réels de la population n'ont pas augmenté. La part des dépenses des familles pour se nourrir est en hausse", a noté le président kazakh.

Cette annonce intervient dans un contexte de mécontentement croissant face à la hausse des prix dans un pays frappé de plein fouet par la chute prix du pétrole de 2014-2015 et la crise économique chez son voisin et allié russe, qui a conduit à la dévaluation de la monnaie kazakhe.

Le président kazakh a reproché au gouvernement de ne pas avoir su diversifier une économie très dépendante de ses vastes ressources en hydrocarbures, dont les prix ont connu des fluctuations importantes ces dernières années.

Source : AFP

AFRIQUE

Algérie : nouveau rassemblement contre le cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika

24 février 2019

En Algérie, un rassemblement a lieu, en ce moment, dans le centre d'Alger. Des centaines de personnes protestent contre le cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika. Les forces de sécurité ont rapidement arrêté plusieurs manifestants. Les manifestants sont en ce moment entourés par les forces de l'ordre qui font usage de gaz lacrymogène pour disperser la foule.

Vendredi, jour de week-end et de prière, des dizaines de milliers de personnes étaient descendues dans la rue, notamment à Alger, où les manifestations sont pourtant strictement interdites.

Fondé en juin 2018 pour s'opposer à un 5^e mandat annoncé, le mouvement "citoyen" Mouwatana, composé d'intellectuels (partis d'opposition, militants associatifs, journalistes, avocats...), peine en outre traditionnellement à mobiliser au-delà de son milieu d'origine, selon des observateurs.

Au pouvoir depuis 1999, M. Bouteflika, 81 ans, a mis fin le 10 février à des mois d'interrogations sur ses intentions, en annonçant dans une "lettre à la Nation" qu'il briguerait un 5^e mandat lors de la présidentielle du 18 avril.

Dans son message du 10 février, il a devancé les critiques sur son état de santé, qui selon certains de ses opposants le rend inapte à gouverner. "Bien sûr, je n'ai plus les mêmes forces physiques qu'avant (...) mais la volonté inébranlable de servir la Patrie ne m'a jamais quitté et elle me permet de transcender les contraintes liées aux ennuis de santé", a-t-il écrit.

Sources : AFP, RFI

Libye : situation "dramatique" de la liberté de l'information, déplore RSF

17 février 2019

"Informer est devenu une mission quasi impossible" en Libye, où "l'hostilité envers les médias et les journalistes a atteint des sommets", a déploré dimanche Reporters sans Frontières (RSF). L'ONG dresse un "état des lieux inquiétant de la liberté de l'information", 8 ans après le déclenchement de la révolte qui a renversé le régime autoritaire de Mouammar Kadhafi.

Au moins 19 journalistes ont été tués depuis 2011. RSF a fait état par ailleurs de "plusieurs cas de disparition, d'enlèvements et de torture" cette année et dénoncé "l'impunité totale" dont jouissent les auteurs d'exactions contre les journalistes et les médias. Ces derniers profitent de la crise politique et sécuritaire qui a plongé le pays dans le chaos depuis 2011.

Aujourd'hui, deux autorités se disputent le pouvoir dans ce riche pays pétrolier : le gouvernement d'union nationale (GNA), établi fin 2015 par un accord parrainé par l'ONU, et basé à Tripoli, tandis qu'une autorité rivale s'est installée dans l'est, contrôlé par l'Armée nationale libyenne (ANL) autoproclamée par le maréchal Khalifa Haftar.

Le pays est également déchiré par des luttes d'influence entre les nombreuses milices et tribus pour contrôler les ressources du pays.

"Informer est devenu une mission quasi impossible, face à l'acharnement des autorités et des milices", dans l'ouest et l'est libyens "à faire taire les journalistes", a clamé RSF.

Source : AFP

Quinze soldats égyptiens victimes d'une attaque revendiquée par l'EI

17 février 2019

Quinze soldats égyptiens ont été tués ou blessés dans une attaque commise samedi dans le Nord-Sinaï, a-t-on appris auprès des autorités.

Le bilan exact de cette attaque n'a pas été communiqué par l'armée qui évoque le nombre de 7 morts dans les rangs des assaillants.

Selon les autorités égyptiennes, des centaines de combattants ont été tués depuis février 2018, point de départ de la campagne militaire de grande ampleur visant à éradiquer les insurgés actifs dans le nord du Sinaï.

Source : Reuters

Lutte contre Boko Haram : plus de 500 soldats tchadiens sont entrés au Nigeria pour « prêter main forte » à l'armée

22 février 2019

Un contingent de « plus de 500 » soldats tchadiens est entré vendredi au Nigeria pour « prêter main forte » à l'armée nigériane contre le groupe jihadiste Boko Haram alors que doit avoir lieu samedi l'élection présidentielle, a annoncé à l'AFP le porte-parole de l'armée tchadienne, le colonel Azem Bermendoa Agouna.

Source : AFP

Le président nigérian et son rival "confiants" à l'issue du scrutin

24 février 2019

Le président nigérian Muhammadu Buhari, qui brigue un second mandat, et son principal adversaire se sont dits confiants de remporter l'élection présidentielle qui s'est tenue samedi avec une semaine de retard sur le calendrier initial.

Quelque 70 candidats étaient en lice, mais deux se détachent : le président sortant et l'homme d'affaires Atiku Abubakar, principal candidat de l'opposition et ancien vice-président (1999-2007). Les analystes s'attendent à un duel serré entre ces deux hommes.

Initialement prévue samedi dernier, l'élection présidentielle au Nigeria, couplée à des législatives, avait été reportée cinq heures à peine avant l'ouverture prévue des bureaux de vote. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) avait expliqué qu'il n'était pas possible d'accueillir les 72,8 millions d'électeurs inscrits dans de bonnes conditions.

Après la fermeture des bureaux de vote, un responsable de la CENI s'est félicité samedi du bon déroulement du scrutin, qui s'est tenu sans incident majeur.

Le dépouillement a commencé dans plusieurs bureaux, ont constaté des journalistes de Reuters.

Le Nigeria, première puissance économique africaine et principal pays producteur de pétrole du continent, est rongé depuis des décennies par la corruption et l'insécurité, notamment liée à la présence des islamistes de Boko Haram dans le Nord-Est.

Soulignant l'urgence de la situation sécuritaire, des habitants de Geidam, dans l'Etat voisin de Yobe, ont dit à Reuters que des militants islamistes avaient attaqué leur ville peu avant le scrutin, les obligeant à fuir. "Nous avons fui, avec nos femmes et nos enfants et des centaines d'autres", a déclaré l'un d'eux, Ibrahim Gobi, à l'agence Reuters.

Dans le même temps, plusieurs explosions ont été entendues samedi à Maiduguri, la capitale de l'Etat de Borno, dans le nord-est du pays, deux heures à peine avant l'ouverture des bureaux de vote, rapporte un journaliste de Reuters. L'armée a déclaré qu'il s'agissait d'exercices militaires tandis que le groupe Etat islamique en Afrique de l'Ouest a affirmé avoir mené une attaque.

Source : Reuters

Nigeria : "plus de 130" morts dans une attaque dans le nord-ouest

19 février 2019

Le bilan de l'attaque lancée la semaine dernière par des hommes armés dans le nord-ouest du Nigeria est passé à plus de 130 morts, a annoncé le gouverneur de l'Etat de Kaduna, évoquant un mobile ethnique. Le chef de la police de l'Etat de Kaduna a annoncé que 11 personnes avaient été arrêtées.

Un représentant de la communauté chrétienne adara, majoritaire dans la région, a déclaré à l'AFP qu'il y avait eu des attaques répétées lancées par des Peuls musulmans au cours des trois dernières années.

L'Etat de Kaduna est souvent victime d'attaques de groupes armés, dans cette région particulièrement instable où s'affrontent des bandits voleurs de bétail ou des groupes religieux extrémistes.

Toute l'année 2018 a été marquée par de nombreux incidents dans les Etats de Zamfara, Kaduna et Katsina, où des bandes organisées sèment la panique et pratiquent les enlèvements de masse contre rançons. Le Nigeria, géant de 190 millions d'habitants se prépare à voter samedi, avec une semaine de retard, pour élire un nouveau président.

Kaduna avait été le foyer de très grandes violences électorales en 2011, où des centaines de chrétiens avaient été tués après la défaite du candidat musulman, l'ex-général Muhammadu Buhari, face au chrétien Jonathan Goodluck. Désormais président, M. Buhari affrontera samedi Atiku Abubakar, autre Haoussa du Nord, pour un scrutin qui s'annonce particulièrement tendu.

Source : AFP

L'armée française annonce avoir éliminé Djamel Okacha, connu sous le nom de Yahia Abou Hamman, chef jihadiste d'al-Qaïda dans le Sahel

22 février 2019

« Il était le chef d'un des principaux groupes armés terroristes sévissant au Sahel, le concepteur et le financier de nombreuses attaques contre les valeurs et intérêts communs que nous partageons et défendons avec les pays du G5 Sahel : le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad », a ajouté la ministre française de la Défense, Florence Parly.

Bilan : 11 terroristes mis hors de combat, des pickups et de l'armement ont également été saisis. Djamel Okacha, ou Yahia Abou Hammam, de son nom de guerre, jihadiste algérien et combattant aguerri, était un fidèle de l'émir d'al-Qaïda au Maghreb islamique, Abdelmalek Droukdel.

Proche également de Mokhtar Belmokhtar et d'Abou Zeid, d'autres importants chefs islamistes, Yahia Abou Hammam avait été nommé par Aqmi émir du Sahara en 2012.

Il avait participé en 2017, à la formation du GSIM, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans.

Une alliance jihadiste dirigée par le Touareg malien Iyad Ag Ghaly.

Sur la vidéo diffusée pour annoncer la création du GSIM, il apparaît d'ailleurs juste à côté de ce dernier dont il était officiellement le numéro deux.

C'est donc un chef de premier plan que perd cette organisation.

Le ministère de la Défense estime que sa disparition « permet d'enrayer la dynamique du terrorisme », car « sans chef, plus de direction ni de coordination ».

En un an, le GSIM aura perdu trois de ses principaux chefs, tous adjoints proches d'Iyad Ag Ghaly.

Source : RFI

Burkina Faso : visite d'une délégation de l'ONU pour évoquer l'insécurité

21 février 2019

Les représentants de l'ONU ont rencontré Zéphyrin Diabré, le chef de file de l'opposition, pour parler de l'insécurité et des activités jihadistes alors que présidentielle et législatives sont prévues dans un an. L'opposition n'a pas caché sa vive préoccupation et fait l'inventaire des entraves à une bonne tenue de ces élections en 2020.

Par ailleurs, des besoins humanitaires sans précédent se font désormais sentir. Selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA), 1,2 million de personnes sont concernées en raison de l'insécurité dans le nord et l'est du pays.

Metsi Makhetha, coordinatrice résidente des Nations unies dans le pays, lance un appel aux organisations humanitaires - sur place et à l'international - pour intervenir avant que la situation ne s'aggrave.

Source : RFI

Niger : attentat près d'un camp de réfugiés dans la zone de Diffa

18 février 2019

Au Niger, la région de Diffa est une nouvelle fois le théâtre d'une attaque terroriste. Deux femmes ont fait exploser leur charge provoquant la mort de 4 personnes près d'un camp de réfugiés à Bosso.

Depuis cette nuit, un mouvement de panique s'est emparé des réfugiés et des habitants de Bosso. Les forces de défense et de sécurité sont en alerte. C'est déjà la troisième fois que des femmes ou des filles mineures sont utilisées par Boko Haram dans des opérations kamikazes dans la région de Diffa, en proie depuis 2015 à cette nébuleuse.

Deux jours auparavant, une colonne d'éléments de Boko Haram lourdement armée a été mise en déroute alors qu'elle tentait de s'attaquer à une position de la garde nationale. La colonne a été neutralisée et 8 jihadistes ont été faits prisonniers.

Il faut noter que la recrudescence des incursions de Boko Haram en territoire nigérien est due à la décrue du fleuve de la Komadougou Yobé. Depuis quelques semaines en effet, on peut traverser dans les deux sens à pied ou en voiture, ce bras du fleuve qui sépare la région de Diffa du Nigeria voisin.

Plus de 150 000 réfugiés qui ont fui la guerre se trouvent actuellement dans la zone de Diffa. Nombreux sont les observateurs qui pensent que ces différents camps peuvent abriter des cellules dormantes des terroristes.

Source : RFI

Mali : l'ONU condamne l'attaque meurtrière contre trois soldats de la paix

23 février 2019

Le Secrétaire général a condamné samedi l'attaque contre des membres de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) dans la zone de Siby, au cours de laquelle 3 casques bleus de la Guinée ont été tués et d'autres blessés.

Le patron de l'ONU met en garde que les attaques contre les forces de maintien de la paix des Nations Unies peuvent constituer un crime de guerre et appelle les autorités maliennes à ne ménager aucun effort pour identifier et rapidement traduire en justice les auteurs de cette attaque.

Les membres du Conseil de sécurité ont aussi exprimé leur préoccupation face à la situation sécuritaire au Mali et à la dimension transnationale de la menace terroriste dans la région du Sahel. Ils ont exhorté les parties maliennes à mettre pleinement en œuvre l'Accord sur la paix et la réconciliation au Mali.

Source : ONU

Mali : la MINUSMA enquête sur des allégations de violations de droits de l'homme dans le centre du pays

19 février 2019

La Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA) a vigoureusement condamné mardi les récentes attaques perpétrées dans le cercle de Bankass (région de Mopti).

La mission onusienne s'est dit préoccupée par les allégations de graves violations de droits de l'homme survenues lors de ces attaques menées dans cette partie centrale du Mali.

La Division des droits de l'homme et de la protection (DDHP) de la MINUSMA enquête actuellement sur ces allégations d'abus survenus lors d'attaques perpétrées le 16 février à Minima Maoudé et le 17 février à Libe.

Selon des rapports préliminaires, un groupe d'hommes armés aurait attaqué samedi le village de Minima Maoudé. Les individus auraient ouvert le feu sur des civils, causant plusieurs morts et blessés. Ils auraient également incendié une grande partie des cases et des greniers du village.

Le lendemain, un autre groupe d'hommes armés aurait attaqué le village de Libe, situé à 15 kilomètres à l'est du village de Minima Maoudé. Le groupe aurait également ouvert le feu sur des civils, faisant plusieurs morts et blessés, incendié les cases et les greniers du village et tué le bétail.

La MINUSMA a dépêché une mission sur les lieux des attaques. Elle a salué les efforts du gouvernement du Mali qui a rapidement déployé un détachement des Forces armées maliennes (FAMA) dans la zone après les incidents, et de la Gendarmerie de Bankass qui a ouvert une enquête.

Ces attaques interviennent dans un contexte de recrudescence de la violence armée dans le cercle de Bankass. Entre le 1^{er} janvier et le 16 février, la DDHP a documenté sept incidents ayant occasionné la mort d'au moins 49 civils dans cette subdivision territoriale de la région de Mopti.

Source : ONU

Mali : du nouveau dans la disparition du journaliste Birama Touré ?

24 février 2019

Au Mali, nouveaux développements dans l'affaire du journaliste malien du Sphinx Birama Touré, disparu depuis trois ans. Un journal français et deux journaux maliens s'interrogent sur le rôle qu'auraient pu jouer dans l'affaire deux hommes : un colonel de l'armée malienne et Karim Keita député à l'Assemblée nationale et fils du président de la République.

Si Karim Keita n'a toujours pas réagi aux supputations, le colonel Cheikh Oumar Ndiaye lui dément. Cela fait un peu plus de trois ans que l'on est sans nouvelles du journaliste Birama Keita, disparu fin janvier 2016 à Bamako. Plusieurs associations, dont Reporters sans frontières s'inquiètent. Birama est-il toujours en vie ? Le dossier est devant la justice malienne.

Source : RFI

Mauritanie : la lutte contre les faux médicaments bat son plein

17 février 2019

En Mauritanie, des dizaines de pharmacies ont été fermées ces derniers jours par le gouvernement. Les autorités les accusent de violer la loi sur l'importation et la vente de médicaments. Toute cette opération s'insère dans le cadre d'une campagne de lutte contre les faux médicaments.

La campagne a été lancée en 2018. Près d'une centaine de pharmacies ont déjà été fermées pour non-respect des règles d'hygiène et pour commercialisation de médicaments contrefaits. En fin de semaine, cinq nouvelles officines ont été fermées dans le Guidimakha, une région de l'Est mauritanien, frontalière du Mali et du Sénégal.

Source : RFI

Sénégal : le président Macky Sall compte remporter un second mandat

24 février 2019

Les Sénégalais se rendent aux urnes dimanche pour une élection présidentielle pour laquelle le président sortant Macky Sall, 57 ans, devrait profiter de la croissance économique qui a accompagné son premier mandat. Les résultats officiels sont attendus pour vendredi prochain. Si Macky Sall n'obtient pas la majorité absolue, un second tour aura lieu le 24 mars.

Le président, élu pour la première fois en 2012, a promis vendredi une couverture maladie universelle à ses partisans rassemblés pour un dernier meeting à Dakar ainsi qu'un meilleur accès à l'éducation s'il était réélu pour sept ans. "La victoire au premier tour est inévitable", avait auparavant déclaré Macky Sall devant ses partisans dans la semaine.

La croissance économique a été de 6% l'an dernier au Sénégal, un des taux les plus élevés d'Afrique, accompagnée par la construction d'une nouvelle voie de chemin de fer, et l'arrivée de l'électricité dans des milliers de villages. Le Sénégal espère un boom dans les hydrocarbures, de grands groupes pétroliers s'étant mis à prospecter au large de sa côte Atlantique.

Source : Reuters

Sénégal : Amnesty dénonce les violences de la campagne électorale et des atteintes à la liberté d'opinion

22 février 2019

"Les autorités sénégalaises doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'élection présidentielle se tienne dans un climat libre de toute violence et respecte la liberté qu'ont toutes les personnes d'exprimer leurs opinions", a déclaré Amnesty International (AI) le 21 février.

Le Sénégal, qui a connu deux alternances, en 2000 et en 2012, et aucun coup d'Etat, fait figure de modèle démocratique en Afrique, mais les campagnes électorales y sont souvent émaillées d'accusations de corruption, de désinformation et de violences, observe de son côté l'AFP.

L'agence signale ainsi que certaines caravanes de candidats ont parfois été accueillies par des jets de pierres lorsqu'elles sillonnaient le pays, au cours des trois dernières semaines.

Au cours des affrontements de Tambacounda, outre les 2 personnes tuées, "de nombreuses autres (...), parmi lesquelles des journalistes, ont été blessées", rapporte Amnesty.

"L'espace civique s'est amenuisé au cours des derniers mois, avec une intensification des pressions exercées sur les organisations non gouvernementales (ONG) et les militants en faveur de la démocratie", estime par ailleurs AI.

Source : Franceinfo / Laurent Ribadeau Dumas

Au Ghana, le fléau de la prostitution infantile : "La plus jeune que j'ai vue avait 9 ans"

19 février 2019

Selon les associations, la prostitution des enfants connaît un boom depuis plusieurs années au Ghana, aussi bien dans la capitale, Accra, que dans les autres grandes villes du pays. La loi prohibe cette pratique, mais, dans plusieurs quartiers déshérités de la capitale comme à Jamestown ou à Railway, se trouvent de nombreux bordels avec de très jeunes enfants.

La loi ghanéenne prohibe la prostitution, et en particulier quand elle touche les mineurs de moins de 16 ans. Mais cette prostitution a pignon sur rue, en connaissance des autorités.

Les jeunes filles, en rupture avec leurs familles, ont la plupart du temps été abusées par des proches dans leur jeunesse.

Source : Dylan Gamba, rtbf.be

Bénin : un préfet proche de Patrice Talon mis en examen et écroué

21 février 2019

Au Bénin, le président Patrice Talon fait le ménage dans son propre camp.

Mercredi, il a limogé son ministre de la décentralisation et de la gouvernance locale, mais surtout et contre toute attente, un de ses très fidèles, le préfet du Littoral (territoire de Cotonou), Modeste Toboula.

C'est une affaire de bradage de domaine public qui les emporte.

Le limogeage qui fait parler le plus est celui du préfet qui a été placé sous mandat de dépôt et sera jugé le 8 avril par la très redoutée Cour de répressions des infractions économiques et du terrorisme.

Il était tout puissant, presque intouchable. Sa disgrâce et sa chute ont été très rapides. Cela a commencé par une garde à vue de 24 heures qui s'est terminée par une mise en examen pour « bradage de domaine public ». L'Etat reproche à Modeste Toboula d'avoir fait morceler et d'avoir vendu un domaine à vocation touristique frappé d'interdiction de lotissement.

Le préfet aurait permis, avec l'aide un géomètre, la vente de la zone morcelée à plusieurs acquéreurs. Lui-même est accusé d'avoir acheté trois parcelles enregistrées au nom d'un proche parent.

Ils sont neuf à être poursuivis dans cette affaire. Il y a le préfet, les acquéreurs et le géomètre, tous seront jugés le 8 avril par la très redoutée Cour de répressions des infractions économiques et du terrorisme (CRIET).

Source : RFI

Cameroun : un journaliste enlevé à Bamenda relâché

23 février 2019

Ambe MacMillan, président de l'Association des journalistes anglophones dans la région du nord-ouest, l'une des deux régions anglophones du Cameroun en proie à un conflit séparatiste depuis deux ans, avait été kidnappé près de son domicile jeudi.

Il a dit que ses ravisseurs l'avaient accusé d'avoir appelé à la reprise des cours. Car dans le conflit en cours dans les régions anglophones, ce sont les groupes armés qui s'opposent à la reprise des cours et cherchent à imposer la fermeture de toutes les écoles.

Source : RFI

Cameroun : des dizaines de maisons brûlées à Kumbo en zone anglophone

20 février 2019

Les images ont fait le tour des réseaux sociaux : des maisons brûlées à Kumbo, dans le nord-ouest du Cameroun.

Cette région est en proie depuis deux ans à un conflit séparatiste.

Dernières illustrations en date, le confinement des populations par les combattants séparatistes pendant une dizaine de jours au début du mois, ou encore l'enlèvement de 170 collégiens à Kumbo le week-end dernier.

Suite aux maisons brûlées, des habitants ont fui pour se cacher en brousse ou se réfugier à Bamenda, à environ 80 km.

Selon une source à Kumbo, des militaires sont entrés dans l'un des hôpitaux de la ville dimanche dernier à la recherche de combattants séparatistes.

Selon cette source, les soldats ont menacé des patients, des médecins et des habitants ayant fui leur maison pour se réfugier à l'hôpital.

Plusieurs sources affirment également que certaines maisons ont été brûlées par des militaires camerounais.

Source : RFI

Elections en RDC : 5 responsables sanctionnés par les Etats-Unis

24 février 2019

Les Etats-Unis sanctionnent 5 responsables de l'élection présidentielle en RDC qu'ils accusent de corruption, d'enrichissement personnel et de saper le processus démocratique. Le secrétariat d'Etat annonce donc leur interdiction du territoire américain.

Washington les accuse d'être impliquées de façon significative dans des affaires de corruption liées aux élections. Au premier rang de ces personnalités sanctionnées figure Corneille Nangaa, président de la Commission électorale congolaise (Céni), ainsi que son vice-président, Norbert Basengezi et l'un de ses conseillers.

Sanctionné également par Washington, Aubin Minaku, le président de l'Assemblée nationale de RDC et enfin Benoît Lwamba Bindu, le président de la Cour constitutionnelle. Tous ainsi que leurs familles sont désormais interdites d'entrée sur le territoire des Etats-Unis.

Dans un communiqué, samedi 23 février, la Céni s'est dite consternée par les accusations de corruption portées par les Etats-Unis. Sans nul doute, le débat sur la vérité des urnes sera également évoqué ce dimanche à Matadi, où est attendu Martin Fayulu, défait à la présidentielle, pour un meeting.

Source : RFI

La RDC commence à secouer l'arbre de la corruption politique

20 février 2019

Quelques semaines après une élection sans précédent, des voix s'élèvent contre la corruption politique en République démocratique du Congo, une pratique bien ancrée contre laquelle le nouveau président Félix Tshisekedi a promis de lutter.

L'occasion est toute trouvée : après la présidentielle et les législatives du 30 décembre, le cycle électoral se poursuit avec la désignation le mois prochain de 108 sénateurs et des gouverneurs dans 24 des 26 provinces de RDC.

Ces élections ont lieu au scrutin indirect. Les candidats font campagne auprès de "grands électeurs" de leur province, les 715 députés des Assemblées provinciales élus en décembre au suffrage direct, plus 65 chefs coutumiers cooptés.

Des grands électeurs qui monnaient chèrement leurs voix en dollars, à moins qu'ils ne se laissent "approcher" par les candidats. Ce clientélisme est de notoriété publique. Des universitaires congolais ont diagnostiqué et dénoncé "l'enracinement de la culture du "business politique"" dans un ouvrage collectif paru en novembre, "Le degré zéro de la dynamique politique".

Ce qui est relativement inédit, c'est que des voix s'élèvent contre le trafic des suffrages. Les accusations qui font le plus de bruit viennent de deux proches du nouveau chef de l'État, tous les deux à la tête d'un petit parti : Vidiye Tshimanga et Adam Bombole.

La corruption marche dans les deux sens.

Pour s'assurer du vote des députés provinciaux, des candidats au Sénat ou au poste de gouverneur ont financé en amont la campagne de leurs futurs "grands électeurs". Des témoignages parlent de cadeaux somptueux (maisons et voitures de luxe).

Afin d'arrêter le cercle vicieux de la corruption, certains proposent que les élections des gouverneurs et des sénateurs se fassent également au suffrage direct. "Que peut-on attendre d'un gouverneur ou d'un sénateur acheteur de voix ?", fait dire un caricaturiste de presse à l'un de ses personnages. Réponse de son ami : "Le pillage de la province et du pays".

La RDC est l'un des 10 pays les plus corrompus au monde, selon l'indice de perception de l'ONG Transparency International. Dans son discours d'investiture le 24 janvier, le nouveau président congolais, M. Tshisekedi, avait qualifié la corruption de "fléau qui dévaste notre pays, ses institutions" et promis "une stratégie de lutte contre la corruption".

Sa propre élection est féroce ment contestée par l'autre candidat de l'opposition, Martin Fayulu, qui revendique la victoire, dénonce un "putsch électoral" orchestré par l'ex-président Joseph Kabila et des résultats "fabriqués" par la Commission électorale.

Source : AFP

RDC : les sociétés civiles des Kivus alertent sur la situation sécuritaire

19 février 2019

C'est un cri d'alarme lancé par les sociétés civiles des Kivus. Ce week-end, les comités de plaidoyer pour la paix des deux coordinations se sont réunis à Goma pour étudier la situation sécuritaire.

Ils se sont inquiétés de la recrudescence des violences et la multiplication des groupes armés, congolais comme étrangers. Pour les sociétés civiles des deux Kivus, il faut que le Conseil de sécurité impose à la Mission des Nations unies au Congo d'attaquer tous les groupes armés sans distinctions, y compris ceux qui sont soutenus par des gouvernements.

Source : RFI

Premier producteur de cobalt, la République Démocratique du Congo (RDC) est au cœur de la voiture électrique

18 février 2019

La production des voitures électriques, dont chaque batterie nécessiterait entre 5 et 15 kilogrammes de cobalt, est appelée à exploser dans les années à venir. De quoi rendre stratégique la possession de ce minerai. Or 60% de sa production mondiale se fait en RDC, pays qui posséderait 50% des réserves mondiales.

Dans le seul secteur des batteries, la demande mondiale de cobalt a triplé depuis 2011 et devrait continuer sur cette voie. Elle passerait de 46 000 tonnes en 2017 à environ 190 000 tonnes d'ici 2026, selon l'analyste du secteur Benchmark Mineral Intelligence.

Dans ces conditions, pas étonnant que le prix de ce minerai se soit envolé ces dernières années. Preuve de cet engouement : une nouvelle mine devrait ouvrir prochainement en RDC, au sud, près de la frontière zambienne.

La production de ce nouveau site va s'ajouter progressivement à celle des deux autres gros producteurs, l'anglo-suisse Glencore et le chinois Molybdenum.
La Chine assure quasiment l'intégralité de la transformation du cobalt.

La RDC est régulièrement mise en cause pour les conditions de travail dans ses mines, et notamment dans ses mines artisanales. Il est vrai qu'à côté des grandes mines "officielles", toute une production plus ou moins sauvage s'est développée.

La seconde grande question concerne les revenus qui bénéficient au pays producteur. La RDC, qui vient de connaître une alternance contestée, a récemment pris conscience de cette richesse. Avec un sous-sol très riche, le gouvernement a modifié en mars 2018 son code minier afin de mieux tirer profit de ses matières premières.

Source : Franceinfo, Pierre Magnan

RDC : le parc national des Virunga rouvert aux touristes

16 février 2019

Le parc national des Virunga (PNVI), le plus ancien d'Afrique, est de nouveau ouvert aux touristes dans l'est de la République démocratique du Congo après plus de neuf mois de fermeture imposée par plusieurs incidents meurtriers et à l'issue d'un audit des mesures de sécurité, a appris l'AFP samedi auprès de sa direction.

"Nous sommes satisfait de cette réouverture car c'est un signal fort qui montre que la paix et la sécurité sont garanties", dans le PNVI, s'est réjoui Olivier Kamusenzi, ministre provincial de l'Environnement du Nord-Kivu (est).

Les activités dans le PNVI étaient suspendues depuis le 11 mai 2018, après la mort d'une ranger et l'enlèvement de trois personnes dont deux touristes britanniques, libérées deux jours plus tard.

Entre le 9 avril et le 21 mai 2018, deux militaires, un civil, cinq gardes et un chauffeur avaient été tués dans le parc dans des attaques d'hommes armés non identifiés.

Le PNVI a enregistré en 20 ans 176 personnes tuées, selon un bilan de juin 2018.

Situé à la frontière avec le Rwanda et l'Ouganda, les Virunga s'étendent sur 7.800 km² dans la province du Nord-Kivu, fief de plusieurs milices et groupes armés.

Le plus ancien parc naturel d'Afrique à la grande biodiversité sert de refuge à des espèces menacées comme le gorille des montagnes.

Source : AFP

Soudan : le nouveau Premier ministre prête serment, nouvelles manifestations

24 février 2019

Le nouveau Premier ministre a prêté serment dimanche alors que les manifestants sont une nouvelle fois descendus dans la rue pour réclamer le départ du chef de l'Etat qui a imposé l'état

d'urgence à travers le Soudan et limogé le gouvernement. Mohamed Taher Ela, ancien gouverneur de l'Etat agricole d'Al-Jazira, a prêté serment en tant que nouveau Premier ministre.

Le ministre de la Défense, le général Awad Ibnouf, a lui aussi prêté serment en sa qualité de nouveau premier vice-président après le limogeage de son prédécesseur Bakri Hassan Saleh, un allié de longue date du président Béchir et figure influente de son régime.

Seize officiers de l'armée et deux du puissant Service national du renseignement et de la sécurité (NISS) ont prêté serment comme gouverneurs des 18 provinces (Etats) du pays.

M. Béchir a annoncé vendredi l'état d'urgence pour une durée d'un an et "la dissolution du gouvernement aux niveaux fédéral et provincial".

Il devrait annoncer prochainement la formation du nouveau gouvernement, après des changements entrepris dans les hautes sphères du pouvoir pour tenter de répondre aux manifestations qui secouent le pays depuis plus de deux mois.

Le Soudan est depuis le 19 décembre le théâtre de manifestations quasi quotidiennes déclenchées par la décision du gouvernement de tripler le prix du pain en plein marasme économique.

La contestation s'est vite transformée en un mouvement réclamant le départ du chef de l'Etat, âgé de 75 ans, qui tient le pays d'une main de fer depuis 1989 et envisage de briguer un troisième mandat lors de la présidentielle de 2020.

Les organisateurs de la contestation ont réagi aux mesures choc annoncées par le président en assurant qu'elles n'empêcheraient pas les manifestants de poursuivre leur mouvement et réclamer le départ du chef de l'Etat, qui selon des experts fait face à son plus grand défi en trois décennies.

Dimanche encore, plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés dans la ville d'Omdourman, voisine de la capitale Khartoum, protestant contre l'état d'urgence annoncé vendredi pour une durée d'un an.

Les manifestations ont été sévèrement réprimées à travers le pays. Selon un bilan officiel, 31 personnes sont mortes depuis le 19 décembre. L'ONG Human Rights Watch (HRW) évoque le chiffre de 51 morts, dont des enfants et des personnels médicaux.

Pour International Crisis Group (ICG), la situation pourrait bien empirer avec l'imposition de l'état d'urgence.

"Béchir va concentrer les pouvoirs et cela va ouvrir la voie à une confrontation avec le mouvement de protestation qui pourrait devenir plus violente", craint Murithi Mutiga, de l'ICG.

Les agents du Service national du renseignement et de la sécurité (NISS) ont en outre arrêté depuis décembre des centaines de manifestants, leaders de l'opposition, militants et journalistes. Vendredi encore, le rédacteur en chef du journal indépendant d'Al-Tayar, Osmane Mirghani, a été arrêté, a indiqué à l'AFP son frère Ali Mirghani, qui a dit ne pas savoir où était le journaliste.

Les agents du NISS ont également confisqué samedi le tirage d'Al-Tayar, selon Ali Mirghani. Les médias sont régulièrement dans le collimateur des services de sécurité soudanais, notamment lorsqu'ils publient des articles critiques envers le pouvoir.

Le mouvement de contestation a été largement motivé par la mauvaise situation économique du pays. Au-delà de la baisse des subventions du pain, le Soudan, amputé des trois quarts de ses réserves de pétrole depuis l'indépendance du Soudan du Sud en 2011, est confronté à une inflation de près de 70% par an et fait face à un grave déficit en devises étrangères.

Les Soudanais doivent composer avec des hausses de prix et des pénuries d'aliments et de carburants.

"Le régime n'a jamais rien compris à l'économie", estime Eric Reeves, spécialiste du Soudan à l'université de Harvard.

Omar el Béchir est par ailleurs recherché par la Cour pénale internationale de La Haye qui le soupçonne d'avoir organisé un génocide dans la région du Darfour dans les années 2000, ce qu'il nie.

Sources : AFP, RFI

Soudan : la répression menace les efforts pour retirer le pays de la liste noire, prévient Washington

20 février 2019

Cyril Sartor, directeur Afrique au Conseil national de sécurité US, a prévenu mercredi que l'usage de la "violence excessive" par les forces de sécurité soudanaises pour réprimer les manifestations antigouvernementales était inacceptable et pourrait menacer les discussions pour retirer le Soudan de la liste américaine des "Etats soutenant le terrorisme".

En plein marasme économique, le Soudan est le théâtre depuis deux mois de manifestations quasi quotidiennes déclenchées par la décision du gouvernement de tripler le prix du pain. La contestation s'est vite transformée en un mouvement réclamant la "chute" du président Omar el-Béchir.

Les services de sécurité emploient la force pour disperser les rassemblements.

Selon un bilan officiel, 31 personnes sont mortes depuis le 19 décembre. L'ONG Human Rights Watch (HRW) évoque le chiffre de 51 morts, dont des enfants et des personnels médicaux.

M. Sartor a appelé à la libération immédiate des prisonniers politiques.

Il y a aussi des accusations de torture sur les prisonniers.

Les Etats-Unis ont peu à peu repris leurs relations diplomatiques avec le Soudan après des décennies de tensions. Khartoum avait notamment accueilli Oussama ben Laden dans les années 1990.

Le gouvernement de Donald Trump a décidé en 2017 de lever certaines sanctions imposées au Soudan depuis 1997. Les Etats-Unis ont en revanche maintenu le Soudan dans leur liste des Etats soutenant "le terrorisme", et prévenu qu'ils ne l'en ôteraient qu'en cas de nouveaux progrès.

Source : AFP

Un risque réel de famine existe au Soudan du Sud, alerte l'ONU

22 février 2019

Près de 7 millions de personnes au Soudan du Sud pourraient se retrouver dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë lors de la prochaine période de soudure (mai - juillet), ont averti vendredi les Nations Unies.

Une aide humanitaire accrue et un meilleur accès à cette aide sont indispensables de toute urgence.

Environ 860.000 enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition sévère.

Le rapport déclare que l'insécurité alimentaire continue d'être alimentée à la fois par les effets cumulatifs des conflits, une production alimentaire insuffisante et les déplacements de population qui en résultent.

Les conflits continuent d'impacter la production alimentaire, de décimer le bétail et de limiter l'accès de la population aux possibilités de se nourrir. Les périodes de sécheresse prolongées, les inondations, les maladies des cultures et les infestations des ravageurs ont eu de graves répercussions sur la production agricole qui dépend en grande partie de la pluie.

Les populations pauvres ont été particulièrement vulnérables aux prix élevés des produits alimentaires et à la disponibilité limitée de ces mêmes produits sur les marchés.

Des fonds supplémentaires sont nécessaires de toute urgence pour renforcer l'assistance humanitaire afin de sauver des vies et sauvegarder les moyens de subsistance.

L'aide actuelle du PAM au Soudan du Sud permet de répondre aux besoins immédiats des populations et renforcer leur résilience. L'agence onusienne prévoit de pré-positionner 175.000 tonnes de produits alimentaires dans plus de 60 entrepôts avant le début de la saison des pluies.

En 2019, l'UNICEF compte cibler plus de deux millions d'enfants et leurs mères afin qu'ils bénéficient de services de nutrition de qualité.

Cette année la FAO envisage de fournir à 800.000 ménages d'agriculteurs, de pêcheurs et d'agropasteurs vivant dans des zones d'insécurité alimentaire sévère des semences de légumes et de céréales, des outils agricoles et du matériel de pêche.

Pour soutenir les communautés agropastorales qui dépendent fortement du bétail, la FAO procède à des vaccinations et à d'autres services vétérinaires afin de prévenir la mortalité animale à grande échelle.

Source : ONU

[Au Soudan du Sud, viols et violences sexuelles sont devenus monnaie courante \(experts de l'ONU\) ; la Troïka s'inquiète du regain de violence](#)

20 février 2019

La Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme au Soudan du Sud a dénoncé mercredi la poursuite des violations des droits humains dans ce pays d'Afrique de l'Est, notamment les nombreux viols et violences sexuelles.

Ces violations pourraient être constitutives de crimes de guerre, ont souligné les membres de la Commission.

Selon ce rapport, « la situation s'est nettement aggravé » au Soudan du Sud. Les violences sexuelles, loin d'être en recul, ont augmenté. Surtout dans le nord du pays.

« Il existe une tendance confirmée selon laquelle les combattants attaquent des villages, pillent des maisons, prennent des femmes comme esclaves sexuelles, puis mettent le feu à leurs maisons souvent avec des gens à l'intérieur », a déclaré la Présidente de la Commission, Yasmin Sooka.

« Les viols, les viols collectifs, les mutilations sexuelles, les enlèvements et l'esclavage sexuel, ainsi que les meurtres, sont devenus monnaie courante ».

Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 25% des victimes de violences sexuelles sont des enfants.

A Leer, dans l'État d'Unité du Sud, la Commission a documenté un cas où plus de 8.000 jeunes hommes ont été recrutés pour se battre avec pour mots d'ordre : « Vous allez prendre du bétail à Mayendit, vous enlèverez et violerez également les belles femmes que vous y trouvez, vous pillerez leurs propriétés ».

On a également dit à ces hommes que c'était le moment idéal pour se venger des parents qu'ils avaient perdus durant le conflit et qu'ils n'auraient jamais une telle occasion à l'avenir.

Andrew Clapham, membre de la Commission, a déploré que « l'impunité généralisée reste la norme » au Soudan du Sud.

Des milliers de réfugiés fuyant le Soudan du Sud sont arrivés récemment dans le nord-est de la République démocratique du Congo, faisant état de combats et de violences contre les civils.

La Commission exhorte le gouvernement et toutes les parties au conflit à respecter la cessation des hostilités et à mettre en œuvre l'accord de paix revitalisé qu'ils ont signé il y a cinq mois.

Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Norvège se sont alarmés mercredi de la nouvelle flambée de violence. Les pays de la "Troïka" sont les parrains historiques de l'indépendance du pays et importants bailleurs de fonds.

Le Soudan du Sud a sombré dans la guerre civile en décembre 2013 lorsque le président Salva Kiir, un Dinka, a accusé Riek Machar, son ancien vice-président et membre de l'ethnie nuer, de fomenter un coup d'Etat.

Le conflit, marqué par des atrocités à caractère ethnique et par le recours au viol comme arme de guerre, a fait plus de 380.000 morts, selon une étude récente. Il a poussé plus de quatre millions de Sud-Soudanais --soit près d'un tiers de la population-- à fuir et a également été marqué par la violation d'accords de paix et de cessez-le-feu.

Depuis la signature de l'accord de paix en septembre, les diplomates étrangers assurent que les combats ont diminué dans le pays mais certaines zones sont encore le théâtre d'affrontements, notamment dans le sud du pays où des rebelles n'ayant pas signé l'accord de paix sont opposés aux forces du gouvernement.

Sources : ONU, AFP

Soudan du Sud : l'ONU dénonce la persistance de violences sexuelles brutales dans la région d'Unité

15 février 2019

Un rapport de l'ONU publié ce vendredi met en évidence la persistance des niveaux élevés de violence sexuelle dans la région d'Unité, au nord du Soudan du Sud. Selon ce rapport, au moins 134 femmes et filles ont été violées et 41 ont subi d'autres formes de violence sexuelle et physique entre septembre et décembre 2018.

Parmi ces survivantes relevées dans ce document, certaines n'avaient que 8 ans au moment des faits. Tout porte à croire que le réel niveau de violence sexuelle est considérablement plus élevé que le nombre de cas enregistrés.

Le rapport conjoint du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) souligne que même si les attaques contre les civils ont beaucoup diminué depuis la signature de l'accord de paix le 12 septembre, la violence sexuelle endémique liée au conflit se poursuit dans la région d'Unité.

Près de 90% des femmes et des filles ont été violées par plusieurs agresseurs et souvent pendant plusieurs heures. Des femmes enceintes et des mères allaitantes ont également été victimes de violences sexuelles.

La plupart de ces attaques ont été perpétrées par de jeunes miliciens et des membres de l'Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition pro-Taban Deng (SPLA-IO (TD)), ainsi que par des membres des Forces de défense populaires du Soudan du Sud (SSPDF).

Les violences sexuelles ont été commises dans un contexte d'impunité généralisée, qui a contribué à la normalisation de la violence contre les femmes et les filles.

Dans quelques cas, les attaques ont été menées par des membres de l'Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition pro-Riek Machar (SPLA-IO (RM)).

Source : ONU

Burundi : l'ONU rappelle qu'un dialogue inclusif est la seule option viable pour régler la crise politique ; insécurité alimentaire persistante

19 février 2019

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation au Burundi mardi, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour ce pays, Michel Kafando, a rappelé qu'un dialogue inclusif inter-burundais demeurerait la seule option viable pour un règlement durable de la crise politique et la tenue d'élections en 2020 dans un environnement apaisé.

L'Envoyé spécial a également noté que la situation des droits de l'homme restait préoccupante au Burundi selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).

Quant à la situation humanitaire, elle s'est améliorée depuis 2017, sauf dans certaines parties du pays, en particulier dans les provinces frontalières de l'est et du nord-est.

« Environ un million et demi de personnes restent cependant menacées par l'insécurité alimentaire du fait des difficultés socio-économiques persistantes », a déclaré Michel Kafando. Au 31 décembre 2018, l'ONU estimait à 140.000 le nombre de personnes déplacées et à plus de 347.000 le nombre de réfugiés burundais encore présents dans les pays voisins.

Source : ONU

Litige maritime : le Kenya accuse la Somalie d'avoir cherché à le « tromper »

23 février 2019

La tension diplomatique entre le Kenya et la Somalie ne retombe toujours pas. Nairobi accuse Mogadiscio d'avoir mis aux enchères, le 7 février à Londres, des licences d'exploration pétrolière sur un territoire revendiqué par les deux pays.

Même si le gouvernement somalien a tenté de calmer le jeu, le Kenya n'en reste pas là.

Le ministère kényan des Affaires étrangères a envoyé un courrier très ferme à son voisin. Le gouvernement somalien a pourtant nié toute vente de blocs pétroliers sur la zone litigieuse, ajoutant qu'aucune décision unilatérale ne serait prise sur cette région avant une décision de la Cour internationale de justice. Mais le Kenya juge son voisin de mauvaise foi.

Source : RFI

Kenya : le litige frontalier avec la Somalie fait chuter les exportations de khat

21 février 2019

La tension diplomatique entre le Kenya et la Somalie est en passe de devenir commerciale. Nairobi accuse Mogadiscio d'avoir vendu des licences d'exploration pétrolière sur des eaux revendiquées par les deux pays.

En réaction, le Kenya a rappelé son ambassadeur pour consultation et expulsé le représentant somalien à Nairobi.

Les commerçants somaliens de khat, un arbuste aux propriétés psychotropes, parfois considéré comme une drogue, ont décidé d'être solidaires de leur gouvernement.

Doit-on s'attendre à une guerre du khat ? Des commerçants somaliens ont annoncé que suite au litige frontalier entre leur pays et le Kenya, ils allaient cesser l'importation de l'arbuste en provenance du Kenya et se fournir en Ethiopie.

Un coup dur pour les Kenyans qui exportent 50 tonnes de khat par jour en Somalie, soit un revenu d'un million de dollars selon le bureau national des statistiques. Leur activité souffrait déjà ces derniers temps avec la perte d'une grande partie du marché du Puntland à cause d'impôts introduits par le nouveau pouvoir.

Reste à savoir si l'escalade va continuer. Ce week-end, les deux pays avaient tenté de calmer le jeu. La Somalie avait nié toute vente de licences sur le territoire disputé. Le Kenya avait lui insisté sur le fait que son ambassadeur n'était pas rappelé, mais simplement convoqué pour consultations.

Source : RFI

Amisom : le président somalien à Bujumbura pour évoquer le retrait du Burundi

20 février 2019

Le président somalien Mohamed Farmajo vient de passer deux jours au Burundi pour y rencontrer son homologue Pierre Nkurunziza alors que la mission de l'Union africaine en Somalie, l'Amisom, s'apprête à retirer un millier de soldats burundais de son contingent à la fin du mois.

A l'issue de leur rencontre, le président burundais Pierre Nkurunziza et son homologue somalien Mohamed Farmajo ont appelé à un sommet urgent des chefs d'Etats et de gouvernement des pays contributeurs de troupes de l'Amisom, la mission de l'Union africaine en Somalie.

Cette demande est liée à l'annonce du retrait, d'ici le 28 février, d'un millier de soldats burundais de l'Amisom, une décision désapprouvée par le Burundi. Pour Bujumbura, le déploiement de militaires en Somalie est une source d'argent. Le gouvernement est depuis longtemps accusé de détourner une partie des soldes, payées en dollars et largement financées par l'UE.

Les présidents somalien et burundais ont également demandé que l'Amisom continue d'assurer l'étendue complète de son mandat. Ils se sont également engagés à mener des opérations contre les shebabs aussi vite que possible, en attendant que les forces somaliennes augmentent leurs capacités. A terme, Mogadiscio doit prendre le relais de l'Amisom.

Source : RFI

Le Kenya demande la fermeture du camp de réfugiés de Dadaab

18 février 2019

C'est une information exclusive RFI. Le Kenya demande à l'ONU de fermer le camp de réfugiés de Dadaab. Ce site géant, ouvert dans les années 1990, près de la frontière somalienne et qui fût, dans le passé, le plus grand camp de réfugiés du monde, abrite encore aujourd'hui plus de 200 000 personnes, en majorité des Somaliens.

La raison invoquée est floue, mais Nairobi affirme que « Dadaab a été utilisé comme base pour des activités mettant en danger la sécurité nationale, notamment le terrorisme ». La phrase semble faire référence à l'attaque des islamistes somaliens shebabs contre le complexe hôtelier Dusit, à Nairobi, il y a un mois, et qui a fait 21 morts.

Depuis, l'enquête a révélé qu'au moins un membre du commando était passé par Dadaab où il aurait reçu de l'aide pour mener l'attentat.

Le ministère explique avoir fait preuve de patience mais que « la délocalisation des réfugiés de Dadaab est un problème urgent », « inquiétant » et « *non résolu depuis des décennies* ».

Source : RFI

Tanzanie : la Chinoise Yang Fenlan condamnée à 15 ans de prison pour trafic d'ivoire

19 février 2019

"Aujourd'hui est un grand jour pour la Tanzanie", a aussitôt réagi la fondation de protection de la nature PAMS (Protected Area Management Solutions) sur sa page Facebook. Un de ses responsables, le Sud-Africain Wayne Lotter, avait été tué en août 2017 à Dar es Salaam par des inconnus, selon ses collègues.

Yang Fenlan, surnommée "*la reine de l'ivoire*", a été reconnue coupable, par un tribunal local, de participation "au crime organisé" pour le trafic de 860 défenses d'éléphant. Elle encourait 30 ans de prison. Agée de 69 ans, elle a joué un rôle d'intermédiaire pendant près de 15 ans entre braconniers et acheteurs internationaux.

Deux hommes d'affaires tanzaniens comparaissaient, le 19 février 2019, dans la même affaire. Ils ont été également reconnus coupables et éclopent, eux aussi, d'une peine de 15 ans de prison. La Tanzanie est l'un des pays d'Afrique où vit la plus importante population de pachydermes.

Celle-ci vient d'ailleurs d'enregistrer sa plus forte chute depuis 25 ans, en raison d'une recrudescence d'actes de braconnage, encouragés par une forte demande d'ivoire en Asie et au Moyen Orient.

Selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), l'Afrique compte environ 415 000 éléphants, soit 111 000 de moins que lors de la dernière décennie. Et le massacre continue au rythme vertigineux de près de 30 000 éléphants par an.

Source : Franceinfo avec AFP

Madagascar : le rapport musclé du SeFaFi, l'observatoire de la vie publique

23 février 2019

Le très sérieux Observatoire de la vie publique, SeFaFi en malgache, a publié vendredi son recueil annuel de communiqués. C'est un concentré de textes argumentés, souvent au vitriol, qui dénoncent les errements des dirigeants politiques et pointent du doigt des décisions, lois ou projets qui contreviennent à la notion même de bien commun.

2018 aura évidemment été marquée par l'élection présidentielle, ses préparatifs, ses deux scrutins, et bien sûr, son processus décrié de dépouillement. Bilan de l'année écoulée et perspectives pour celle à venir.

Pour 2019, on promet déjà d'être vigilant sur deux points majeurs nous précise Ralison Andriamandranto, membre du SeFaFi :

« Il faut absolument que Madagascar éradique la culture de l'impunité.

Un fléau à la fois culturel mais aussi lié aux pratiques de ceux qui détiennent le pouvoir. Il y a eu des arrestations un peu spectaculaires contre des gens récemment, notamment accusés de trafic de bois de rose ou de trafic d'influence auprès des services des douanes.

C'est une bonne chose, maintenant il faut aller plus loin : il faut vraiment sévir contre tous les gens qui se sont livrés à tous les trafics. S'occuper d'autres contrevenants et aller vraiment au bout des procès et sanctionner ».

Source : RFI

Mozambique : le fils de l'ex-président arrêté pour corruption

15 février 2019

Ndambi Guebuza, fils aîné des quatre enfants de de l'ex-président mozambicain Armando Guebuza a été arrêté ce week-end à son domicile dans le cadre de l'enquête sur un réseau de corruption ayant profité de la « dette cachée » du Mozambique.

Mais qu'est-ce que cette « dette cachée » ? Le nœud de l'affaire se trame au début de la décennie. Le Mozambique contracte des prêts via des entreprises publiques pour plus de deux milliards de dollars. Une somme considérable si on la met en perspective avec le PIB du Mozambique.

Des prêts dissimulés au Parlement et aux bailleurs de fonds internationaux.

Cet argent permet l'achat de navires, des thoniers, mais aussi des bateaux militaires, équipement en partie fabriqué en France.

Mais le secret n'est pas gardé bien longtemps.

En 2016, cette « dette cachée » apparaît au grand jour et c'est l'économie du Mozambique qui prend l'eau.

La majorité des bailleurs de fonds gèlent leurs aides et le Mozambique doit interrompre le remboursement de ses créances. Aujourd'hui encore, le gouvernement cherche à les renégocier.

Des ONG refusent que l'Etat rembourse cette « dette cachée » d'autant que de nombreuses zones d'ombres demeurent sur l'utilisation de ces fonds. Selon un audit réalisé par un cabinet indépendant, la trace d'un quart de l'argent emprunté - 500 millions de dollars - a été perdue et les équipements achetés auraient été largement surfacturés, à hauteur de 700 millions de dollars.

La justice américaine estime qu'au moins 200 millions de dollars ont servi à verser des pots-de-vin à des industriels, des banquiers et des responsables mozambicains.

Parmi eux, Manuel Chang, l'ancien ministre des Finances, soupçonné d'avoir signé le contrat des emprunts aurait à lui seul perçu 12 millions de dollars.

Il a été arrêté fin décembre en Afrique du Sud sur demande des Etats-Unis. Il est depuis incarcéré.

Trois ex-collaborateurs du Crédit suisse ont également été mis en examen à Londres en janvier, avant d'être libérés sous caution.

Autre suspect dans cette affaire : Jean Boustani a lui été arrêté à New York. Ce Libanais a travaillé en tant que négociant en chef de la Prininvest, un groupe de construction navale. Selon l'acte d'accusation de la justice américaine, les entreprises publiques impliquées dans ce dossier auraient été des façades pour que les cinq suspects puissent s'enrichir personnellement.

Source : RFI / Pauline Gleize

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Erdogan veut une zone de sécurité "sous contrôle turc" en Syrie

24 février 2019

La zone de sécurité que les Etats-Unis envisagent de créer dans le nord-est de la Syrie devrait être placée sous le contrôle de la Turquie, a déclaré samedi le président Recep Tayyip Erdogan à la chaîne CNN Türk.

L'idée d'une "zone de sécurité" a été dévoilée jeudi par la Maison blanche et précisée vendredi par un responsable de l'administration Trump, qui a indiqué que 200 soldats américains pourraient y rester stationnés dans le cadre d'une mission de maintien de la paix.

Elle vise à protéger les Forces démocratiques syriennes (FDS), alliées de la coalition internationale sous commandement américain dans la lutte contre le groupe Etat islamique (EI), d'une attaque de la Turquie après le retrait du gros des troupes américaines décidé en décembre par Donald Trump.

Ankara considère la composante kurde des FDS, les Unités de protection populaire (YPG), comme une organisation terroriste.

"S'il doit y avoir une zone de sécurité le long de notre frontière, elle doit être sous notre contrôle. Parce que c'est ma frontière", a déclaré Recep Tayyip Erdogan.

Source : Reuters

Trump accepte de laisser des militaires en Syrie, mais assure ne pas faire machine arrière

22 février 2019

Le président américain Donald Trump a finalement accepté de laisser environ 200 soldats dans le nord-est syrien, dans l'espoir de convaincre des Européens réticents de participer à une force d'observation d'un millier d'hommes pour protéger les alliés kurdes.

"Je ne fais pas machine arrière", a assuré vendredi M. Trump qui avait annoncé en décembre un retour "immédiat" des quelque 2.000 soldats américains engagés dans la lutte contre le groupe Etat islamique (EI) en Syrie.

Le sénateur républicain Lindsey Graham, qui s'est publiquement opposé au retrait militaire total de Syrie, s'est félicité sur la chaîne Fox News de la décision du président américain.

"Ces 200 soldats vont probablement attirer 1.000 Européens."

"Des milliers d'Européens ont été tués par des combattants de l'EI venus de Syrie en Europe", a affirmé le sénateur, exagérant largement le nombre de victimes des attentats attribués à l'EI en Europe. "Maintenant, la tâche incombe à l'Europe. 80% de l'opération devrait être européenne et peut-être 20% pour nous."

Selon les estimations du Global Terrorism Index, le terrorisme a fait quelque 700 morts en Europe depuis 2014, année de l'auto proclamation par l'EI de son "califat" sur un large territoire à cheval sur la Syrie et l'Irak.

Mais M. Trump souhaite retirer les troupes américaines des théâtres extérieurs comme la Syrie et l'Afghanistan, conformément à son slogan "l'Amérique d'abord". Le chef d'état-major américain, le général Joe Dunford, s'est déclaré convaincu que les Européens accepteraient de participer à cette force maintenant que les Etats-Unis ont accepté de maintenir certains effectifs.

L'objectif est double : maintenir un effort antiterroriste pour éviter la résurgence de l'EI, mais aussi ne pas abandonner à leur sort les Kurdes des Forces démocratiques syriennes (FDS) qui ont mené sur le sol syrien les combats contre l'EI, avec l'appui de la coalition, et que la Turquie menace d'attaquer.

"Nous avons besoin d'une zone tampon entre la Turquie et les Forces démocratiques", a indiqué M. Graham. "On ne veut pas finir une guerre et en déclencher une autre".

Outre les 200 militaires dans le nord-est, Washington compte maintenir une présence sur la base américaine d'al-Tanf, dans le sud du pays (près des frontières jordanienne et irakienne).

Source : AFP

Syrie : face à l'afflux de déplacés, les forces anti-EI en appellent aux pays concernés

24 février 2019

Les forces arabo-kurdes en Syrie ont exhorté dimanche les gouvernements étrangers à "assumer leurs responsabilités" face à l'afflux de milliers de leurs ressortissants évacués de l'ultime réduit du groupe Etat islamique (EI), qualifié de "plus grand défi" alors que de nouvelles vagues sont attendues.

Quelques 5.000 personnes --hommes, femmes et enfants-- ont quitté depuis mercredi la dernière poche de l'EI, où les jihadistes jusqu'au-boutistes sont terrés dans moins d'un demi-kilomètre carré à Baghouz, aux confins orientaux de la Syrie.

"Alors que des milliers d'étrangers fuient le califat en ruine, le fardeau qui est déjà trop lourd pour nous devient encore plus lourd", a prévenu dans la nuit de samedi à dimanche Moustafa Bali, le porte-parole des FDS.

"C'est le plus grand défi qui nous attend à moins que les gouvernements agissent et assument leurs responsabilités à l'égard de leurs citoyens", a-t-il ajouté dans un tweet, en allusion notamment aux pays occidentaux, dont de nombreux ressortissants avaient rejoint l'EI en Syrie ces dernières années.

"Même nos prisons ne peuvent pas accueillir tous les combattants" sortant de la dernière poche, a renchéri Abdel Karim Omar, chargé des Affaires étrangères au sein de l'administration semi-autonome kurde.

"La communauté internationale n'assume pas ses responsabilités", a-t-il jugé.

Les forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance arabo-kurde soutenue par une coalition internationale anti-EI dirigée par les Etats-Unis, ont suspendu ces derniers jours la phase "finale" de leur offensive pour éviter un bain de sang, accusant les jihadistes d'utiliser les civils comme "boucliers humains". Quelque 2.000 personnes seraient encore présentes dans la poche.

Encerclés depuis des semaines, les derniers combattants de l'EI ont truffé de mines ce bout de territoire et empêcheraient certains civils de fuir dans l'espoir de retarder l'assaut final des FDS. En attendant, les FDS s'affairent à la gestion de l'afflux de ceux déjà évacués, fouillés d'abord sur le front puis transférés vers des camps de déplacés dans le nord-est syrien.

A son apogée en 2014, l'EI contrôlait un territoire vaste comme la Grande-Bretagne en Irak et en Syrie. Des milliers d'étrangers avaient alors rejoint ce "califat" autoproclamé, prônant un islam ultraradical.

Les conditions sont très difficiles à al-Hol, camp surpeuplé qui accueille plus de 40.000 personnes. "Il y a besoin de manière urgente de tentes supplémentaires, d'articles sanitaires, de médicaments", a souligné l'Ocha, agence de l'ONU. Déclenchée en 2011, la guerre en Syrie a fait plus de 360.000 morts et déplacé plusieurs millions de personnes.

Source : AFP

Syrie : au moins 24 morts dans un double attentat à Idleb (ONG)

18 février 2019

Au moins 24 personnes, dont 16 civils, ont été tuées lundi en Syrie dans un double attentat dans la ville d'Idleb (nord-ouest), dominée par l'organisation jihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS), selon un nouveau bilan de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

HTS, une organisation dominée par l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, contrôle toute la région d'Idleb. Quelques rebelles affaiblis ainsi que des cellules dormantes des jihadistes du groupe Etat islamique (EI) sont aussi présents dans cette province qui échappe au contrôle du régime de Bachar al-Assad.

Le double attentat a frappé une rue où se trouve un "conseil local" géré par "le "Gouvernement du Salut", l'instance administrative mise en place par HTS pour gérer ses territoires, a précisé l'ONG.

Le 18 janvier, au moins 11 personnes, dont 7 jihadistes, avaient été tuées dans une attaque visant HTS dans cette même province.

La province d'Idleb a longtemps été le théâtre de luttes intestines entre jihadistes et rebelles, parfois marquées par des assassinats ciblés ou des attentats à la bombe.

Le 11 janvier, après plusieurs jours de combats meurtriers face à une importante alliance rebelle, HTS a dévoilé un accord lui permettant d'étendre son emprise sur toute la province, par le biais du "Gouvernement du Salut".

La région et les territoires insurgés adjacents font par ailleurs l'objet depuis septembre d'un accord russo-turc sur une "zone démilitarisée", resté lettre morte mais ayant permis à la région d'éviter une vaste offensive militaire du régime de Bachar al-Assad.

Samedi, l'OSDH a rapporté que 18 civils, dont 8 enfants, avaient été tués au cours des dernières 24 heures dans des bombardements du régime syrien dans cette région.

Déclenché en 2011 par la répression par le régime de manifestations prodémocratie pacifiques, le conflit en Syrie a fait plus de 360.000 morts et des millions de déplacés et réfugiés.

Source : AFP

Assad met les Syriens en garde contre les projets des Etats-Unis

17 février 2019

Donald Trump souhaite retirer les 2.000 militaires américains déployés en Syrie d'ici la fin avril, projet qui inquiète fortement les alliés européens de Washington ainsi que les Forces démocratiques syriennes (FDS), majoritairement composées de combattants kurdes, que le Pentagone a soutenues dans la lutte contre le groupe Etat islamique.

Le dirigeant syrien Bachar al Assad a prévenu dimanche les combattants Kurdes, qui tiennent l'essentiel du nord du pays, que les Américains ne les défendront pas. Les FDS sont perçues comme une menace par Ankara qui les considère comme l'émanation syrienne des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui opèrent dans le Sud-Est turc.

Le retrait américain a conduit les dirigeants kurdes à se rapprocher de Damas et de la Russie, principal allié du régime syrien, espérant ainsi préserver leurs gains territoriaux. "Personne ne vous protégera à par votre Etat", a déclaré dimanche Bachar al Assad".

Source : Reuters

Syrie : une vaste opération humanitaire a assisté 40.000 civils syriens bloqués à Rukban

15 février 2019

L'ONU et le Croissant-Rouge arabe syrien (SARC) ont achevé jeudi la distribution d'une aide humanitaire indispensable à plus de 40.000 civils syriens déplacés dans le camp de fortune de Rukban, dans le sud-est de la Syrie, à la frontière avec la Jordanie.

Cette opération humanitaire complexe et de grande ampleur est « la plus grande jamais entreprise par l'ONU en Syrie », a déclaré le bureau des Nations Unies dans ce pays.

Cette opération a duré neuf jours, impliquant 133 camions et plus de 300 personnes, dont du personnel humanitaire, des volontaires et des fournisseurs commerciaux.

Il a fallu plus de deux mois de négociations avec toutes les parties pour garantir un accès sécurisé au site. Ce n'est que la deuxième fois que l'ONU parvient à se rendre dans ce camp isolé depuis la Syrie, où les mois d'hiver ont aggravé une situation déjà catastrophique. Le premier convoi a eu lieu en novembre 2018.

Un porte-parole du HCR, Andrej Mahecic, a témoigné des conditions de vie extrêmement dures :

« Les enfants marchent pieds nus dans les flaques d'eau et la boue, sous une pluie froide et continue ». « Les mariages précoces pour les jeunes filles sont monnaie courante.

Certaines femmes ont fait l'objet de mariages en série et d'autres nous ont dit qu'elles pratiquaient le sexe de survie en dernier recours. Parmi les femmes, beaucoup sont terrifiées à l'idée de sortir, car il y a de sérieux risques d'abus sexuel et de harcèlement ».

Source : ONU

L'Iran affirme avoir tiré avec succès un missile d'un sous-marin ; sabotage de missiles par des "ennemis" déjoué selon les Gardiens de la révolution

24 février 2019

L'Iran a lancé avec succès dimanche un missile de croisière dans le cadre de manœuvres navales près du détroit d'Ormuz, rapporte l'agence de presse officielle Irna, sur fond de tensions avec les États-Unis. Une centaine de navires participent aux manœuvres en cours dans une vaste région qui s'étend du détroit d'Ormuz à l'océan Indien, selon les médias iraniens.

Le développement du programme de missiles iranien, notamment des missiles balistiques, suscite l'inquiétude des États-Unis et des pays européens.

Par ailleurs, les Gardiens de la révolution, armée d'élite iranienne, ont affirmé avoir déjoué une tentative par des "ennemis" de sabotage de missiles iraniens pour qu'ils "explorent en vol".

"Ils ont essayé du mieux qu'ils pouvaient de saboter une petite pièce que nous importons pour faire en sorte que nos missiles n'atteignent pas leur cible et explosent en vol", a expliqué le commandant de la division aérospatiale des Gardiens de la révolution, Amir Ali Hajizadeh.

"Mais ils n'ont en fait rien pu faire car nous avons vu cette tentative venir depuis le début et renforcé ce secteur", a-t-il ajouté, accusant les "ennemis" de l'Iran de sabotage, sans nommer aucun pays.

Selon M. Hajizadeh, des tentatives de sabotage similaires avaient déjà eu lieu par le passé, notamment contre les secteurs nucléaire et pétrolier. Selon des informations publiées par le New York Times en février, l'administration américaine de Donald Trump a soutenu un programme secret destiné à saboter des roquettes et missiles iraniens.

Washington tentait, selon le quotidien américain, de "glisser des pièces et du matériel défectueux dans la chaîne d'approvisionnement de l'industrie aérospatiale iranienne" dans le cadre d'une campagne visant à affaiblir l'armée de Téhéran.

L'Iran a freiné le développement de son programme nucléaire dans le cadre de l'accord conclu en 2015, prévoyant d'alléger les sanctions contre le pays, mais Téhéran continue de développer son programme de missiles balistiques.

En mai 2018, Donald Trump s'est retiré de l'accord sur le nucléaire iranien et a rétabli un lourd régime de sanctions contre le pays. Les programmes balistiques de la République islamique inquiètent les Occidentaux qui l'accusent de vouloir augmenter la portée de ses missiles et de déstabiliser le Moyen-Orient, et Israël, ennemi juré de Téhéran.

Certains généraux iraniens affirment régulièrement souhaiter la destruction de l'État hébreu.

La résolution 2231 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée en 2015, appelle l'Iran à "ne mener aucune activité liée aux missiles balistiques conçus pour pouvoir emporter des charges nucléaires, y compris les tirs recourant à la technologie des missiles balistiques".

Sources : Reuters, AFP

L'Iran respecte l'accord sur le nucléaire, dit l'AIEA

22 février 2019

L'Iran continue de respecter les termes de l'accord de Vienne signé en 2015 sur le contrôle de son programme nucléaire, indique un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), vendredi.

L'agence onusienne précise dans un document trimestriel consulté par Reuters que la république islamique respectait les quotas d'uranium enrichi qu'elle était autorisée à produire ainsi que les stocks de cette matière fissible.

L'AIEA ajoute qu'elle a pu réaliser ces évaluations lors d'inspections inopinées dans toutes les installations nucléaires en Iran.

L'accord conclu en 2015 après des années de négociations prévoit un contrôle de la production nucléaire iranienne en échange d'une levée progressive des sanctions économiques.

Donald Trump a décidé en mai dernier de retirer les Etats-Unis de ce protocole, estimant qu'il était l'un des pires accords jamais conclus.

Le président américain a rétabli des sanctions pour contraindre l'Iran à négocier de nouvelles conditions d'accord, ce que les dirigeants iraniens ont exclu.

Les trois pays européens signataires de l'accord, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, tentent de mettre au point un système pour échapper aux sanctions américaines et permettre à certaines entreprises de continuer à commercer avec l'Iran.

Source : Reuters

L'Iran n'exclut pas l'éventualité d'un conflit militaire avec Israël

21 février 2019

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a accusé Israël de faire preuve de témérité en menant des séries de bombardements contre la Syrie et déclaré qu'il ne pouvait exclure l'hypothèse d'un conflit militaire entre l'Iran et l'Etat hébreu.

S'exprimant dans un entretien au journal allemand Sueddeutsche Zeitung publié jeudi, il a souligné que Téhéran, allié de Damas, avait des positions en Syrie à la demande du gouvernement syrien tandis qu'Israël violait l'espace aérien libanais, l'espace aérien syrien et le droit international.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a confirmé la semaine dernière que l'armée israélienne avait mené un nouveau raid en Syrie qui, selon l'armée syrienne, a détruit un hôpital et un poste d'observation militaire.

Source : Reuters

L'Iran lance un sous-marin capable de tirer des missiles de croisière

17 février 2019

L'Iran a inauguré dimanche un sous-marin capable de tirer des missiles de croisière, réaffirmant ainsi sa volonté d'autonomie en matière de défense dans un contexte de tensions avec les Etats-Unis, a rapporté la télévision d'Etat.

"Aujourd'hui, la République islamique devient complètement autosuffisante sur terre, dans les airs et sur la mer", a déclaré le président iranien Hassan Rohani.

Selon lui, "la pression des ennemis, la guerre (entre l'Iran et l'Irak, de 1980 à 88) et les sanctions" ont poussé l'Iran à devenir autosuffisant en matière de défense.

Washington a fait de l'Iran son principal ennemi et a adopté des sanctions économiques draconiennes après s'être retiré en 2018 de l'accord sur le nucléaire iranien jugé trop laxiste par Donald Trump.

Les programmes balistiques de la République islamique inquiètent les Occidentaux qui accusent l'Iran de vouloir augmenter la portée de ses missiles et de déstabiliser le Moyen-Orient, et Israël, ennemi juré de Téhéran. Certains généraux iraniens affirment régulièrement souhaiter la destruction de l'Etat hébreu.

Source : AFP

L'Iran juge le mécanisme commercial européen Instex insuffisant

17 février 2019

Le mécanisme d'échanges commerciaux proposé par les pays européens pour sauver l'accord de juillet 2015 sur le contrôle du programme nucléaire de l'Iran n'est pas suffisant, a estimé dimanche le ministre iranien des Affaires étrangères.

La France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, toutes trois signataires de l'accord de Vienne encadrant les activités nucléaires de la république islamique en échange d'une levée progressive des sanctions économiques, tentent de sauver ce protocole après la décision de Donald Trump d'en retirer les Etats-Unis en mai dernier.

Ce mécanisme commercial baptisé Instex vise à contourner les sanctions économiques rétablies par les Etats-Unis contre l'Iran afin de contraindre Téhéran à négocier un nouvel accord.

Washington demande que les Européens sortent à leur tour de cet accord mais le groupe E3 (France, Allemagne et Grande-Bretagne) entend sauver ce qui est possible.

L'Instex est un mécanisme destiné à échapper aux sanctions américaines éventuelles contre les pays qui continueraient à commercer avec l'Iran. Pour l'instant, le périmètre de ce mécanisme est limité à des secteurs essentiels comme les produits pharmaceutiques et médicaux mais aussi agroalimentaires avec des échanges non libellés en dollars.

Source : Reuters

Turquie : arrestation de 295 militaires turcs soupçonnés de liens avec Gülen

22 février 2019

Les autorités turques ont ordonné vendredi l'arrestation de 295 militaires soupçonnés de liens avec le réseau du prédicateur Fethullah Gülen, accusé d'avoir orchestré la tentative de coup d'Etat de juillet 2016.

Parmi ces militaires, figurent trois colonels, huit commandants et dix lieutenants. Depuis juillet 2016, plus de 77.000 personnes sont emprisonnées dans l'attente d'un procès et des arrestations massives sont régulièrement effectuées par la police.

Les autorités ont également suspendu ou limogé 150.000 fonctionnaires et militaires. Les opposants d'Erdogan accusent le chef de l'Etat d'utiliser le putsch manqué comme prétexte pour réprimer toute voix dissidente.

Source : Reuters

Turquie : prison à vie requise contre le mécène Osman Kavala

20 février 2019

Un procureur turc a requis mercredi la prison à perpétuité contre l'homme d'affaires et mécène Osman Kavala, figure majeure de la société civile, l'accusant de "tentative de renversement du gouvernement" pour son soutien à des manifestations anti-Erdogan.

L'acte d'accusation le visant a été envoyé à un tribunal qui doit encore l'accepter avant de fixer une date de procès. Outre M. Kavala, 15 autres personnes sont visées par le procureur, qui réclame la même peine pour tous, a rapporté l'agence de presse étatique Anadolu.

D'après l'agence, d'autres personnalités connues, comme le journaliste Can Dündar, réfugié en Allemagne, et l'acteur Mehmet Ali Alabora, figurent parmi les personnes visées par l'acte d'accusation finalisé mercredi.

Détenu depuis plus d'un an dans la prison de Silivri, près d'Istanbul, M. Kavala est accusé par le président Recep Tayyip Erdogan d'avoir financé des manifestations antigouvernementales en 2013, connues sous le nom de "mouvement de Gezi".

M. Kavala, un mécène respecté dans les cercles intellectuels en Turquie et à l'étranger, notamment en France, a été interpellé le 18 octobre 2017 puis placé en détention provisoire le 1^{er} novembre suivant.

Son incarcération est régulièrement dénoncée par des responsables européens et des défenseurs des droits de l'homme. M. Kavala est régulièrement pris pour cible par la presse proche du pouvoir turc qui l'accuse pêle-mêle d'être lié à une tentative de coup d'Etat en juillet 2016 et à un retentissant scandale de corruption visant l'entourage de M. Erdogan en décembre 2013.

M. Kavala, qui milite pour la reconnaissance du génocide arménien, est régulièrement qualifié de "Soros Rouge" par la presse progouvernementale, en référence au milliardaire et philanthrope américain d'origine hongroise George Soros.

En novembre, le président Erdogan avait violemment critiqué M. Kavala, l'accusant d'être à la solde du "célèbre juif hongrois Soros". L'Open Society Foundation de George Soros a mis fin à ses activités en Turquie après ces déclarations.

Les manifestations de Gezi ont débuté en mai 2013 avec l'opposition d'un petit noyau de militants écologistes à un projet d'aménagement à Istanbul avant de se transformer en mouvement de contestation plus global contre M. Erdogan, qui était alors Premier ministre.

La répression contre les sympathisants de Gezi a connu un regain d'intensité à l'automne 2018, soit plus de cinq ans après les manifestations, avec l'arrestation de plusieurs universitaires et figures de la société civile proches de M. Kavala.

La Turquie est régulièrement pointée du doigt par les organisations de défense des droits humains qui s'inquiètent de la dégradation de l'état de droit ces dernières années. Depuis le mouvement de Gezi, la plupart des manifestations sont interdites dans le centre d'Istanbul.

L'arrestation de M. Kavala s'inscrit en outre dans un contexte de purges massives depuis le putsch manqué de 2016, imputé par Ankara au prédicateur Fethullah Gülen qui réside aux Etats-Unis. Ce dernier a formellement démenti toute implication. Depuis le coup de force, plus de 55.000 personnes ont été arrêtées et plus de 140.000 limogées ou suspendues.

Source : AFP

Turquie : les peines de prison de journalistes d'opposition confirmées en appel

19 février 2019

Un tribunal turc a confirmé en appel mardi des peines de prison ferme contre d'anciens journalistes du quotidien d'opposition Cumhuriyet dont le procès est devenu le symbole des atteintes à la liberté de la presse sous Recep Tayyip Erdogan. Le pays occupe la 157^e place sur 180 au classement 2018 de la liberté de la presse établi par RSF.

Accusés d'avoir aidé des "organisations terroristes", 14 anciens dirigeants avaient été condamnés en avril 2018 à des peines allant de deux ans et demi à plus de huit ans de prison. Leur procès, très suivi à l'étranger, a suscité les critiques de pays occidentaux et de défenseurs des libertés.

Après le rejet en appel, les ex-collaborateurs de Cumhuriyet condamnés à des peines de prison supérieures à cinq ans peuvent encore saisir la Cour de cassation. C'est le cas notamment de l'ex-patron du journal Akin Atalay ou de l'ancien rédacteur en chef Murat Sabuncu. En revanche, 6 condamnés à moins de cinq ans de prison devront retourner derrière les barreaux.

Pour Erol Onderoglu, représentant en Turquie de Reporters sans frontières (RSF), la décision du tribunal mardi montre que les autorités sont "déterminées à aller jusqu'au bout de leur opération punitive" contre Cumhuriyet, l'un des derniers journaux critiques du pays.

Le rejet de l'appel "montre une fois de plus comment des procès politiquement motivés et des verdicts incohérents sont tout simplement validés par des décisions en appel tout aussi partiales", a dénoncé Andrew Gardner, chercheur à Amnesty International en Turquie.

L'"affaire Cumhuriyet", qui a commencé fin 2016 après l'arrestation d'une vingtaine de collaborateurs du journal, est devenue le symbole de la détérioration de la liberté de la presse en Turquie, notamment depuis une tentative de coup d'Etat survenue en juillet 2016.

Source : AFP

Pas question de renoncer aux missiles S-400 russes, dit Erdogan

16 février 2019

La Turquie ne reviendra pas sur sa décision d'acheter des missiles sol-air S-400 à la Russie en dépit des pressions des USA, a prévenu le président Recep Tayyip Erdogan. L'administration US avait donné jusqu'au 15 février à Ankara pour répondre à une offre rivale américaine qu'elle menaçait de retirer si la Turquie, membre de l'Otan, persistait à acheter les S-400.

Washington a aussi prévenu Ankara que le contrat conclu avec Moscou pourrait remettre en cause l'achat d'avions de chasse furtifs F-35 auprès de Lockheed Martin et entraîner l'instauration de sanctions américaines.

Le président Erdogan est resté insensible à ces menaces.

Il ne s'est pas dit hostile à l'achat de missiles Patriot de l'américain Raytheon, tant qu'un tel contrat servirait les intérêts de de la Turquie.

L'offre formelle de missiles Patriot expire à la fin mars. Le contrat est estimé à 3,5 milliards de dollars. Ankara a signé fin 2017 avec Moscou un contrat estimé à 2,5 milliards de dollars pour la livraison des S-400, prévue en juillet prochain.

Source : Reuters

Législatives en Israël : les principaux rivaux de Netanyahu font alliance

21 février 2019

Les deux principaux rivaux de Benjamin Netanyahu ont noué une alliance, à un mois et demi des législatives, qui doit leur permettre de menacer le long règne du Premier ministre, déjà confronté au risque d'inculpation pour corruption présumée.

Les sondages ont jusqu'alors donné M. Netanyahu et le Likoud, son parti, vainqueurs des élections anticipées du 9 avril. Mais le pacte conclu par ses challengers centristes peut, au moins, secouer la campagne.

Les chances de cette alliance seraient a priori renforcées si le procureur général annonçait avant le scrutin son intention d'inculper le Premier ministre dans les affaires de corruption présumée qui le visent.

M. Netanyahu, en poste depuis une décennie, a mis le cap un peu plus à droite avant même l'annonce de l'accord passé entre Benny Gantz, ancien chef d'état-major à la tête du nouveau parti Résilience, et Yair Lapid, numéro un du parti centriste Yesh Atid (11 sièges sur 120 dans le Parlement sortant).

Mercredi, il a signé un accord poussant plusieurs formations tout à la droite du spectre politique à s'unir en vue des législatives, au risque d'être accusé d'avoir fait entrer une formation d'extrême droite "raciste" à la Knesset.

"Le choix est clair : ce sera soit un gouvernement de gauche Lapid-Gantz soutenu par les partis arabes, soit un gouvernement de droite dirigé par Netanyahu", a dit le Likoud. Le point de gravité politique s'est fortement déplacé vers la droite en Israël ces dernières années.

Le coût de la vie et la sécurité sont annoncés comme les préoccupations primordiales des électeurs. Une grande partie de la population est lasse des appels à une solution dite à deux Etats vis-à-vis du conflit israélo-palestinien.

Le gouvernement de M. Netanyahu est déjà considéré comme le plus à droite de l'histoire d'Israël.

L'historique parti travailliste et ce qui se trouve à sa gauche sont mal en point. Mais Gantz-Lapid, c'est aussi la gauche, a assuré de nouveau M. Netanyahu.

En cas de réélection, M. Netanyahu battrait le record de longévité du père fondateur de l'Etat d'Israël, David Ben Gourion.

Il n'est pas légalement tenu de démissionner s'il est inculpé et tant qu'une éventuelle condamnation n'est pas définitive.

Source : AFP

Conflit israélo-palestinien : l'ONU s'inquiète de la montée de l'extrémisme et des risques de guerre

20 février 2019

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée mercredi à la situation au Moyen-Orient, l'envoyé de l'ONU dans la région, Nickolay Mladenov, s'est inquiété de la montée de l'extrémisme et des risques de guerre entre Israéliens et Palestiniens.

« La perspective d'une paix durable s'estompe de jour en jour à mesure que le spectre de la violence et du radicalisme se développe », a dit M. Mladenov, qui est le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient.

« Nous travaillons d'arrache-pied pour préserver cette perspective alors que la dégradation de la réalité sur le terrain érode systématiquement la viabilité de la solution à deux États. Les extrémistes ont à nouveau le vent en poupe et le risque de guerre continue de peser lourd ».

Selon M. Mladenov, « les mesures unilatérales, la violence persistante, les pressions financières et l'absence de progrès sur la voie de la paix pèsent lourdement sur la société palestinienne et sapent les fondements de la paix ».

En 2018, l'Autorité palestinienne avait un déficit budgétaire d'environ 1 milliard de dollars, dont plus de 60% étaient couverts par l'aide des donateurs. Ce déficit devrait augmenter en 2019 en raison du retrait de fonds importants des donateurs et de la détérioration de la situation économique.

Selon l'envoyé de l'ONU, parallèlement à ces développements inquiétants, et malgré les efforts concertés déployés par l'Égypte pour réunir les factions palestiniennes, les récentes mesures politiques prises par les Palestiniens pourraient encore creuser le fossé grandissant entre la Cisjordanie et Gaza.

La Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires (OCHA), Ursula Mueller, a noté pour sa part que la situation humanitaire dans le Territoire palestinien occupé, en particulier dans la bande de Gaza, s'était détériorée en 2018.

« Le système de santé à Gaza risque de s'effondrer ».

Selon Mme Mueller, alors que la situation humanitaire en Cisjordanie est moins grave, de nombreuses familles et communautés palestiniennes de la zone C, de la ville d'Hébron et de Jérusalem-Est sont confrontées à des pressions croissantes.

« Les démolitions, les expulsions, les restrictions de mouvement et d'accès et la montée de la violence liée aux colons continuent de créer un environnement propice à un transfert forcé de nombreux Palestiniens ».

La responsable d'OCHA a également noté que parallèlement à la dégradation des conditions humanitaires, la capacité de la communauté humanitaire à fournir de l'aide est de plus en plus contrainte.

« L'année dernière, le financement était à son niveau le plus bas : l'appel lancé en 2018 pour le territoire palestinien occupé n'a été financé qu'à hauteur de 46%, ce qui est inférieur à la moyenne mondiale de 60% ».

Cela reflète non seulement les coupes opérées pour l'UNRWA, le plus important fournisseur d'aide humanitaire dans le Territoire palestinien occupé, mais également pour d'autres agences des Nations Unies et ONG, réduisant ainsi leur capacité à fournir de l'aide », a souligné Mme Mueller.

Source : ONU

Report de la rencontre Netanyahu-Poutine prévue jeudi

20 février 2019

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a reporté mercredi une rencontre prévue jeudi en Russie avec le président Vladimir Poutine, un choix tenant au calendrier des prochaines législatives en Israël, selon des responsables dans les deux pays.

M. Netanyahu était censé voir M. Poutine pour discuter de la Syrie, pays voisine d'Israël. Il devait s'agir de leur premier face-à-face prolongé depuis le 17 septembre, date à laquelle des batteries syriennes avaient abattu par erreur un avion russe lors d'une opération aérienne israélienne.

La mort de 15 soldats russes avait provoqué de sérieuses tensions entre la Russie et Israël et remis en cause la liberté d'action revendiquée par Israël en Syrie.

Ces entretiens prévus jeudi coïncidaient toutefois avec une échéance électorale significative en Israël, avec la date butoir pour soumettre les listes de candidats aux législatives du 9 avril.

M. Netanyahu avait qualifié dimanche les discussions à venir avec M. Poutine de "très importantes" pour assurer "la liberté d'action" israélienne en Syrie contre l'Iran et le Hezbollah libanais, tout en évitant les frictions avec les forces russes.

L'Iran, le Hezbollah et la Russie sont les alliés du régime de Bachar al-Assad. M. Netanyahu répète à l'envi qu'il ne laissera pas l'Iran, grand ennemi d'Israël, se servir de la Syrie comme tête de pont militaire.

Longtemps, Israël est resté discret sur ses opérations syriennes. Mais M. Netanyahu a indiqué en janvier que l'aviation avait frappé ces dernières années des "centaines" de cibles iraniennes ou du Hezbollah en Syrie.

Source : AFP

Israël réduit le montant des taxes reversées aux Palestiniens

18 février 2019

Israël va réduire d'environ 5% le montant des taxes qu'il prélève au nom de l'Autorité palestinienne et reverse ensuite au gouvernement du président Mahmoud Abbas car une partie de l'argent sert à soutenir les activistes palestiniens. Une décision similaire a été votée l'an dernier par le Congrès américain sous le nom de Taylor Force Act.

L'Autorité palestinienne (AP) récolte quelque 222 millions de dollars par mois grâce au transfert de taxes effectué par Israël, une pratique instaurée par les accords de paix intérimaires signés dans les années 1990.

Alors que les négociations israélo-palestiniennes sont au point mort depuis cinq ans, l'Etat hébreu a suspendu à plusieurs reprises ce reversement en signe de protestation après des violences ou pour faire pression sur les Palestiniens.

Malgré la réduction drastique de l'aide versée par l'administration de Donald Trump, l'AP continue de verser de l'argent aux familles des Palestiniens emprisonnés ou tués par les forces de sécurité israéliennes, considérés comme des héros de la lutte palestinienne.

Israël et les Etats-Unis considèrent que cette politique contribue à alimenter la violence.

"Abou Mazen (Mahmoud Abbas) continue chaque mois à transférer de généreux salaires aux meurtriers qui sont en prison", a déclaré à la chaîne Reshet 13 TV le ministre israélien de la Justice, Ayelet Shaked.

L'Autorité palestinienne ayant déclaré avoir reversé 138 millions de dollars l'an dernier aux prisonniers, le cabinet de sécurité israélien a déclaré que le même montant provenant des taxes prélevées au nom de l'AP par Israël serait "gelé".

La décision a été qualifiée d'"acte de piraterie" par les Palestiniens.

"C'est une tentative de chantage", a commenté Wassel Abou Youssef, haut responsable de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine). "Même s'il ne nous reste qu'un dollar, nous paierons les familles des martyrs, des prisonniers et des blessés."

L'an dernier, le Taylor Force Act voté par le Congrès en réaction au meurtre d'un Américain de 29 ans par un Palestinien lors d'un voyage en Israël en 2016, a autorisé le gel de toute aide économique aux Palestiniens tant que l'AP verserait de l'argent aux activistes ou à leurs proches.

L'administration Trump a également coupé les vivres à des organisations humanitaires et à l'UNRWA, l'agence des Nations unies qui vient en aide aux réfugiés palestiniens, dans l'espoir de contraindre Abbas à s'asseoir à la table de négociations. Le président de l'Autorité palestinienne boycotte les discussions avec le gouvernement, le jugeant trop pro-israélien.

Source : Reuters

Pauvreté, crise économique et malaise social, le Liban à l'épreuve

18 février 2019

Le suicide spectaculaire par immolation de Georges Zreik, le 7 février, devant l'école de sa fille, au nord du Liban, à cause de difficultés financières, a provoqué un véritable choc dans le pays. La scène a, de plus, été filmée par des témoins. Par son geste désespéré, ce père de famille a braqué les projecteurs sur la pauvreté, un sujet qui reste encore tabou.

La situation économique et sociale s'est considérablement dégradée depuis le début de la guerre en Syrie, en 2011.

La plupart des indicateurs sont dans le rouge et presque aucun secteur n'est épargné. La dette publique gonfle, elle atteint 150% du PIB, qui est de 50 milliards de dollars.

Le déficit budgétaire se creuse ; les touristes se font rares. Les investissements baissent. Le chômage augmente. Ces trois dernières années, la situation s'est aggravée, à cause de la présence des réfugiés syriens et des sanctions américaines contre le Hezbollah, qui entravent le développement du secteur bancaire, considéré comme la locomotive de l'économie.

Les Libanais ont l'impression que le changement est impossible, ce qui augmente le désespoir. Beaucoup de Libanais sont convaincus que le système politique basé sur une répartition confessionnelle entre musulmans et chrétiens des fonctions publiques et politiques ne permet pas un réel changement.

Ce système est verrouillé par les grands partis. Les dernières législatives, en mai 2018, n'ont pas permis une percée des candidats de la société civile, qui proposaient un programme articulé autour du développement économique. L'État est lui-même confronté à de graves difficultés. Ses besoins sont financés par l'endettement.

Une lueur d'espoir a pointé, en avril dernier, lorsque les bailleurs de fonds internationaux ont consenti 11 milliards de dollars de prêts pour financer de vastes projets d'infrastructures.

Mais les querelles politiques ont fait perdre au pays un temps précieux et ce n'est que le 31 janvier qu'un nouveau gouvernement a été formé, après neuf mois d'attente.

Source : RFI, avec AFP

Le parlement libanais vote la confiance au gouvernement

15 février 2019

Le parlement libanais a voté vendredi la confiance à un nouveau gouvernement de coalition formé la semaine passée qui a promis des réformes présentées comme "difficiles et douloureuses" pour endiguer la détérioration de la situation économique et sociale du Liban.

Le Premier ministre Saad Hariri, soutenu par les Occidentaux, a annoncé que son gouvernement allait concentrer son action sur les finances publiques afin de contrôler l'importante de la dette nationale.

La constitution de ce gouvernement fait suite à des mois de tractations depuis les élections législatives de mai dernier.

La plupart des formations politiques représentées au parlement siègent également dans ce gouvernement.

L'équipe constituée par Hariri a promis d'essayer de ne pas aggraver les problèmes économiques, financiers et sociaux qu'affronte le Liban. Cela devrait se traduire par un coup de pouce salarial et une réduction de dépenses avec la privatisation de la compagnie nationale d'électricité qui constitue un "fardeau écrasant" pour les finances publiques.

Source : Reuters

Yémen : l'ONU salue les progrès pour résoudre le conflit mais les besoins humanitaires restent énormes

19 février 2019

L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, s'est félicité mardi devant le Conseil de sécurité des progrès réalisés pour résoudre le conflit dans ce pays, où la situation humanitaire reste catastrophique avec 80% de population ayant besoin d'une assistance.

« Nous avons réalisé des progrès significatifs dans la mise en œuvre des accords conclus à Stockholm. Les parties ont maintenant confirmé à moi-même et au général Michael Lollesgaard leur accord sur la première phase du plan de redéploiement d'Hodeïda », a dit M. Griffiths.

A l'issue d'une réunion ce week-end, le gouvernement yéménite et les rebelles houthis se sont mis d'accord sur le retrait de leurs forces présentes dans cette ville portuaire qui est cruciale pour la livraison de l'aide humanitaire.

De son côté, le chef de l'humanitaire de l'ONU, Mark Lowcock, a rappelé qu'environ 80% de la population yéménite avait besoin d'une assistance humanitaire ou d'une protection.

« Ces chiffres sont bien pires que l'an dernier ».

Il a noté que la violence avait diminué à Hodeïda à la suite de l'accord de Stockholm, mais qu'elle s'était poursuivie ailleurs et avait augmenté dans certaines zones, en particulier à Hajjah. En outre, l'économie yéménite continue de s'effondrer.

Dans ce contexte, il a regretté que les organisations humanitaires soient à court d'argent. Dans une semaine, le Secrétaire général de l'ONU convoquera une conférence de bailleurs de fonds à Genève, co-organisée par la Suède et la Suisse. « J'exhorte les États membres à assister à la réunion de Genève à un niveau élevé et à contribuer généreusement », a dit Mark Lowcock.

Source : ONU

L'Arabie saoudite nomme une femme ambassadrice à Washington

24 février 2019

L'Arabie saoudite a nommé samedi pour la première fois une femme au poste d'ambassadrice aux États-Unis, alors que les relations entre les deux alliés ont été mises à mal par l'affaire Khashoggi.

La princesse Rima bint Bandar va remplacer à Washington le prince Khaled ben Salmane, frère cadet du puissant prince héritier Mohammed ben Salmane, nommé ministre adjoint de la Défense. Elle sera la première femme à occuper ce poste-clé de la diplomatie saoudienne.

La princesse Rima est la fille du prince Bandar ben Sultan, qui fut ambassadeur aux États-Unis de 1983 à 2005. Considérée comme une avocate des droits des femmes, elle a notamment fait campagne pour une participation accrue de ces dernières dans le sport saoudien.

Sa nomination intervient alors que l'image des dirigeants saoudiens a été profondément ternie par l'assassinat par un commando venu de Ryad du journaliste saoudien Jamal Khashoggi en octobre dans le consulat d'Arabie saoudite à Istanbul.

L'affaire embarrasse l'administration américaine, soucieuse de préserver son alliance stratégique avec le royaume saoudien.

Le Sénat américain a jugé que Mohammed ben Salmane, alias MBS, était "responsable" du meurtre de Khashoggi, qui collaborait notamment avec le Washington Post.

Mais Ryad a toujours nié catégoriquement l'implication du prince héritier, mettant en cause des responsables moins haut placés, présentés comme des éléments "incontrôlés" et actuellement devant la justice saoudienne.

Une autre résolution adoptée par les sénateurs américains en décembre appelait le président Donald Trump à "retirer les forces armées américaines des hostilités au Yémen ou affectant le Yémen, sauf les forces américaines engagées dans des opérations visant Al-Qaïda ou des forces associées".

"La nomination d'une nouvelle ambassadrice est une tentative de Ryad pour donner un nouveau départ à sa relation avec Washington et faire oublier l'affaire Khashoggi, même si dans la pratique cela n'arrivera probablement pas, au moins avec le Congrès", a expliqué à l'AFP Kristian Ulrichsen, chercheur à l'Institut Baker de la Rice University aux États-Unis.

Source : AFP

AMERIQUES

L'ONU exhorte les Haïtiens à s'exprimer "de manière pacifique"

21 février 2019

Le Conseil de sécurité de l'ONU a exhorté jeudi les Haïtiens à s'exprimer "de manière pacifique", en faisant part de sa "préoccupation" après la mort d'au moins 7 personnes ces dernières semaines lors de manifestations violentes.

Selon des sources diplomatiques, plusieurs pays ont salué le rôle de la mission de l'ONU Minujusth, forte d'un millier de policiers internationaux et qui est chargée de conseiller et former la police haïtienne. Par rapport à il y a quelques années, la police haïtienne a fait "un saut qualitatif", a estimé une de ces sources sous couvert d'anonymat.

Laquelle a arrêté un groupe de ressortissants étrangers lourdement armés, ont rapporté lundi des médias locaux.

Selon d'autres médias, des Américains et un Serbe composent ce groupe qui circulaient à bord de deux véhicules.

Des milliers de manifestants, issus en majorité des quartiers les plus pauvres, réclament depuis le 7 février la démission du président haïtien Jovenel Moïse et l'ouverture d'une enquête indépendante sur la destination de fonds versés en vertu de l'accord PetroCaribe, une alliance nouée entre des pays des Caraïbes et le Venezuela.

Les principales villes du pays ont subi d'importants dégâts matériels.

Le gouvernement a annoncé récemment des mesures économiques d'urgence, favorisant la rigueur dans les administrations et accentuant la lutte contre la contrebande et la corruption.

Sources : AFP, Reuters

Venezuela : Guaido appelle à n'écarter aucune option pour libérer le pays

24 février 2019

Le chef de l'opposition vénézuélienne, Juan Guaido, reconnu par une cinquantaine de pays comme le président légitime du Venezuela, a appelé samedi soir la communauté internationale à n'écarter aucune option pour libérer le pays, après une journée de violences aux frontières du pays.

"Les événements du jour m'obligent à prendre une décision : demander formellement à la communauté internationale que toutes les options soient ouvertes pour garantir la liberté de notre pays qui se bat et qui se continuera à se battre", écrit-il sur Twitter.

Les forces de sécurité vénézuéliennes ont tiré des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc pour empêcher les militants de l'opposition et les bénévoles de décharger les camions qui transportaient l'aide humanitaire à la frontière entre le Venezuela et la Colombie, forçant le convoi à faire demi-tour.

La tension était également vive à la frontière brésilienne, où deux personnes ont été tuées samedi en venant chercher de l'aide, selon une source hospitalière au Brésil, portant à quatre le nombre de victimes en deux jours dans cette région.

Dans ce contexte de crispation avec ses voisins et alors que les Etats-Unis menacent d'imposer de nouvelles sanctions si l'aide n'est pas livrée, le président Nicolas Maduro a annoncé la rupture des relations diplomatiques entre le Venezuela et la Colombie.

L'agence colombienne pour les migrations a annoncé de son côté que plus d'une vingtaine de membres des forces de sécurité vénézuéliennes avaient déserté, dont certains avec un véhicule blindé, et s'étaient placés sous sa protection.

La télévision colombienne a diffusé les images d'un officier vénézuélien se présentant comme le commandant Hugo Parra prêter allégeance à Juan Guaido.

Nicolas Maduro refuse l'entrée de l'aide parce qu'il estime que cette opération cache une intervention armée des Etats-Unis qui ne dit pas son nom.

Les Etats-Unis ont appelé les militaires vénézuéliens à se rallier au président par intérim et menacent d'imposer de nouvelles sanctions au Venezuela la semaine prochaine si les convois humanitaires restent bloqués ce week-end.

Les Etats-Unis peuvent compter dans cette crise sur le soutien de la Colombie et du Brésil, dont les présidents récemment élus sont particulièrement hostiles au pouvoir socialiste vénézuélien. Le Venezuela peut compter de son côté sur le soutien de la Russie.

Le ministère russe des Affaires étrangères a d'ailleurs accusé vendredi les Etats-Unis et leurs alliés de l'Otan de vouloir armer l'opposition vénézuélienne contre le président Nicolas Maduro. Moscou affirme par ailleurs que Washington déploie actuellement des forces spéciales et du matériel près du Venezuela.

Selon la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, les Etats-Unis pourraient se servir d'incidents autour du convoi d'aide humanitaire comme prétexte pour une intervention.

La Russie a néanmoins appelé mercredi Juan Guaido à négocier avec Nicolas Maduro.

Nicolas Maduro voit dans l'aide humanitaire les prémices d'une intervention militaire américaine, et rejette la responsabilité des pénuries sur les sanctions de Washington.

Il a annoncé l'acheminement mercredi de 300 tonnes de médicaments achetés à la Russie, en plus des 933 tonnes achetées récemment à la Chine, la Russie et Cuba.

M. Lavrov n'a pour sa part pas fait mention de l'envoi de l'aide humanitaire russe au Venezuela, mais une source anonyme a indiqué à l'agence publique Ria Novosti que des médicaments et du matériel médical étaient arrivés à l'aéroport de Caracas mercredi depuis la Russie.

Sources : Reuters, AFP

Venezuela : 3,4 millions d'habitants ont déjà quitté le pays (ONU)

22 février 2019

Quelque 3,4 millions de Vénézuéliens ont fui leur pays depuis le début de la crise politique et économique, et le flot de départs ne se tarit pas, a annoncé vendredi l'ONU.

La Colombie abrite 1,1 million de réfugiés et migrants vénézuéliens, suivie du Pérou, Chili, Equateur, Argentine et Brésil.

"Les pays de la région ont fait preuve d'une solidarité extraordinaire à l'égard des réfugiés et des migrants (...) Mais cela souligne les contraintes qui pèsent sur les communautés d'accueil et les besoins permanents de soutien de la communauté internationale", a déclaré Eduardo Stein, représentant spécial du HCR et de l'OIM pour les réfugiés et les migrants du Venezuela.

L'exode des Vénézuéliens fuyant cette situation économique désastreuse est considéré par l'ONU comme le déplacement de personnes le plus massif de l'histoire récente de l'Amérique latine.

Le Venezuela possède les plus grandes réserves de pétrole du monde, mais il est asphyxié par une profonde crise économique et se trouve sous le coup de sanctions financières des Etats-Unis.

Source : AFP

Venezuela : Amnesty dénonce "l'impunité totale" des forces fidèles à Maduro

20 février 2019

Les services de sécurité vénézuéliens ont procédé à des exécutions sommaires et à plusieurs centaines d'arrestations arbitraires parmi les manifestants hostiles au président Nicolas Maduro, selon Amnesty International.

Dans un rapport intitulé "Impunité totale sous le régime de Maduro", le mouvement de défense des droits de l'homme fait état de 41 tués, presque tous par balles, et de 900 arrestations lors des manifestations qui ont eu lieu du 21 au 25 janvier. Amnesty invite le Conseil des droits de l'homme des Nations unies à créer une commission d'enquête pour faire cesser cette impunité.

Les manifestants répondaient à l'appel de Juan Guaido, chef de file de l'opposition et président de l'Assemblée nationale, qui conteste la réélection de Nicolas Maduro en mai et s'est proclamé le 23 janvier président par intérim.

Source : Reuters

Onze diplomates vénézuéliens ont fait défection aux Etats-Unis

21 février 2019

Onze des 56 diplomates vénézuéliens en poste aux Etats-Unis ont fait défection depuis que l'opposant et président du Parlement Juan Guaido s'est proclamé président du Venezuela par intérim le 23 janvier, a annoncé un membre de l'opposition au président Nicolas Maduro, jeudi.

Gustavo Marcano, conseiller de Carlos Vecchio, l'émissaire de l'opposition vénézuélienne à Washington, a déclaré devant la presse que les comptes bancaires des représentations diplomatiques et consulaires avaient été gelés.

Selon lui, le réseau diplomatique au service de Maduro aux Etats-Unis ne fonctionne plus. Marcano a ajouté que l'opposition vénézuélienne travaillait à mettre en place des services consulaires de remplacement dans le pays.

Nicolas Maduro accuse l'administration Trump de chercher à le renverser. Donald Trump a été le premier dirigeant étranger à reconnaître Juan Guaido comme le président du Venezuela par intérim.

Source : Reuters

Cuba vote sur sa nouvelle Constitution, les yeux rivés sur le Venezuela

24 février 2019

Le gouvernement cubain soumet dimanche à référendum la nouvelle Constitution du pays, espérant obtenir ainsi un plébiscite pour le socialisme au moment où son plus proche allié, le Venezuela, est dans la tourmente.

Dans la ligne de mire de Washington comme l'est aussi Nicolas Maduro, le président Miguel Diaz-Canel n'a cessé, ces derniers jours, de lier ce vote à la grave crise politique qui secoue Caracas.

"Cuba se lève pour le Oui à la Constitution et confirme son soutien à la Révolution bolivarienne et au président Nicolas Maduro", a-t-il clamé sur Twitter. Les premiers résultats seront connus lundi après-midi.

La réforme de la Constitution cubaine vise d'abord à adapter le texte fondamental à l'ouverture économique de l'île, qui permet depuis 2008 à des particuliers de lancer leur activité privée. La nouvelle Constitution reconnaît donc le marché, la propriété privée et les investissements étrangers comme nécessaires dans une économie au ralenti, minée par les pénuries.

Pour le politologue Carlos Alzugaray, l'agressivité du président américain "a été une bonne propagande pour le oui (...). Il y a beaucoup de gens, en le voyant parler, qui vont voter oui pour défendre l'indépendance face à la menace américaine".

Depuis des semaines, le gouvernement cubain ne ménage d'ailleurs pas ses efforts dans sa campagne pour le oui, omniprésente sur les réseaux sociaux, à la télévision et sur les bus et commerces de l'île.

L'opposition, qui appelle généralement à s'abstenir ou voter nul, plaide cette fois pour un grand "non".

"Il est évident que ce non retentissant va au-delà du non à la Constitution, c'est un non au régime qui cherche à se maintenir au pouvoir", assure à l'AFP le dissident José Daniel Ferrer.

Source : AFP

Nicaragua : Ortega annonce des négociations pour résoudre la crise

22 février 2019

Le président du Nicaragua Daniel Ortega a annoncé jeudi des "négociations" avec l'opposition, qui exige sa démission, pour tenter de mettre fin à la crise politique et aux manifestations qui ont fait 325 morts depuis dix mois.

Le gouvernement souhaite "installer la table pour les négociations" le 27 février avec des représentants désignés par l'opposition pour "ouvrir une nouvelle voie" vers l'entente, "car il n'est plus question de revenir à la situation antérieure" aux manifestations, a déclaré M. Ortega.

L'Alliance civique pour la justice et la démocratie, qui regroupe étudiants, entreprises, organisations de la société civile et des syndicats, a annoncé dans la foulée qu'elle acceptait ces pourparlers et qu'elle y enverrait une équipe de six négociateurs.

L'ancien guérillero Daniel Ortega, 73 ans, au pouvoir depuis 2007, a été confronté depuis avril à des manifestations massives. Ces manifestations ont débuté pour protester contre une réforme de la sécurité sociale. La réforme a été vite abandonnée mais le mouvement s'est transformé en une campagne pour la démission du président, accusé d'avoir instauré une dictature.

La répression de ces mouvements de protestation a fait 325 morts, tandis que plus de 700 manifestants ont été emprisonnés, selon des associations de défense des droits de l'Homme et de l'opposition.

Source : AFP

Nicaragua : Michelle Bachelet s'inquiète de la criminalisation de la dissidence

22 février 2019

La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a averti vendredi que si les arrestations et les condamnations de personnes exprimant des opinions divergentes se poursuivaient au Nicaragua, les efforts en cours pour engager le dialogue afin de résoudre les troubles politiques et sociaux dans le pays pourraient être sérieusement compromis.

Au cours des six derniers mois, plusieurs centaines de personnes - parmi lesquelles des dirigeants paysans, des étudiants, d'anciens hommes politiques, des journalistes et des militants de la société civile - ont été arrêtées et maintenues en détention provisoire pendant de longues périodes en raison de leurs rôles présumés lors des manifestations entre avril et juillet 2018.

Depuis décembre, plusieurs tribunaux pénaux de Managua ont prononcé des verdicts de culpabilité et condamné à des peines extrêmement lourdes plusieurs personnalités de l'opposition et leaders de communautés, dont certaines avaient coopéré avec l'ONU pour mettre en lumière les violations des droits de l'homme au Nicaragua.

D'autres personnes qui ont exprimé des opinions divergentes, notamment des étudiants, des journalistes et un juge de la Cour suprême, ont fui le pays.

La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a jugé nécessaire de procéder à un examen indépendant des condamnations et des peines.

« J'appelle également les autorités à libérer toutes les personnes privées de liberté en raison de leur droit intrinsèque à la protestation pacifique et à la dissidence, et à veiller à ce que les

personnes qui coopèrent avec l'ONU et d'autres organisations de défense des droits de l'homme ne fassent pas l'objet de représailles », a déclaré Michelle Bachelet.

Source : ONU

Pérou : Nouvelle mesure contre l'exploitation minière illicite en Amazonie

20 février 2019

Le Pérou a déclaré mardi l'état d'urgence dans la région de Madre de Dios, en Amazonie, afin de lutter contre l'exploitation minière illégale qui en menace la biodiversité.

Le ministère de la Défense a annoncé que 1.500 officiers de police et de l'armée allaient être déployés dans la région, précisant que l'état d'urgence serait en vigueur pendant 60 jours.

Les autorités péruviennes ne sont jusqu'à présent pas parvenues à mettre fin à l'exploitation illégale de l'or qui est responsable de la pollution des cours d'eau et favorise aussi les trafics humains et les réseaux criminels.

Source : Reuters

Corruption : Odebrecht finalise son accord de coopération avec le Pérou

16 février 2019

Le groupe brésilien de BTP Odebrecht, au cœur d'un scandale de corruption dans la classe politique péruvienne, a signé un accord de coopération "définitif" avec la justice du Pérou vendredi à Sao Paulo (Brésil).

Selon cet accord, l'entreprise doit payer quelque 182 millions de dollars au Pérou au titre de réparations civiles, calculées sur la base des quatre offres remportées par le groupe avec le versement de pots-de-vin.

L'affaire Odebrecht a jusqu'à présent éclaboussé les quatre derniers ex-présidents.

Seul M. Toledo (2001-2006) a pour l'heure été formellement accusé, soupçonné d'avoir reçu 20 millions de dollars de pots-de-vin.

Le Pérou a demandé aux Etats-Unis l'extradition de M. Toledo, qui réside en Californie.

Le dernier président, M. Kuczynski a démissionné en mars 2018. Son vice-président Martin Vizcarra lui a succédé à la tête de l'Etat, avec un discours anti-corruption.

Le scandale a également touché Keiko Fujimori, cheffe de l'opposition et défaite deux fois au deuxième tour de l'élection présidentielle.

La fille de l'ex-président Alberto Fujimori (1990-2000) se trouve en détention préventive depuis le 31 octobre. Elle est accusée d'avoir reçu des versements illégaux d'Odebrecht lors de sa campagne électorale de 2011.

Odebrecht avait reconnu en 2016 aux Etats-Unis avoir déboursé 29 millions de dollars de dessous-de-table au Pérou entre 2005 et 2014. Le groupe de BTP a indiqué que le Pérou était le huitième pays avec lequel il a signé un accord de coopération (après le Brésil, les Etats-Unis, la Suisse, la République dominicaine, le Panama, l'Equateur et le Guatemala).

En juillet, Odebrecht avait accepté de verser près de 700 millions de dollars à l'Etat brésilien, dans le cadre d'un accord portant au total sur 2,6 milliards de dollars que le groupe s'était engagé à payer aux Etats-Unis, à la Suisse et au Brésil.

Source : AFP

Plan de lutte contre les passeurs de migrants en Amérique centrale

21 février 2019

Les Etats-Unis et trois pays d'Amérique centrale ont annoncé mercredi un plan commun de lutte contre les passeurs de migrants afin de stopper les arrivées illicites à la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique, où le président américain Donald Trump a déclaré l'état d'urgence nationale pour y construire un mur.

Le plan mis en place avec le Salvador, le Guatemala et le Honduras va permettre de sécuriser la frontière sud des Etats-Unis et d'améliorer les conditions de vie dans ces pays d'Amérique centrale, a déclaré la secrétaire américaine à la Sécurité intérieure, Kirstjen Nielsen.

Si le nombre de migrants illégaux arrêtés à la frontière mexicaine est en nette diminution par rapport à il y a dix ans, de plus en plus de familles d'Amérique centrale fuyant la pauvreté et la violence font route vers les Etats-Unis.

Toutefois tous les migrants ne font pas appel à des passeurs en vue de rejoindre et de traverser la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique. Des milliers de personnes se sont réunies en "caravanes" ces derniers mois.

Source : Reuters

L'Équateur obtient 10,2 milliards de dollars du FMI et de la Banque mondiale

20 février 2019

L'Équateur a obtenu 10,2 milliards de dollars de crédits de la part d'organismes internationaux, principalement le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, avec lesquels le gouvernement précédent avait rompu, a annoncé mercredi le président Lenin Moreno.

« Nous avons vécu des temps difficiles, mais le fait que le monde ait confiance en nous et nous croie démontre que nous sommes sur la bonne voie », s'est félicité le président.

Après son élection en 2017, M. Moreno avait renoué les relations avec le FMI, avec lequel son prédécesseur socialiste Rafael Correa (2007-2017) avait rompu.

M. Moreno accuse M. Correa, réclamer par la justice équatorienne et qui se trouve actuellement en Belgique, d'avoir plongé le pays dans une grave crise économique et financière. Pour réduire les dépenses de l'État, le gouvernement actuel va supprimer 25 000 postes restés vacants dans la fonction publique et de réduire de 5 % la rémunération des fonctionnaires les mieux payés.

Source : AFP

Au Mexique, les vols commerciaux du président font trembler police et équipage

19 février 2019

Il voyage en classe économique, se laisse photographier par les passagers, à peine protégé par ses assistants : le président mexicain Andrés Manuel Lopez Obrador met à rude épreuve les nerfs de la police et de l'équipage quand il prend place à bord d'un vol commercial.

Le chef de l'Etat avait promis pendant sa campagne de ne voyager qu'en vols commerciaux. L'avion présidentiel de son prédécesseur Enrique Peña Nieto, un Boeing Dreamliner 787-8 qui avait coûté 218 millions de dollars, est d'ailleurs en vente aux Etats-Unis.

Malgré les menaces directes formulées par les "huachicoleros", ces bandes criminelles qui s'enrichissent en faisant du trafic d'essence et qu'AMLO s'est engagé à éradiquer, il a ordonné, depuis sa prise de fonction le 1^{er} décembre, au millier de militaires qui formaient les escortes de ses prédécesseurs de travailler "au bénéfice du peuple".

Il les a remplacés par une équipe d'assistants réputés pour leur loyauté, mais dont aucun n'est spécialiste des questions de sécurité.

Selon l'institut de sondage Mitofsky, M. Lopez Obrador, premier président de gauche du pays, bénéficie de 80% d'opinions favorables. Un record de popularité pour un président mexicain.

Il a notamment su séduire en promettant de réduire son salaire et celui des hauts-fonctionnaires. Sa détermination à voyager comme tout le monde prend une tournure insolite lorsqu'il s'agit de passer les contrôles de sécurité de l'aéroport.

De loin, un policier fédéral chargé de la surveillance du terminal observe la scène. "Le pire c'est lorsqu'il doit traverser tout l'aéroport pour embarquer (...) Les gens se ruent sur lui. Si quelqu'un veut un jour lui faire du mal, nous ne pourrions rien faire", expose l'officier sous couvert d'anonymat.

Source : AFP

Les démocrates lancent l'offensive parlementaire contre le mur de Trump

22 février 2019

Les démocrates américains ont présenté vendredi une résolution visant à mettre fin à l'"urgence nationale" décrétée par le président Donald Trump pour pouvoir construire un mur à la frontière avec le Mexique, une mesure exceptionnelle qui a ouvert une féroce bataille politico-judiciaire.

"Il n'y a aucune preuve soutenant la fausse affirmation du président (républicain) qu'il y a une crise à la frontière", a lancé Nancy Pelosi, présidente démocrate de la Chambre des représentants, en annonçant qu'un vote y serait organisé dès mardi.

Les démocrates sont majoritaires à la chambre basse, où la résolution devrait donc être approuvée sans difficulté.

Le texte arrivera ensuite au Sénat, contrôlé au contraire par les républicains.

Son avenir y est donc incertain, même si plusieurs sénateurs républicains ont exprimé leur malaise face à l'"urgence nationale" décrétée par Donald Trump, affirmant qu'elle créait un précédent dangereux et outrepassait les pouvoirs de l'exécutif.

Si le texte parvenait toutefois à passer le Sénat, Donald Trump y mettrait certainement son veto. Ce qui n'en resterait pas moins extrêmement embarrassant pour le président.

"Tout le monde sait que les murs fonctionnent", avait-il martelé en annonçant qu'il décrétait l'"urgence nationale" le 15 février.

Grande promesse de sa campagne présidentielle en 2016, lorsqu'il tonnait que le Mexique en payerait la facture, Donald Trump affirme que le mur aidera à freiner l'immigration clandestine le long des plus de 3.000 kilomètres de frontière avec le Mexique.

L'âpre bataille avec les démocrates du Congrès autour de son financement avait mené au plus long "shutdown", ou paralysie budgétaire, de l'histoire récente des Etats-Unis, pendant 35 jours en décembre et janvier.

Frustré qu'un accord entre parlementaires démocrates et républicains ne lui attribue qu'une enveloppe de 1,4 milliard de dollars, sur les près de six milliards qu'il réclamait, Donald Trump a affirmé qu'il devait donc recourir à l'"urgence nationale" afin de lutter contre ce qu'il a qualifié d'"invasion" de gangs, de passeurs, de trafiquants de drogue et de migrants clandestins.

Avec cette mesure exceptionnelle, il veut contourner le Congrès, qui a, selon la Constitution américaine, le dernier mot en matière de financement public.

D'après la Maison Blanche, il va désormais pouvoir débloquer des fonds fédéraux --notamment destinés au Pentagone-- et atteindre un budget total de huit milliards de dollars.

Seize Etats américains avaient déjà déposé lundi une plainte contre la déclaration d'urgence devant un tribunal fédéral en Californie. Selon les plaignants, le président des Etats-Unis a "plongé le pays dans une crise constitutionnelle". Et d'après le procureur général de Californie, Xavier Becerra, la construction de ce mur frontalier n'a aucun caractère d'urgence.

Cette bataille judiciaire s'annonce longue et pourrait remonter, à terme, jusqu'à la Cour suprême. Tout se jouera sur la définition d'"urgence nationale" entendue par la loi de 1976 sur laquelle s'est appuyée le milliardaire.

Source : AFP

Le procureur de New York monte un dossier pénal contre Manafort

22 février 2019

Les services du procureur du district de Manhattan préparent un dossier pénal contre Paul Manafort, ancien directeur de campagne de Donald Trump, dans l'hypothèse où le président américain déciderait de lui accorder un pardon, rapporte le New York Times vendredi.

Manafort, âgé de 69 ans, pourrait passer le reste de sa vie en prison pour des infractions commises dans le cadre de ses activités de consultant international et de lobbyiste.

Manafort qui a plaidé coupable de conspiration contre les Etats-Unis et d'entrave à la justice connaîtra le 8 mars la peine qu'il doit purger pour ces faits.

Le jugement doit être prononcé par un tribunal d'Alexandria en Virginie qui pourrait décider d'une peine de 24 ans d'emprisonnement et d'une amende de 24 millions de dollars.

Un autre tribunal de Washington doit rendre, lui, un jugement le 13 mars.

Manafort est la première personnalité gravitant dans l'orbite de Donald Trump à être jugée pour des faits mis au jour par l'enquête du procureur spécial Robert Mueller sur l'ingérence russe dans l'élection présidentielle de 2016.

Si Manafort était condamné, Donald Trump pourrait lui accorder un pardon présidentiel.

Source : Reuters

Stone, un fidèle de Trump inculpé dans l'affaire russe, interdit de communiquer

21 février 2019

Roger Stone, un ex-conseiller et ami de Donald Trump, inculpé dans le cadre de la tentaculaire enquête russe, a été interdit jeudi de communiquer sur l'affaire après avoir publié un message ciblant la juge en charge de son dossier.

Roger Stone s'est platement excusé devant la juge d'une cour fédérale de Washington dont il avait posté lundi une photo, accompagnée d'une mire de viseur et d'un message fleurant la théorie du complot, sur le réseau social Instagram.

La photo et sa légende ont depuis été effacés. Il y qualifiait notamment le procureur spécial Robert Mueller --qui enquête sur les soupçons de collusion entre Moscou et l'équipe de campagne de Donald Trump lors de la présidentielle de 2016-- de "tueur à gages" à la solde du "Deep State", un réseau de fonctionnaires qui œuvrerait à la déstabilisation de Donald Trump.

En colère, la magistrate a interdit à Roger Stone toute communication concernant ce dossier. Cet ordre frappe notamment ses collaborations avec le site d'extrême droite Infowars et prive cet homme habitué des médias d'une source importante de revenus, selon ses avocats.

Roger Stone a été inculpé, notamment, le 25 janvier de parjure et de subornation de témoin dans le cadre de l'enquête russe. Il est soupçonné d'avoir menti au Congrès sur ses contacts avec l'organisation WikiLeaks au sujet d'emails piratés dans le camp démocrate lors de la présidentielle de 2016. Un piratage qui a probablement coûté cher à Hillary Clinton.

Source : AFP

L'ancien avocat de Trump obtient un report de son incarcération

20 février 2019

Michael Cohen, ancien avocat personnel de Donald Trump condamné en décembre dernier à trois ans de prison pour infraction aux règles encadrant le financement électoral, a obtenu un report de sa date d'incarcération. L'avocat devait se présenter dans une prison fédérale le 6 mars prochain. Le juge William Pauley lui a accordé un délai de deux mois supplémentaires.

Le 12 décembre dernier, le juge Pauley a condamné Cohen à trois ans de prison ferme pour avoir acheté pour le compte de Donald Trump le silence de deux femmes qui affirmaient avoir eu une relation extraconjugale avec l'homme d'affaires. La publication de leurs récits aurait pu avoir une incidence sur la campagne électorale.

Source : Reuters

Trump a voulu mettre un de ses soutiens à la tête d'une enquête le visant (presse)

20 février 2019

Donald Trump a demandé qu'un procureur de New York, considéré comme un de ses soutiens, soit chargé d'une enquête le visant, rapporte mardi le New York Times, précisant que le président n'était pas parvenu à ses fins.

Répondant à des questions de journalistes mardi, le président américain a réfuté ces affirmations, qu'il a qualifié de "fausses informations" ("fake news"). Il s'agit de l'enquête sur les versements effectués par son ancien avocat, Michael Cohen, à deux femmes, Stormy Daniels et Karen McDougal, pour acheter leur silence sur une liaison supposée avec Donald Trump.

Inquiet de voir le dossier le menacer d'un peu trop près, l'ancien promoteur immobilier aurait demandé au ministre de la Justice par intérim, Matthew Whitaker, d'intervenir.

Il souhaitait ainsi que le procureur fédéral de Manhattan Geoffrey Berman, considéré comme un soutien de Donald Trump, reprenne l'enquête en main.

M. Berman s'étant récusé de l'enquête pour éviter tout soupçon de conflit d'intérêts. Il avait, jusqu'ici, confié le dossier à l'un des procureurs de son équipe, Robert Khuzami.

Rien n'indique, selon le New York Times, que le ministre par intérim ait fait quoi que ce soit, par la suite, pour suivre les ordres du président. M. Berman n'est pas intervenu dans l'enquête.

Dans le dossier évoqué par le New York Times, Michael Cohen a été condamné en décembre à 3 ans d'emprisonnement, notamment pour infraction à la législation sur le financement des campagnes électorales.

Source : AFP

États-Unis : levée de fonds record pour Sanders, candidat à la présidentielle

21 février 2019

Lancée le mardi 19 février, la campagne de Bernie Sanders, le plus à gauche des candidats à la présidentielle américaine, démarre plutôt bien. En 24 heures, le candidat défait en 2016 par Hillary Clinton a annoncé avoir récolté 6 millions de dollars de dons pour remporter l'investiture du Parti démocrate et affronter Donald Trump en 2020.

225 000 personnes ont envoyé de l'argent sur Internet, de petites sommes pour la plupart : le don moyen s'élève à 27 dollars.

Comme d'autres candidats démocrates, le sénateur du Vermont s'est engagé à refuser l'argent des grandes entreprises qui financent habituellement la vie politique américaine.

Déjà en tête des premiers sondages pour l'investiture démocrate, le sénateur du Vermont réalise ainsi un meilleur démarrage de campagne qu'en 2016. À l'époque, il n'avait récolté qu'un million et demi de dollars le premier jour.

Mais Bernie Sanders fait surtout mieux que ses rivaux démocrates.

À 77 ans, Bernie Sanders est le seul candidat à se présenter ouvertement comme socialiste, alors que Donald Trump fait du socialisme un repoussoir pour son électorat conservateur.

Source : RFI

Etats-Unis : un projet de centrales nucléaires en Arabie saoudite

20 février 2019

Selon un rapport présenté mardi à la Chambre des représentants, le président américain Donald Trump et son entourage auraient participé à la vente d'une technologie nucléaire sensible à l'Arabie saoudite.

La semaine dernière à Varsovie, devant les délégations d'une soixantaine de pays dont l'Arabie saoudite, le secrétaire d'Etat américain appelait à l'union pour lutter notamment contre la « prolifération d'armes de destruction massive » dont font partie les armes nucléaires.

Lors de cette conférence portée sur la construction d'un avenir de paix au Moyen-Orient, le vice-président américain Mike Pence désignait l'Iran comme une menace commune, principale responsable des maux de la région. Lorsqu'il s'agit du développement du nucléaire dans d'autres pays du Moyen-Orient, notamment l'Arabie saoudite, le discours est différent.

Selon un rapport présenté ce mardi par la Chambre des représentants américaine, le président Donald Trump rencontrait des constructeurs de centrales nucléaires afin de discuter du partage des technologies américaines notamment avec Riyad.

Le document s'appuie sur des témoignages et preuves fournis par plusieurs lanceurs d'alertes, restés anonymes par crainte des représailles. Selon eux Donald Trump et son entourage auraient participé à l'élaboration d'un projet de construction de centrales nucléaires en Arabie saoudite.

Les députés démocrates mettent en avant les craintes de certains experts : le transfert de ces technologies nucléaires américaines pourrait permettre à l'Arabie saoudite de produire des armes nucléaires.

En plus d'être dangereux, ce projet pourrait donc être illégal puisque la loi interdit aux Etats-Unis de transférer leur savoir-faire nucléaire vers des pays tiers sans garantie d'un usage pacifique de cette énergie.

Les liens étroits entre Washington et Riyad ne sont pas nouveaux. Ils ont été particulièrement dénoncés après l'assassinat de l'éditorialiste et opposant Jamal Khashoggi dans le consulat saoudien d'Istanbul. Depuis, un projet de loi a été voté par la Chambre des représentants afin de limiter les échanges entre les deux pays.

La tension est de plus en plus forte entre Washington et Téhéran et Donald Trump a parallèlement annoncé sa volonté de retirer progressivement ses troupes du Moyen-Orient. Le

président y a donc plus que jamais besoin d'alliés fiables. C'est ainsi que Riyad était présenté à la Conférence de Varsovie, un des pays arabes leaders.

Source : RFI/Oriane Verdier, avec Reuters

Crise politique au Canada : Trudeau perd son plus proche conseiller

18 février 2019

Le plus proche conseiller politique de Justin Trudeau a annoncé lundi sa démission du cabinet du Premier ministre canadien afin de se "défendre" contre des "allégations" qu'il rejette dans une affaire explosive à quelques mois d'élections législatives serrées.

Gerald Butts a nié être intervenu pour éviter un procès à la société SNC-Lavalin, impliquée dans un vaste scandale de corruption en Libye.

Cette affaire constitue la pire crise politique au Canada depuis l'entrée en fonctions de Justin Trudeau et met à mal son Parti libéral avant les élections législatives d'octobre.

Selon le journal Globe and Mail, le cabinet du Premier ministre a exhorté Judy Wilson-Raybould, alors ministre de la Justice, d'intervenir dans ce dossier afin que les procureurs concluent avec SNC-Lavalin, géant canadien de l'ingénierie, un accord à l'amiable pour lui éviter un procès long et potentiellement dévastateur.

Le quotidien de Toronto, qui a publié ces révélations il y a près de deux semaines, assure que Mme Wilson-Raybould a "ignoré" les demandes du cabinet de Justin Trudeau, ce qui lui aurait valu son poste : mi-janvier, elle avait été rétrogradée ministre des Anciens combattants.

La Gendarmerie royale (GRC, police fédérale) avait déposé en 2015 des accusations formelles contre la maison-mère du géant canadien SNC-Lavalin ainsi que ses filiales de BTP et de développement international pour "corruption d'agents publics étrangers" et pour "fraude".

Source : AFP

EURASIE

Marche à Moscou en mémoire de l'opposant assassiné Boris Nemtsov

24 février 2019

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées dimanche dans le centre de Moscou pour la marche annuelle à la mémoire du chef de l'opposition russe Boris Nemtsov, tué par balles près du Kremlin en 2015.

Les manifestants, au nombre de 10.600 environ, selon l'ONG White Counter, brandissaient des portraits de l'homme politique assassiné. Ils ont défilé derrière une banderole sur laquelle était écrit : "Nous avons donné la Russie à des escrocs, il est temps de la récupérer."

Environ 10.600 personnes étaient dimanche pour le rassemblement sur un boulevard à environ 1,5 km au nord du Kremlin, qui recueille des participants lors de rassemblements utilisant des cadres de détecteurs de métaux.

Une manifestation a également eu lieu à Saint-Pétersbourg.

Boris Nemtsov, l'un des critiques les plus virulents du président Vladimir Poutine, a été assassiné en 2015 à l'âge de 55 ans alors qu'il traversait un pont près du Kremlin. Il travaillait sur un rapport au sujet du rôle de la Russie dans le conflit en Ukraine.

En 2017, un homme a été condamné à 20 ans de prison pour son meurtre et quatre autres hommes reconnus coupables de complicité se sont vus infliger des peines allant de 11 à 19 ans de prison. Les partisans de Boris Nemtsov avaient déclaré que les commanditaires de l'assassinat étaient toujours en fuite.

Source : Reuters

Divisée entre Russie et UE, la Moldavie élit ses députés

24 février 2019

Coincés entre Russie et Union européenne, divisés sur l'orientation que doit prendre leur pays, les Moldaves se rendent aux urnes dimanche pour élire leurs députés, sous l'œil attentif du Kremlin.

L'un des pays les plus pauvres d'Europe avec l'Ukraine, la Moldavie est secouée depuis son indépendance de l'URSS en 1991 par des crises politiques à répétition, tout en devant gérer un conflit gelé en Transnistrie, territoire séparatiste prorusse qui échappe à son contrôle.

Dimanche, les Moldaves élisent pour un mandat de quatre ans les 101 députés de leur Parlement monocaméral. Pour la première fois, le mode de scrutin est mixte, alliant proportionnelle et scrutins locaux.

Les résultats ne sont pas attendus avant lundi matin.

En tête des sondages, le Parti socialiste du président Igor Dodon, qui milite pour un rapprochement avec la Russie et une entrée dans son Union économique eurasiatique plutôt qu'au sein de l'Union européenne, pourrait remporter jusqu'à 50% des suffrages.

Deuxième, l'alliance ACUM rassemble deux partis favorables à l'entrée dans l'Union européenne et dans l'Otan.

Elle dénonce "l'accaparement" des postes à responsabilité dans la politique, la justice et les forces de l'ordre par le Parti démocrate au pouvoir, dirigé par l'oligarque Vlad Plahotniuc.

Alimentant le climat tendu dans les derniers jours de campagne, la police russe a impliqué vendredi Vlad Plahotniuc dans un circuit de blanchiment d'argent passé par la Russie qui aurait fonctionné en 2013 et 2014.

Son parti a dénoncé une "ingérence grossière" de Moscou dans le scrutin.

Petite ex-république soviétique de 3,5 millions d'habitants coincée entre la Roumanie et l'Ukraine, la Moldavie se déchire depuis de nombreuses années entre partisans d'un rapprochement avec l'UE et ceux d'une alliance avec Moscou.

Elu en novembre 2016, le président Igor Dodon est considéré comme un allié de Vladimir Poutine, à qui il a multiplié les visites. Entravé dans ses projets par le Parlement et le gouvernement, M. Dodon a toutefois adouci son discours et ne milite plus pour le rejet de l'accord d'association signé entre la Moldavie et l'UE en 2014.

Il souhaite désormais que son pays puisse "faire du commerce avec la Russie comme avec l'UE". Cet accord d'association a permis l'ouverture graduelle du marché européen aux produits moldaves, mais a suscité la colère de Moscou qui avait aussitôt imposé un embargo sur les fruits et la viande moldaves.

Cet embargo a opportunément été suspendu quelques semaines avant le vote à l'issue d'une nouvelle visite de M. Dodon à Moscou.

Le commerce est le principal levier de pression dont dispose la Russie, où se trouvent par ailleurs un demi-million de travailleurs moldaves.

Source : AFP

Lituanie : vaste affaire de corruption au sein de la justice

21 février 2019

En Lituanie, une importante affaire de corruption dans la justice a été révélée par le parquet et l'agence de lutte contre la corruption.

Plusieurs magistrats et juristes sont soupçonnés d'avoir touché d'importants pots-de-vin en contrepartie de décisions favorables.

Une affaire qui ébranle le système judiciaire, alors qu'il connaissait sous l'impulsion de la présidente un renouvellement.

Vingt-six personnes arrêtées, dont 8 juges et 5 avocats, tous renommés. Des centaines de perquisitions.

Les médias en Lituanie soulignent tous l'ampleur inédite du scandale. Des dizaines de milliers d'euros crissaient dans les poches des magistrats et des avocats pour obtenir des jugements favorables.

Certaines affaires qui ont ébranlé la vie publique ces dernières années, comme la maison d'un maire construite sur un espace naturel protégé, font partie des cas traités par les magistrats placés en détention provisoire.

La Lituanie se place en 38^e position dans l'index de perception de la corruption de l'ONG Transparency International, en légère régression par rapport aux années précédentes. Tous les juges arrêtés sont des vétérans du système et opéraient dans les grandes villes du pays.

Depuis son premier mandat en 2009, la réforme de la justice est l'une des priorités de la présidente.

Elle s'est imposée dans le choix des présidents de cour qu'il lui revient de nommer pour assurer le renouvellement.

Source : RFI

Albanie : manifestation tendue contre le Premier ministre

16 février 2019

Des milliers de sympathisants de l'opposition albanaise ont manifesté samedi à Tirana dans une ambiance tendue. Il y eut des violences.

Ils réclament le départ du Premier ministre Edi Rama, qu'ils accusent de corruption, ainsi que l'organisation d'élections anticipées.

Des heurts ont opposé pendant plusieurs heures manifestants et forces de l'ordre devant le siège du gouvernement et la police a utilisé à plusieurs reprises des gaz lacrymogènes et des canons à eau pour repousser la foule, a constaté une journaliste de l'AFP.

Répondant à l'appel de l'opposition, les manifestants réclamaient le départ du Premier ministre socialiste Edi Rama, au pouvoir depuis 2013, qu'ils accusent de "corruption".

Le chef du Parti démocratique (centre droit), principale formation de l'opposition, Lulzim Basha, a appelé à un nouveau rassemblement jeudi.

Edi Rama, 54 ans, a entamé en 2017 son second mandat à la tête du gouvernement. L'opposition avait déjà organisé plusieurs manifestations similaires pour réclamer son départ, sans toutefois l'ébranler.

La vie politique est empreinte d'une très grande violence verbale, droite et gauche échangeant insultes et accusations de corruption ou de liens avec le crime organisé. L'Albanie espère ouvrir cette année des négociations d'adhésion à l'UE, mais ce pays de plus de 2,8 millions d'habitants est invité à faire des progrès dans la lutte contre le crime organisé et la corruption.

Source : AFP

Monténégro : manifestation contre le président Milo Djukanovic

23 février 2019

Plusieurs milliers de manifestants ont défilé samedi soir dans les rues de Podgorica pour demander la démission du président monténégrin, Milo Djukanovic, au pouvoir depuis 30 ans et accusé d'entretenir un régime autoritaire et corrompu.

C'était la 3^e manifestation en moins d'un mois dans les rues de la capitale monténégrine.

Les manifestants demandent la démission du président Milo Djukanovic, qui règne sans partage depuis trois décennies sur le petit pays, celle du procureur en charge du crime organisé, et celle du directeur de la télévision publique, accusé d'être à la solde du régime.

Cette vague de révolte s'est levée après la diffusion d'une vidéo dans laquelle on voit un célèbre homme d'affaires remettre une enveloppe qui contiendrait 100 000 dollars à l'ancien maire de Podgorica, membre du parti au pouvoir, afin de financer une campagne électorale.

Organisés par un petit groupe d'intellectuel, de chercheurs, de membres de la société civile et de journalistes, ces rassemblements parviennent à mobiliser hors des réseaux traditionnels des partis d'opposition, divisés et largement discrédités. Dans le cortège, personne ne se fait d'illusions, il en faudra bien plus pour faire plier le clan au pouvoir.

Source : RFI / Laurent Geslin / Savo Prelevic / AFP

Vente d'armes à Riyad : l'embargo décidé par Berlin gêne les alliés

22 février 2019

Comment développer des projets communs entre pays européens si chacun a des règles différentes sur leurs ventes ? C'est la question qui se pose actuellement entre Paris, Berlin et Londres autour d'exportations d'armements.

Londres reproche à Berlin de ne pas permettre aux fabricants britanniques d'honorer leurs contrats avec l'Arabie saoudite. L'Allemagne a interrompu en effet toute livraison d'armements à Riyad après l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi en octobre dernier.

Les pièces détachées allemandes dont ont besoin les Britanniques pour leurs avions de combat vendus à Riyad ne sont plus livrées.

Paris est aussi irrité par la position allemande et plus globalement par des règles plus restrictives sur les exportations d'armements de Berlin.

Un problème se pose à l'heure où la France et l'Allemagne veulent développer de nouveaux projets militaires communs. Les deux tiers des Allemands sont hostiles à toute exportation d'armes même si leur pays fait partie depuis des années des plus importants vendeurs après les Etats-Unis, la Russie ou la Chine.

Source : RFI / Pascal Thibaut / Reuters

Selon Frontex, les arrivées clandestines dans l'UE en baisse pour la troisième année en 2018

20 février 2019

Selon Frontex, les arrivées d'immigrés clandestins dans l'Union européenne ont fortement diminué en 2018 pour la troisième année consécutive, mais elles restent importantes et des contrôles renforcés aux frontières sont toujours nécessaires.

Leur nombre est passé de 204.750 en 2017 à 150.114 l'année dernière, a précisé Fabrice Leggeri, directeur de Frontex.

Frontex a par ailleurs procédé à 13.700 expulsions en 2018, soit 500 de moins que l'année précédente.

Source : Reuters

Slovaquie : grandes manifestations pour l'anniversaire de l'assassinat d'un journaliste

21 février 2019

Des dizaines de milliers de Slovaques se sont rassemblés jeudi à travers le pays pour marquer le premier anniversaire de l'assassinat d'un journaliste enquêtant sur des affaires de corruption, crime qui a conduit jusqu'à la démission du Premier ministre.

Jan Kuciak et sa compagne Martina Kusnirova ont été tués chez eux en février 2018 alors que le journaliste s'apprêtait à publier un rapport sur les liens présumés entre hommes politiques slovaques et la mafia italienne ainsi que sur des fraudes autour des fonds agricoles européens.

Quelque 30.000 personnes ont défilé à Bratislava, selon les organisateurs. Des milliers d'autres ont manifesté dans 36 autres villes et villages de Slovaquie et 22 cités dans le monde.

Le père du journaliste assassiné a indiqué que son fils avait été suivi en même temps par les services secrets, la police et l'homme d'affaires soupçonné de corruption par le journaliste.

"Chacun peut tirer ses propres conclusions sur le type de démocratie dans laquelle nous vivons", a-t-il dit. Le président slovaque, Andrej Kiska, a rappelé à la presse que M. Kuciak "avait été tué uniquement parce qu'il voulait révéler la vérité sur les personnalités qui semblaient intouchables".

Les procureurs ont inculpé quatre personnes impliquées dans le meurtre, dont une femme identifiée comme Alena Zs.

Elle aurait commandité l'assassinat contre 50.000 euros et l'exonération d'une dette de 20.000 euros supplémentaires.

Selon les médias locaux, Alena Zs était interprète de Marian Kocner, homme d'affaires slovaque dont les activités ont attiré l'attention de Jan Kuciak.

Marian Kocner, 55 ans, a été arrêté en juin 2018, soupçonné de fraudes. Il reste en détention, sans avoir été formellement inculpé.

Selon des médias, il aurait eu des liens avec des membres du parti social-démocrate Smer-SD au pouvoir. L'organisation Reporters sans frontières (RSF) a averti les responsables slovaques cette semaine qu'au lieu de veiller à ce que "les autorités policières et judiciaires agissent de manière entièrement indépendante (...) l'inverse est en train de se produire".

Source : AFP

La grogne contre la campagne anti-Juncker d'Orban grandit en Allemagne

21 février 2019

Angela Merkel et plusieurs responsables politiques allemands ont vivement critiqué jeudi la campagne de dénigrement du gouvernement du Premier ministre nationaliste hongrois Viktor Orban contre le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker.

"Je soutiens pleinement (M. Juncker), nous sommes solidaires et nous le dirons haut et fort lors de nos entretiens avec la Hongrie", a lancé à Berlin la chancelière allemande lors d'une conférence de presse commune avec le président burkinabé, Roch Marc Christian Kaboré.

M. Juncker, membre du Parti populaire européen (PPE), le mouvement conservateur européen dont la formation de M. Orban Fidesz et le parti démocrate-chrétien CDU de Mme Merkel font aussi partie, est la cible d'une campagne de dénigrement menée en Hongrie à trois mois des européennes.

Le gouvernement Orban a dévoilé mardi le nouveau visuel d'une campagne destinée à être diffusée dans les médias hongrois sous le slogan : "Vous avez aussi le droit de savoir ce que Bruxelles prépare".

Ce slogan est surplombé du visage de Jean-Claude Juncker, en arrière-plan duquel est représenté celui du milliardaire et philanthrope Georges Soros, bouc émissaire de M. Orban, des nationalistes et des adeptes des théories du complot.

M. Juncker, ancien chef du gouvernement luxembourgeois, a répliqué en estimant, comme il le fait depuis plusieurs mois, que M. Orban "n'a plus sa place au sein du PPE". Frank Engel, chef du parti chrétien-démocrate luxembourgeois, a fait de même.

Sans le parti Fidesz de M. Orban, le PPE perdrait 12 de ses 217 eurodéputés actuels. Cela pourrait s'avérer déterminant dans le nouveau Parlement, ramené à 705 élus avec le Brexit et où la majorité absolue est nécessaire pour élire le futur président de la Commission.

Source : AFP

Trois ministres de May s'engagent pour un report du Brexit contre le risque de "No-deal"

23 février 2019

Trois ministres du gouvernement britannique annoncent dans une tribune publiée samedi qu'ils soutiendront un report du Brexit s'il n'est pas possible de faire ratifier l'accord de retrait par la Chambre des communes.

Greg Clark, le ministre des Entreprises, sa collègue Amber Rudd, chargée du Travail et des Retraites, et le ministre de la Justice, David Gauke, se disent prêts à voter la semaine prochaine avec l'opposition et les frondeurs du Parti conservateur pour empêcher le scénario d'une sortie sans accord le 29 mars prochain au soir.

"Si nous n'obtenons pas un accord la semaine prochaine, nous devons différer le Brexit", annoncent-ils d'emblée dans cette tribune que publie le Daily Mail.

Clark, Rudd et Gauke expliquent qu'un divorce sans accord ferait peser une menace sur les entreprises, sur la sécurité et sur l'unité territoriale du Royaume-Uni.

"Loin d'un Brexit qui aurait pour résultat un Royaume-Uni à l'indépendance renouvelée se lançant avec audace vers le reste du monde, sortir accidentellement le 29 mars nous appauvrirait, réduirait notre sécurité et pourrait nous séparer", ajoutent les trois ministres en référence à la perspective d'une nouvelle campagne en faveur de l'indépendance de l'Ecosse.

"Notre économie, poursuivent-ils, sera sévèrement atteinte dans le court comme dans le long terme. Les coûts augmenteront, les entreprises qui dépendent de chaînes d'approvisionnement à flux tendu seront gravement perturbées et l'investissement découragé."

Source : Reuters

Grande-Bretagne : Facebook se dit prêt à accepter de nouvelles règles

18 février 2019

Facebook s'est déclaré lundi "ouvert à une réglementation significative" des réseaux sociaux tout en ajoutant avoir considérablement modifié ses pratiques après l'appel de parlementaires britanniques invitant à renforcer les règles pour lutter notamment contre les "fake news" et l'utilisation abusive des données des internautes.

Facebook et les autres géants du numérique doivent être soumis à un code d'éthique afin de lutter contre la propagation des fausses nouvelles, le partage abusif des données des utilisateurs et les abus liés à leur position dominante sur le marché, ont déclaré des parlementaires britanniques.

Facebook a fait l'objet d'une enquête parlementaire longue de dix-huit mois après le détournement de données personnelles de quelque 87 millions d'utilisateurs par la société de marketing politique Cambridge Analytica.

Le PDG du réseau social, Mark Zuckerberg, qui a été auditionné l'année dernière par des parlementaires américains et européens, a refusé à trois reprises de se présenter devant la commission parlementaire britannique.

Source : Reuters

Greta Thunberg porte à Paris la grève des étudiants pour le climat

22 février 2019

Des centaines de lycéens ou étudiants se sont réunis vendredi à Paris pour la deuxième édition française d'une grève estudiantine pour le climat fédérée autour de la jeune Suédoise Greta Thunberg, icône d'un mouvement qui essaime en Europe.

Greta Thunberg, qui a la première quitté les bancs de son lycée de Stockholm en août pour aller manifester devant le Parlement, mais aussi les Belges Adélaïde Charlier, Anuna de Wever et Kyra Gantois ou l'Allemande Luisa Neubauer, étaient vendredi place de la République, puis dans un cortège parti de l'Opéra, au milieu d'une foule jeune et féminine.

La jeune fille réclame à Bruxelles la réduction des émissions pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris.

Quelques centaines de jeunes, pour beaucoup des filles, ont scandé à Paris des slogans contre l'inaction face au réchauffement climatique.

Il y a une semaine, plusieurs centaines d'étudiants et lycéens s'étaient réunis devant le ministère de la Transition écologique et solidaire lors de la première édition française de cette grève scolaire pour le climat, relativement tardive par rapport aux mobilisations en cours depuis plusieurs semaines en Belgique, en Australie, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas.

L'un des organisateurs français du mouvement, Romaric, expliquait vendredi ce retard par la prééminence d'autres mobilisations, comme celle des "Gilets jaunes". La prochaine "grève mondiale" des étudiants est prévue pour le 15 mars ; "ne nous regardez pas, rejoignez-nous", réclament-ils.

La mobilisation intervient après l'annonce mardi par Greenpeace du lancement prochain d'une action en justice contre l'Etat afin de le contraindre à réviser ses ambitions climatiques dans le cadre de la campagne "l'Affaire du siècle", qui a réuni plus de 2,1 millions de signatures.

Source : Reuters

Climat : les ONG de "l'Affaire du siècle" vont passer à l'acte

19 février 2019

Les ONG à l'origine de la campagne "l'Affaire du siècle" vont saisir la justice afin de contraindre l'Etat à réviser ses ambitions climatiques, l'ultimatum qu'elles avaient lancé au gouvernement ayant expiré, a annoncé mardi le directeur général de Greenpeace France.

"Nous allons attaquer l'Etat en justice", a déclaré Jean-François Julliard sur RTL.

Cette démarche se traduira par une action "dans les semaines qui suivent" devant le tribunal administratif de Paris, a-t-il précisé.

Les quatre associations (Greenpeace, Oxfam, la Fondation pour la nature et l'homme, Notre affaire à tous), qui ont publié une pétition en ligne ayant recueilli plus de 2,1 millions de signatures, avaient donné au gouvernement jusqu'à ce mardi pour livrer des réponses à la hauteur de l'enjeu.

Elles ont été reçues le 14 février par le chef du gouvernement, Edouard Philippe, et le ministre de la Transition écologique, François de Rugy, à Matignon.

"Nous avons reçu une réponse de la part du gouvernement qui n'en est pas une", a déploré Jean-François Julliard.

Les ONG reprochent au gouvernement de ne pas respecter les objectifs qu'il s'est lui-même assigné concernant la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre (-27% en 2028 par rapport à 2013), le développement des énergies renouvelables (23% du mix énergétique en 2020) ou l'amélioration de l'efficacité énergétique (-20% en 2030).

Les émissions de gaz à effet de serre en France ont augmenté en 2015 et 2016, selon des données officielles, et encore en 2017, selon des chiffres encore provisoires, alors même qu'elles sont censées diminuer graduellement.

Source : Reuters

La statue d'un prêtre soupçonné de pédophilie renversée à Gdansk

21 février 2019

Un statue du père Henryk Jankowski, proche de l'ancien président Lech Walesa et figure du mouvement anticomuniste dans les années 1980 en Pologne, a été mise à bas dans la nuit de mercredi à jeudi dans le centre de Gdansk par trois hommes qui voulaient dénoncer la pédophilie dans l'Eglise.

Les trois hommes se sont ensuite rendus, a précisé Karina Kaminska, porte-parole de la police de la ville. Le père Jankowski, décédé en 2010, a été soupçonné d'avoir abusé de jeunes garçons et de jeunes filles. Ami et confesseur de Lech Walesa, il n'a jamais été condamné. Il avait cependant été exclu de la prêtrise en 2005.

Le défunt maire de Gdansk Pawel Adamowicz, assassiné le mois dernier, estimait malvenu que le père Jankowski ait une statue dans un lieu public de la ville. L'évêque de Gdansk, Mgr Leszek Slawoj Glodz, avait pour sa part déclaré que les accusations contre le prêtre étaient des attaques contre l'Eglise.

A Rome, le pape François a ouvert jeudi une conférence de quatre jours sur la lutte contre les actes pédophiles et autres agressions sexuelles commis par des membres du clergé. Il a promis que l'Eglise "saura entendre le cri des enfants en quête de justice".

Source : Reuters

Pétrole et gaz de schiste : la Grèce se lance dans les hydrocarbures

22 février 2019

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Athènes jeudi alors que le gouvernement se lance dans le développement du secteur des hydrocarbures. Ils sont inquiets des conséquences écologiques. Le Français Total, associé aux Américains d'Exxon Mobil, au Grec Elpe et à la filiale d'EDF Edison, a obtenu trois blocs en mer.

Ce qui inquiète aussi les associations de protection de l'environnement comme le WWF, c'est la présence de gaz de schiste dans le sol grec. Il est extrait grâce au « fracking », une technique particulièrement polluante. Le ministère de l'Environnement affirme qu'une nouvelle loi interdisant cette pratique est en préparation.

Source : RFI avec Reuters/ Charles Platiau, Charlotte Stiévenard

Un retard sur les réformes risque de priver la Grèce de 750 millions d'euros

18 février 2019

La Grèce risque de ne pas recevoir quelque 750 millions d'euros en mars, dans le cadre du plan de sauvetage signé avec la zone euro, faute d'avoir bouclé les réformes auxquelles elle s'est engagée, rapportent lundi des responsables de la zone euro.

Cet argent représente une partie des 4,8 milliards d'euros de revenus dégagés des obligations grecques, détenues par les banques centrales européennes, qu'il est prévu de reverser à Athènes d'ici mi-2022 en plusieurs tranches semestrielles, ainsi que le produit d'une exonération aux hausses progressives des taux d'intérêt prévues sur une partie des prêts de la zone euro.

A elles deux, ces mesures totalisent environ 750 millions d'euros tous les six mois. Ces avantages ont été accordés pour inciter Athènes à poursuivre les réformes que le gouvernement grec a fini par accepter de mener en échange de ses trois plans de sauvetage accordés depuis 2010, de 280 milliards au total.

La Commission européenne va publier un rapport le 27 février concernant les avancées de la Grèce en matière de réformes. Les ministres de Finances se baseront sur les conclusions de ce rapport pour décider de débloquent ou non ces versements.

"Le rapport devrait indiquer que la Grèce n'a pas bouclé les réformes auxquelles elle s'est engagée", a dit un responsable.

Il y a 16 réformes en cours mais les plus importantes sont liées au paiement des arriérées de l'Etat, au système de santé et à la législation pour traiter l'insolvabilité des ménages.

Source : Reuters

Catalogne : grève et routes coupées contre le procès des indépendantistes

21 février 2019

Des indépendantistes ont manifesté et coupé des routes et voies de chemin de fer jeudi en Catalogne pendant une grève d'un jour contre le procès de 12 de leurs dirigeants pour la tentative de faire sécession de l'Espagne en octobre 2017.

La grève, convoquée par un petit syndicat indépendantiste, a surtout affecté les transports.

Quatre personnes ont été interpellées et des échauffourées ont fait 37 blessés dont 6 policiers. Les transports publics ont fonctionné au ralenti. Mais la plupart des commerces du centre de Barcelone sont restés ouverts.

En fin de journée, 40.000 personnes, selon la police municipale, ont manifesté sur le Paseo de Gracia de Barcelone, arborant des drapeaux indépendantistes catalans.

Plus tôt, plus d'un millier de manifestants s'étaient rassemblés sur la place de l'Université de Barcelone.

"Nous sommes venus pour dénoncer cette farce de justice (...) Nous n'accepterons rien d'autre que l'acquittement", déclare Miquel Garriga, un cadre de 60 ans.

Grévistes et manifestants protestaient contre le procès de 12 ex-dirigeants politiques et associatifs, qui se poursuivait depuis le 12 février à la Cour suprême de Madrid.

Avec à leur tête l'ex-vice-président catalan Oriol Junqueras, contre qui le parquet requiert 25 ans de prison, ils sont jugés pour avoir organisé en octobre 2017 un référendum d'autodétermination interdit et proclamé sur cette base -sans succès- l'indépendance de la Catalogne.

Les syndicats majoritaires n'ont pas appelé à participer à la grève, et le patronat a critiqué le mouvement, assurant qu'il s'agissait d'une grève à "caractère politique", interdite en Espagne. Mais elle est soutenue par les partis et associations indépendantistes qui ont engagé une série de mobilisations en solidarité avec les accusés et contre le système judiciaire espagnol.

Le parquet accuse les prévenus d'avoir suivi une stratégie, concertée entre le gouvernement catalan, le parlement régional et les associations indépendantistes, pour aboutir à la sécession de cette région de 7,5 millions d'habitants au nord-est de l'Espagne.

La Cour suprême a décidé mercredi d'accélérer le calendrier des audiences afin de les terminer avant les élections législatives anticipées du 28 avril. La sentence, elle n'est pas attendue avant l'été.

Source : AFP

200.000 manifestants à Barcelone contre le procès des indépendantistes (police)

16 février 2019

Deux cent mille personnes, selon la police, ont manifesté samedi à Barcelone contre le procès de douze dirigeants indépendantistes pour la tentative de sécession de la Catalogne en octobre 2017.

Une des oratrices dans ce rassemblement, organisé par des partis et des associations séparatistes, a évalué pour sa part à 500.000 le nombre de participants, qui ont défilé derrière une bannière proclamant "l'autodétermination n'est pas un crime".

Les manifestants brandissaient le drapeau séparatiste catalan bleu, rouge et jaune, ainsi que des pancartes : "Liberté pour les prisonniers politiques".

Les 12 dirigeants indépendantistes catalans sont accusés selon les cas de rébellion, détournement de fonds et désobéissance.

Après avoir organisé le 1^{er} octobre 2017 un référendum d'autodétermination interdit par la justice, les séparatistes avaient proclamé quelques semaines plus tard, le 27 octobre, une république catalane indépendante, déclenchant la plus grave crise politique que l'Espagne ait connue depuis la fin du franquisme.

Source : AFP

Climat : le gouvernement espagnol propose d'investir 47 milliards d'euros

20 février 2019

Le gouvernement espagnol a proposé mercredi l'adoption d'un plan d'investissement public de 47 milliards d'euros sur dix ans pour lutter contre les effets du changement climatique.

Cette proposition a été formulée par le président du gouvernement socialiste Pedro Sanchez dans une déclaration d'intention alors qu'il a convoqué des élections législatives le 28 avril.

Avec ce plan, qui serait en partie financé par l'émission d'obligations vertes et par des fonds européens, l'Espagne vise à atteindre la neutralité carbone en 2050.

Le plan prévoit aussi de compenser les destructions d'emploi dans les industries polluantes.

Un projet de loi sera présenté en conseil des ministres le 22 février avant d'être transmis à l'Union européenne pour obtenir son feu vert. Il est donc peu probable que la version définitive du texte puisse être adoptée avant les élections législatives.

Source : Reuters

Le charbon des Balkans asphyxie l'Europe

22 février 2019

Ugljevik, centrale à charbon, bosniaque, émet seule autant de dioxyde de soufre (SO₂) que toutes celles installées en Allemagne. Pire encore, les 16 centrales présentes dans l'ouest des Balkans, soit en Bosnie, en Macédoine, au Kosovo, au Monténégro et en Serbie, dégagent autant de SO₂ que les 250 installées dans le reste de l'Europe.

C'est ce que pointent, dans un rapport publié mardi, cinq ONG, dont l'Alliance pour la santé et l'environnement et Europe Beyond Coal. «*Le dioxyde de soufre est classé comme très toxique pour l'homme lorsqu'il est inhalé* », peut-on y lire. Il est à l'origine de cancers du poumon, de problèmes cardiovasculaires ou respiratoires, tel l'asthme.

Cette pollution a ainsi entraîné la mort de plus de 3 900 personnes sur le continent en 2016. Jeudi matin, Sarajevo était la ville avec le pire indice de qualité de l'air au monde, selon le site AirVisual. Les Balkans abritent 9 des 10 centrales à charbon les plus émettrices de SO₂ du continent, et 8 des 10 plus polluantes en particules fines.

Source : Libération

Italie : une commission du Sénat refuse un procès contre Salvini

19 février 2019

Une commission du Sénat italien a rejeté mardi le renvoi en justice du vice-président du Conseil, ministre de l'Intérieur et chef de la Ligue Matteo Salvini, dans l'affaire des migrants du navire Diciotti en août 2018.

Les sénateurs auront à se prononcer en séance plénière d'ici la fin mars. Ils devraient confirmer la décision de la commission car les élus de la Ligue, la plupart de ceux du Mouvement 5 Etoiles (M5S) et les sénateurs de centre droit soutiennent le ministre de l'Intérieur.

Le mois dernier, le "tribunal des ministres" de Palerme avait recommandé que Matteo Salvini soit jugé pour "séquestration de personnes, arrestations illégales et abus de pouvoir" dans le dossier des 150 migrants bloqués pendant plusieurs jours dans le port sicilien de Catane l'été dernier.

Par 16 voix contre six, la commission sénatoriale a repoussé cette demande. "Par notre décision, nous permettons au gouvernement de poursuivre son travail", a déclaré le sénateur M5S Mario Michele Giarrusso, membre de la commission.

Source : Reuters